

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 11 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 3

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1315

Κύρωση τῆς Συμβάσεως 80/26 Ὀκτωβρίου 1973 τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης γιὰ τὴ μεταφορὰ τῶν ἀνθρωπίνων σορῶν μεταξὺ τῶν Κρατῶν Μελῶν του.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς, ψηφισθέντα νόμον:

Ἄρθρο μόνο.

Κυρώνεται καὶ ἔχει τὴν ἰσχὺ ποὺ ὁρίζει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος ἡ Σύμβαση 80/26 Ὀκτωβρίου 1973 τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης γιὰ τὴ μεταφορὰ τῶν ἀνθρωπίνων σορῶν μεταξὺ τῶν Κρατῶν μελῶν του, ποὺ ὑπογράφτηκε στὶς 11 Φεβρουαρίου 1982 στὴν ἕδρα τοῦ Συμβουλίου τῆς ὁποίας τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ Ἑλληνικὴ μετάφραση ἔχει ὡς ἑξῆς :

ACCORD
SUR LE TRANSFERT DES CORPS DES PERSONNES DECEDEES

STRASBOURG, 26.X.1973

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant la nécessité de simplifier les formalités relatives au transfert international des corps des personnes décédées;

Tenant compte du fait que le transfert du corps d'une personne décédée ne crée aucun risque sur le plan sanitaire, même si le décès est dû à une maladie transmissible, lorsque des mesures appropriées sont prises, en particulier en ce qui concerne l'étanchéité du cercueil,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

1. Les Parties Contractantes appliqueront, dans les relations entre, elles, les dispositions du présent Accord.

2. Aux fins du présent Accord, on entend par transfert de corps le transport internat' ional de corps de personnes décédées de l'Etat de départvers l'Etat de destination; l'Etat de départ est celui où le transfert a commencé ou, dans le cas d'un corps exhumé, celui où a eu lieu l'inhumation, l'Etat de destination est celui où le corps devra être inhumé ou incinéré après le transport.

3. Le présent Accord ne s'applique pas au transport international de cendres.

Article 2.

1. Les dispositions du présent Accord constituent les conditions maximales exigibles pour l'expédition du corps d'une personne décédée ainsi que pour le transit ou l'admission de celui-ci sur le territoire d'une des Parties Contractantes.

2. Les Parties Contractantes restent libres d'accorder des facilités plus grandes par application soit d'accords bilatéraux, soit de décisions prises d'un commun accord dans des cas d'espèce, notamment lorsqu'il s'agit de transfert entre régions frontalières.

Pour l'application de tels accords et décisions dans des cas d'espèce, le consentement de tous les Etats intéressés sera requis.

Article 3.

1. Tout corps d'une personne décédée doit être accompagné, au cours du transfert international, d'un document spécial dénommé «laissez-passer mortuaire», délivré par l'autorité compétente de l'Etat de départ.

2. Le laissez-passer doit reproduire au moins les données figurant dans le modèle annexé au présent Accord; il doit être libellé dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat dans lequel il est délivré et dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe.

Article 4.

A l'exception des documents prévus par les conventions et accords internationaux relatifs aux transports en général, ou les conventions ou arrangements futurs sur le transfert des corps des personnes décédées, il n'est pas exigé par l'Etat de destination ni par l'Etat de transit d'autres pièces que le laissez-passer mortuaire.

Article 5.

Le laissez-passer est délivré par l'autorité compétente visée â l'Article 8 du présent Accord après que celle-ci se soit assurée que :

(a) les formalités médicales, sanitaires, administratives et légales exigées pour le transfert des corps des personnes décédées, et, le cas échéant, pour l' inhumation et l'exhumation, en vigueur dans l'Etat de départ, ont été remplies;

(b) le corps est placé dans un cercueil dont les caractéristiques sont conformes à celles définies aux articles 6 et 7 du présent Accord;

(c) le cercueil ne contient que le corps de la personne mentionnée dans le laissez-passer et les objets personnels destinés à être inhumés ou incinérés avec le corps.

Article 6.

1. Le cercueil doit être étanche; il doit également contenir une matière absorbante. Si les autorités compétentes de l'Etat de départ l'estiment nécessaire, le cercueil doit être muni d'un appareil épurateur destiné à égaliser la presson intérieure et extérieure. Il doit être constitué :

(i) soit d'un cercueil extérieur en bois dont l'épaisseur des parois ne doit pas être inférieure à 20 mm et d'un cercueil intérieur en zinc soigneusement soudé ou en toute autre matière autodestructible;

(ii) soit d'un seul cercueil en bois dont l'épaisseur des parois ne doit pas être inférieure à 30 mm, doublé intérieurement d'une feuille de zinc ou de toute autre matière autodestructible.

2. Si le décès est dû à une maladie contagieuse, le corps lui-même sera enveloppé dans un linceul imbimé d'une solution antiseptique.

3. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, le cercueil doit comporter, lorsque le transfert est effectué par la voie aérienne, un appareil épurateur ou, à défaut, présenter des garanties de résistance reconnues comme suffisantes par l'autorité compétente de l'Etat de départ.

Article 7.

Lorsque le cercueil est transporté comme fret ordinaire, il doit être placé dans un emballage n'ayant pas l'apparence d'un cercueil et sur lequel on indiquera qu'il doit être manipulé avec précaution.

Article 8.

Toute Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la désignation de l'autorité compétente mentionnée à l'article 3, paragraphe 1, à l'article 5 et à l'article 6, paragraphes 1 et 3 du présent Accord.

Article 9.

Si un transfert concerne un Etat tiers qui est Partie à l'Arrangement de Berlin sur le transfert des corps du 10 février 1937, tout Etat Contractant au présent Accord peut demander à un autre Etat Contractant de prendre les mesures nécessaires pour permettre au premier de ces Etats Contractants de satisfaire à ses obligations aux termes de l'Arrangement de Berlin.

Article 10.

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par :

(a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 11.

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil seront devenus Parties à l'Accord conformément aux dispositions de l'article 10.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 12.

1. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent Accord.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet un mois après la date de son dépôt.

Article 13.

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée â stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 14 du présent Accord.

Article 14.

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de duré.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 15.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré au présent Accord :

(a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

(c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(d) toute date d'entrée en vigueur du présent Accord conformément à son article 11;

(e) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 13;

(f) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 14 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;

(g) toute communication qui lui sera adressée en vertu de l'article 8.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Strasbourg, le 26 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ANNEXE
LAISSEZ-PASSER MORTUAIRE

Ce laissez-passer est délivré conformément aux termes de l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, notamment des articles 3 et 5[1].

Il autorise le transfert du corps de :
Nom et prénom de la personne décédée ....
....
décédé (e) le .... à ....
Indiquer la cause du décès (si possible) ' et ' ....
....
à l'âge de .... ans ....
Date et lieu de naissance (si possible) ....
Le corps doit être transporté ....
.... (moyen de transport)
de .... (lieu de départ)
par .... (itinéraire)
à .... (destination)

Le transfert de ce corps ayant été autorisé toutes les autorités des Etats sur le territoire desquels le transport doit avoir lieu sont invitées à la laisser passer librement.

Fait à ...., le ....
Signature de l'autorité compétente — Cachet officiel de l'autorité compétente

1. Le texte des articles 3 et 5 de l'Accord devra figurer au verso du laissez-passer.

2. Indiquer la cause du décès, soit en français ou en anglais, soit en utilisant le code chiffré de l'O.M.S. de la classification internationale des maladies.

3. Si la cause du décès n'est pas donnée, pour des motifs ayant trait au secret professionnel, un certificat indiquant la cause du décès doit être placé sous enveloppe scellée, accompagner le corps au cours du transport et être présenté à l'autorité compétente dans l'Etat de destination. L'enveloppe scellée, qui comportera une indication extérieure permettant son identification, sera solidement fixée au laissez-passer. Sinon, le laissez-passer doit indiquer si la personne est décédée de mort naturelle et d'une maladie non contagieuse. Si ce n'est pas le cas, les circonstances du décès ou la nature de la maladie contagieuse doivent être indiquées.

ΣΥΜΒΑΣΗ

Γιὰ τὴ μεταφορὰ σορῶν.
Στρασβοῦργο 26.10.1973.

Τὰ Κράτη-Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ποὺ ὑπογράφουν τὴ σύμβαση αὐτή.

'Επειδὴ θεώρησαν ἀπαραίτητη τὴν ἁπλοποίηση τῶν διατυπώσεων ποὺ ἀφοροῦν τὴ διεθνὴ μεταφορὰ νεκρῶν.

"Ελαβαν ὑπ' ὄψη ὅτι ἡ μεταφορὰ ἑνὸς νεκροῦ σώματος δὲν προκαλεῖ κανένα κίνδυνο ἀπὸ ὑγειονομικῆς πλευρᾶς ἀκόμα καὶ ἂν ὁ θάνατος ὀφείλεται σὲ μεταδοτικὸ νόσημα, ἐφ' ὅσον ἔχουν ληφθεῖ τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα ἰδιαίτερα σὲ ὅ,τι ἀφορᾶ τὴ στεγανότητα τοῦ φέρετρου.

Συμφωνήσανε τὰ ἀκόλουθα :

"Αρθρο 1.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἐφαρμόσουν στὶς μεταξύ τους σχέσεις τὶς διατάξεις τῆς Συμβάσεως αὐτῆς.

2. Γιὰ τοὺς σκοποὺς τῆς Συμφωνίας αὐτῆς, ὅταν ἀναφέρουμε μεταφορὰ νεκρῶν ἐννοοῦμε τὴ διεθνὴ μεταφορὰ (σορῶν) ἀπὸ τὸ Κράτος προελεύσεως πρὸς τὸ Κράτος προορισμοῦ.

Τὸ Κράτος προελεύσεως εἶναι ἐκεῖνο ὅπου ἀρχίζει ἡ μεταφορὰ ἢ σὲ περίπτωση ἑνὸς πτώματος ποὺ ἔχει ἐκταφεῖ, ἡ χώρα ὅπου ἔγινε ἡ ταφή.

Τὸ Κράτος προορισμοῦ εἶναι ἐκεῖνο ὅπου πρόκειται ἡ σορὸς νὰ ταφεῖ ἢ νὰ ἀποτεφρωθεῖ μετὰ τὴ μεταφορά.

3. 'Η Σύμβαση αὐτὴ δὲν ἀναφέρεται στὴ διεθνὴ μεταφορὰ τῆς στάχτης τῶν νεκρῶν.

"Αρθρο 2.

1. Οἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως αὐτῆς ἀποτελοῦν τὶς μέγιστες ἀπαιτήσεις γιὰ τὴν ἀποστολὴ μιᾶς σοροῦ καθὼς καὶ γιὰ τὴ διαμετακομιδὴ καὶ τὴν εἰσαγωγή της στὴν ἐπικράτεια ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων μερῶν.

2. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη εἶναι ἐλεύθερα νὰ παρέχουν μεγαλύτερες διευκολύνσεις ἢ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ διμερῶν Συμβάσεων ἢ μὲ ἀποφάσεις ποὺ θὰ παίρνουν μετὰ σύμφωνη γνώμη κατὰ περίπτωση ἰδιαίτερα ὅταν πρόκειται γιὰ μεταφορὰ μεταξὺ ὅμορων περιοχῶν. Γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τέτοιων συμβάσεων καὶ ἀποφάσεων κατὰ περίπτωση θὰ πρέπει νὰ ὑπάρχει συγκατάθεση ὅλων τῶν ἐνδιαφερόμενων Κρατῶν.

"Αρθρο 3.

1. Κάθε σορὸς θὰ πρέπει νὰ συνοδεύεται κατὰ τὴ διεθνὴ μεταφορὰ ἀπὸ ἕνα ειδικὸ πιστοποιητικὸ «θανάτου» ποὺ ἐκδίδει ἡ ἁρμόδια ἀρχὴ τοῦ Κράτους προελεύσεως.

2. Τὸ πιστοποιητικὸ θανάτου θὰ πρέπει ν' ἀναφέρει τουλάχιστο τὰ στοιχεῖα ποὺ ἀναφέρονται στὸ παράρτημα ποὺ ἀκολουθεῖ τὴ Σύμβαση αὐτή. Θὰ πρέπει νὰ συντάσσεται στὴν ἐπίσημη γλώσσα ἢ σὲ μιὰ ἀπὸ τὶς ἐπίσημες γλῶσσες τοῦ Κράτους, ὅπου ἐκδίδεται καὶ σὲ μιὰ ἀπὸ τὶς ἐπίσημες γλῶσσες τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

"Αρθρο 4.

Μὲ ἐξαίρεση τὰ πιστοποιητικὰ ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὶς διεθνεῖς συμβάσεις καὶ συμφωνίες ποὺ ἀναφέρονται γενικὰ στὶς μεταφορὲς ἢ ἀπὸ πιθανὲς μελλοντικὲς συμβάσεις ἢ συμφωνίες γιὰ τὴ μεταφορὰ τῶν σορῶν δὲν ἀπαιτεῖται ἀπὸ τὴ χώρα προορισμοῦ ἢ διαμετακομιδῆς ἄλλο πιστοποιητικὸ ἐκτὸς ἀπὸ τὸ πιστοποιητικὸ θανάτου.

"Αρθρο 5.

Τὸ πιστοποιητικὸ θανάτου ἐκδίδεται ἀπὸ τὴν ἁρμόδια ἀρχὴ ποὺ ἀναφέρεται στὸ ἄρθρο 8 τῆς Συμβάσεως αὐτῆς ἀφοῦ αὐτὴ βεβαιωθεῖ ὅτι :

α) ἔχουν ἐκπληρωθεῖ οἱ ἀπαιτούμενες ἰατρικές, ὑγειονομικές, διοικητικὲς καὶ νομικὲς διατυπώσεις γιὰ τὴ μεταφορὰ τῶν σορῶν καὶ ἐὰν χρειασθεῖ γιὰ τὸν ἐνταφιασμὸ ἢ καὶ ἐκταφή, ποὺ ἰσχύουν στὴ χώρα προελεύσεως.

β) 'Η σορὸς τοποθετεῖται σ' ἕνα φέρετρο ὅπως περιγράφεται στὰ ἄρθρα 6 καὶ 7 τῆς Συμβάσεως αὐτῆς.

γ) Τὸ φέρετρο πρέπει νὰ περιέχει μόνο τὴ σορὸ τοῦ ἀτόμου ποὺ ἀναφέρεται στὸ πιστοποιητικὸ θανάτου καὶ τὰ προσωπικά του εἴδη ποὺ προορίζονται νὰ ταφοῦν ἢ ν' ἀποτεφρωθοῦν μαζὶ μὲ τὸ πτῶμα.

"Αρθρο 6.

1. Τὸ φέρετρο πρέπει νὰ εἶναι ἀεροστεγὲς καὶ νὰ περιέχει ἕνα ἀπορροφητικὸ ὑλικό. 'Εὰν οἱ ἁρμόδιες ἀρχὲς τοῦ Κράτους προελεύσεως κρίνουν ἀναγκαῖο, τὸ φέρετρο πρέπει νὰ εἶναι ἐξοπλισμένο μὲ σύστημα ἐξαερισμοῦ γιὰ νὰ ὑπάρχει ἰσορροπία τῆς ἐσωτερικῆς καὶ ἐξωτερικῆς πιέσεως. Θὰ πρέπει ν' ἀποτελεῖται :

(1) Εἴτε ἀπὸ ἕνα ἐξωτερικὸ ξύλινο φέρετρο μὲ τοιχώματα πάχους τουλάχιστον 20 χιλιοστῶν καὶ ἀπὸ ἕνα ἐσωτερικὸ φέρετρο ἀπὸ ψευδάργυρο καλὰ κλεισμένο ἢ ἀπὸ ἄλλο ὑλικὸ ποὺ μπορεῖ εὔκολα ν' αὐτοκαταστρέφεται.

(2) Εἴτε ἀπὸ ἕνα ξύλινο φέρετρο τὰ τοιχώματα τοῦ ὁποίου δὲν πρέπει νὰ ἔχουν πάχος μικρότερο τῶν 30 χιλιοστῶν, ἐπενδυμένο μὲ ψευδάργυρο ἢ ἄλλο ὑλικὸ ποὺ μπορεῖ ν' αὐτοκαταστρέφεται.

2. Ἐὰν ὁ θάνατος ὀφείλεται σὲ λοιμῶδες νόσημα, ἡ σορὸς θὰ πρέπει νὰ εἶναι τυλιγμένη σ' ἕνα σεντόνι ἐμποτισμένο μὲ ἀντισηπτικό.

3. Ἐὰν ἡ μεταφορὰ γίνεται ἀεροπορικῶς θὰ πρέπει νὰ ὑπάρχει σύστημα ἐξαερισμοῦ ἢ τουλάχιστον ἐγγύηση ἀναγνωρισμένης ἀντοχῆς ποὺ θὰ κριθεῖ ἱκανοποιητικὴ ἀπὸ τὴν ἁρμόδια ὑπηρεσία τῆς χώρας προελεύσεως.

Ἄρθρο 7.

Ἐὰν τὸ φέρετρο μεταφέρεται σὰν κοινὸ δέμα, θὰ πρέπει νὰ γίνεται εἰδικὴ συσκευασία ὥστε νὰ μὴ φαίνεται ὅτι πρόκειται γιὰ φέρετρο, μὲ τὴν ἔνδειξη ὅτι πρέπει νὰ μεταφέρεται μὲ προσοχή.

Ἄρθρο 8.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ κοινοποιεῖ στὴ Γενικὴ Γραμματεία τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὴν ἀκριβῆ ὀνομασία τῆς ἁρμόδιας ἀρχῆς ποὺ ἀναφέρεται στὸ ἄρθρο 3, παράγραφος 1, στὸ ἄρθρο 5 καὶ στὸ ἄρθρο 6, παράγραφοι 1 καὶ 3 τῆς Συμβάσεως αὐτῆς.

Ἄρθρο 9.

Ἐὰν μιὰ μεταφορὰ ἀφορᾶ ἕνα τρίτο Κράτος ποὺ εἶναι Μέλος τῆς Συμφωνίας τοῦ Βερολίνου γιὰ τὴ μεταφορὰ τῶν νεκρῶν τῆς 10ης Φεβρουαρίου 1937, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος τῆς Συμβάσεως αὐτῆς μπορεῖ νὰ ζητήσει ἀπὸ ἕνα ἄλλο Συμβαλλόμενο Μέρος νὰ λάβει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, γιὰ νὰ ἐπιτραπεῖ στὸ πρῶτο ἀπὸ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη νὰ ἱκανοποιήσει τὶς ὑποχρεώσεις του σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους τῆς Συμφωνίας τοῦ Βερολίνου.

Ἄρθρο 10.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ εἶναι ἀνοιχτὴ γιὰ ὑπογραφὴ ἀπὸ τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ποὺ μποροῦν νὰ γίνουν Μέρη ἐάν :

α) ὑπογράψουν χωρὶς ἐπιφυλάξεις τὴν κύρωση ἢ τὴν ἀποδοχή·

β) ὑπογράψουν ὑπὸ ἐπιφύλαξη τὴν κύρωση ἢ τὴν ἀποδοχὴ καὶ μετὰ ἀκολουθήσει κύρωση ἢ ἀποδοχή.

2. Οἱ πράξεις κυρώσεως καὶ ἀποδοχῆς θὰ κατατεθοῦν στὴ Γενικὴ Γραμματεία τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρο 11.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ θὰ ἰσχύσει ἕνα μήνα μετὰ τὴν ἡμερομηνία ποὺ τρία Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου θὰ γίνουν Μέρη τῆς Συμβάσεως σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 10.

2. Γιὰ κάθε Κράτος Μέρος ποὺ θὰ ὑπογράψει ἀργότερα χωρὶς ἐπιφύλαξη τὴν κύρωση ἢ τὴν ἀποδοχὴ ἢ θὰ τὴν κυρώσει ἢ θὰ τὴν ἀποδεχθεῖ, ἡ Σύμβαση θὰ ἰσχύσει ἕνα μήνα μετὰ τὴν ἡμερομηνία τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τῆς πράξεως κυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

Ἄρθρο 12.

1. Μετὰ τὴν ἰσχὺ τῆς Συμβάσεως αὐτῆς, ἡ ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπὴ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ μπορεῖ νὰ καλεῖ κάθε Κράτος μὴ Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης νὰ προσχωρήσει στὴ Σύμβαση αὐτή.

2. Ἡ προσχώρηση θὰ πραγματοποιηθεῖ μὲ τὴν κατάθεση στὴ Γενικὴ Γραμματεία τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τῆς πράξεως προσχωρήσεως ποὺ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει ἕνα μήνα μετὰ τὴν ἡμερομηνία τῆς καταθέσεως.

Ἄρθρο 13.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ, κατὰ τὴν ὑπογραφὴ ἢ τὴν κατάθεση τῆς πράξεως κυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, νὰ ὑποδείξει τὴν περιοχὴ ἢ τὶς περιοχὲς ποὺ θὰ ἐφαρμόζεται ἡ Σύμβαση αὐτή.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ, κατὰ τὴν κατάθεση τῆς πράξεως κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἢ ὁποιαδήποτε στιγμὴ μετά, νὰ ἐπεκτείνει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως αὐτῆς μὲ διακήρυξη ποὺ ἀπευθύνει στὴ Γενικὴ Γραμματεία τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, σὲ ἄλλη περιοχὴ ποὺ ἀναφέρεται στὴ διακήρυξη καὶ γιὰ τὴν ὁποία ἐξασφαλίζει τὶς διεθνεῖς σχέσεις ἢ γιὰ τὴν ὁποία ἔχει τὴ δικαιοδοσία νὰ συνάπτει Συμβάσεις.

3. Κάθε διακήρυξη ποὺ γίνεται σύμφωνα μὲ τὴν προηγούμενη παράγραφο θὰ μπορεῖ νὰ ἀποσυρθεῖ, γιὰ τὶς περιοχὲς ποὺ ὑποδεικνύονται σ' αὐτὴ τὴ διακήρυξη, σύμφωνα μὲ τὶς προβλεπόμενες ἀπὸ τὸ ἄρθρο 14 τῆς Συμβάσεως αὐτῆς προϋποθέσεις.

Ἄρθρο 14.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ θὰ παραμείνει σὲ ἰσχὺ χωρὶς περιορισμὸ καὶ διάρκεια.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ μπορεῖ, σὲ ὅ,τι τὸ ἀφορᾶ, νὰ λύσει τὴ Σύμβαση αὐτὴ ἀπευθύνοντας ἀνακοίνωση στὴ Γενικὴ Γραμματεία τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ λύση θὰ ἰσχύσει ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως ἀπὸ τὴ Γενικὴ Γραμματεία.

Ἄρθρο 15.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θ' ἀνακοινώσει στὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ σὲ κάθε Κράτος ποὺ θὰ εἶχε προσχωρήσει στὴ Σύμβαση αὐτή:

α) κάθε ὑπογραφὴ κυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς χωρὶς ἐπιφύλαξη·

β) κάθε ὑπογραφὴ κυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς μὲ ἐπιφύλαξη·

γ) τὴν κατάθεση κάθε πράξεως κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως·

δ) κάθε ἡμερομηνία ποὺ ἀρχίζει νὰ ἰσχύει ἡ Σύμβαση, αὐτὴ σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 11·

ε) κάθε ἀνακοίνωση ποὺ λαμβάνει σὲ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 13·

στ) κάθε ἀνακοίνωση ποὺ λαμβάνει σ' ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 14 καὶ τὴν ἡμερομηνία ποὺ θὰ πραγματοποιηθεῖ ἡ λύση τῆς Συμβάσεως·

η) κάθε ἀνακοίνωση ποὺ θὰ τοῦ σταλεῖ σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 8.

Σὲ πίστη τῶν παραπάνω, οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ ὑπέγραψαν τὴ Σύμβαση αὐτή. Ἔγινε στὸ Στρασβοῦργο στὶς 26 Ὀκτωβρίου 1973 γαλλικὰ καὶ ἀγγλικὰ καὶ τὰ δύο κείμενα εἶναι ἀκριβῶς τὰ ἴδια καὶ θὰ κατατεθεῖ ἀπὸ ἕνα ἀντίτυπο μόνο στὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ κοινοποιήσει ἀπὸ ἕνα κυρωμένο ἀντίγραφο σὲ κάθε Κράτος ποὺ ἔχει ὑπογράψει ἢ προσχωρήσει.

Π α ρ ά ρ τ η μ α

Πιστοποιητικὸ θανάτου.

Αὐτὸ τὸ πιστοποιητικὸ θανάτου χορηγεῖται σύμφωνα πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Συμβάσεως γιὰ τὴ μεταφορὰ τῶν νεκρῶν, ἰδιαίτερα τῶν ἄρθρων 3 καὶ 5[1].

Ἐγκρίνεται ἡ μεταφορὰ τῆς σοροῦ τοῦ :

Ὀνοματεπώνυμο θανόντος :

ποὺ πέθανε τὴν .... στὸ

....

ἀπὸ (αἰτία θανάτου)[2,3].

σὲ ἡλικία :

ἡμερομηνία καὶ τόπος γεννήσεως :

Ἡ σορὸς πρέπει νὰ μεταφερθεῖ :

(μέσο μεταφορᾶς)

ἀπό :

διαδρομή :

προορισμός :

Ἡ μεταφορὰ τῆς σοροῦ ἐγκρίνεται καὶ καλοῦνται οἱ ἀρχὲς τῶν Κρατῶν ἀπ' ὅπου θὰ περάσει ἡ σορὸς νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἐλεύθερη διέλευση.

Ἡμερομηνία

Ὑπογραφὴ τῆς ἁρμόδιας ἀρχῆς:
Σφραγίδα ἐπίσημη
τῆς ἁρμόδιας ἀρχῆς

ΣΗΜ. 1. Τὸ κείμενο τῶν ἄρθρων 3 καὶ 5 τῆς συμβάσεως θὰ πρέπει ν' ἀναγράφεται ἀπὸ πίσω.

2. Ἀναφέρετε τὴν αἰτία θανάτου, γαλλικὰ ἢ ἀγγλικὰ ἢ μὲ τὸν κώδικα τῆς Π.Ο.Υ.

3. Ἐὰν ἡ αἰτία θανάτου δὲν δίνεται, γιατὶ εἶναι ἐπαγγελματικὸ μυστικό, πιστοποιητικὸ μὲ τὴν αἰτία θανάτου θὰ πρέπει νὰ κλειστεῖ σὲ φάκελλο καὶ νὰ συνοδεύει τὴ σορὸ κατὰ τὴ μεταφορά της καὶ νὰ παραδοθεῖ στὴν ἁρμόδια ἀρχὴ τῆς χώρας προορισμοῦ. Ὁ κλειστὸς φάκελλος θὰ ἀποτελεῖ τὴν ἐξωτερικὴ ἔνδειξη ποὺ ἐπιτρέπει τὴν ἐξακρίβωση καὶ θὰ πρέπει νὰ ἔχει συρραφῆ μὲ τὸ πιστοποιητικὸ θανάτου.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχει ἡ πρόσθετη αὐτὴ ἔνδειξη στὸ πιστοποιητικὸ θανάτου θὰ πρέπει ν' ἀναφέρεται ἐὰν τὸ ἄτομο πέθανε ἀπὸ φυσικὸ θάνατο καὶ ἀπὸ μὴ λοιμώδη νόσο.

Ἐὰν δὲν εἶναι αὐτὴ ἡ περίπτωση, ἡ αἰτιολογία τοῦ θανάτου ἢ ἡ φύση τῆς μεταδοτικῆς νόσου θὰ πρέπει νὰ ἀναφερθοῦν.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ — **ΠΑΡΑΣΚΕΥΑΣ ΑΥΓΕΡΙΝΟΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 11 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1316

Ἵδρυση, ὀργάνωση καὶ ἁρμοδιότητες τοῦ Ἐθνικοῦ Ὀργανισμοῦ Φαρμάκων (Ε.Ο.Φ.), τῆς Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας (Ε.Φ.), τῆς Κρατικῆς Φαρμακαποθήκης (Κ.Φ.) καὶ τροποποίηση καὶ συμπλήρωση τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας καὶ ἄλλες διατάξεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Α'.

Ἵδρυση καὶ Ὀργάνωση Ἐθνικοῦ Ὀργανισμοῦ Φαρμάκων.

Ἄρθρο 1.

Ἵδρυση— Ἐπωνυμία— Ἐποπτεία— Ἕδρα.

1. Ἱδρύεται Νομικὸ Πρόσωπο Δημοσίου Δικαίου μὲ ἕδρα τὴν Ἀθήνα καὶ ἐπωνυμία: «ΕΘΝΙΚΟΣ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ ΦΑΡΜΑΚΩΝ» (Ε.Ο.Φ.).

2. Τὰ στοιχεῖα «Ε.Ο.Φ.» ἀποτελοῦν διακριτικὸ τίτλο ποὺ ἀνήκει ἀποκλειστικὰ στὸν Ὀργανισμό. Ἀπαγορεύεται σὲ ὁποιοδήποτε ἄλλο φυσικὸ ἢ νομικὸ πρόσωπο νὰ χρησιμοποιεῖ αὐτὰ τὰ στοιχεῖα σὰν ἐπωνυμία, σῆμα ἢ διακριτικὸ τίτλο.

3. Ὁ Ε.Ο.Φ. λειτουργεῖ κάτω ἀπὸ τὴν ἐποπτεία τοῦ Κράτους ποὺ ἀσκεῖται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

Ἄρθρο 2.

Σκοπός— Ἀντικείμενο.

1. Ὁ Ε.Ο.Φ. ἔχει σὰν πρώτιστο σκοπὸ τὴν προστασία καὶ βελτίωση τῆς Δημόσιας Ὑγείας, καθὼς καὶ τὴν ἐξασφάλιση τοῦ δημόσιου συμφέροντος γενικότερα στὸν τομέα τῆς παραγωγῆς, εἰσαγωγῆς καὶ διακίνησης γενικὰ τῶν προϊόντων τῆς ἁρμοδιότητάς του καὶ τὴν ἀνάπτυξη τῶν σχετικῶν ἐμποροβιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων, καθὼς καὶ τῆς τεχνολογίας καὶ ἔρευνας.

2. Ἀντικείμενο τῶν ἁρμοδιοτήτων τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀποτελοῦν τὰ ἑξῆς προϊόντα:

α) Φαρμακευτικὲς οὐσίες, πρῶτες ὕλες καὶ ὑλικὰ συσκευασίας τῶν προϊόντων ἁρμοδιότητάς του.

β) Φαρμακευτικὰ ἰδιοσκευάσματα καὶ σκευάσματα, ὁροί-ἐμβόλια γιὰ ἀνθρώπινη καὶ κτηνιατρικὴ χρήση καὶ γενικὰ φαρμακευτικὰ προϊόντα. Σ' αὐτὰ περιλαμβάνονται καὶ τὰ διαγνωστικὰ ἀντιδραστήρια «IN VIVO» καὶ τὰ ἐξω-παρασιτοκτόνα τῶν ἀνθρώπων καὶ ζώων.

γ) Δρόγες καὶ μείγματα δρογῶν μὲ θεραπευτικὲς ἢ προφυλακτικὲς ἐνδείξεις.

δ) Προϊόντα αἵματος.

ε) Ραδιενεργὰ ἰδ/τα ἢ σκευάσματα γιὰ θεραπευτικὴ ἢ διαγνωστικὴ χρήση.

στ) Βρεφικὰ γάλατα.

ζ) Διαιτητικὰ προϊόντα μὲ θεραπευτικὲς ἢ προφυλακτικὲς ἐνδείξεις.

η) Ὀδοντιατρικὰ ὑλικά.

θ) Ἰαματικὰ νερά.

ι) Ζωοτροφὲς μὲ φαρμακευτικὰ προσθετικὰ καὶ ἰχνοστοιχεῖα καθὼς καὶ προμείγματα καὶ προσθετικὰ ζωοτροφῶν.

ια) Προϊόντα κατὰ τοῦ καπνίσματος καὶ λοιπὰ ἀπωθητικά.

ιβ) Ἀποστειρωμένα καὶ μὴ ὑλικὰ μιᾶς ἢ πολλαπλῆς χρήσης (σύριγγες, βελόνες, συσκευὲς ἔγχυσης, μετάγγισης, καθετῆρες κλπ.) καὶ φίλτρα αἱματοκάθαρσης καθὼς καὶ ἰατρικὰ καὶ ὀδοντιατρικὰ ἐργαλεῖα.

ιγ) Ὑγρὰ διαλύματα περιτοναϊκῆς διύλισης ἢ αἱμοδιύλισης.

ιδ) Ἐπιδεσμικὰ ὑλικά, ταμπόν, βαμβάκι κλπ. γιὰ φαρμακευτικὴ χρήση.

ιε) Ὑγρὰ φακῶν ἐπαφῆς, καθαριστικὰ τεχνητῶν ὀδοντοστοιχιῶν καὶ τὰ συναφῆ προϊόντα.

ιστ) Χειρουργικὰ ράμματα.

ιζ) Βιολογικὰ ἀντιδραστήρια (IN VITRO) καθὼς καὶ ἀντιδραστήρια μαζικῆς καὶ τυποποιημένης παραγωγῆς γιὰ διαγνωστικὴ καὶ γενικὰ ἰατρικὴ χρήση.

ιη) Ἀπολυμαντικὰ καὶ ἀντισηπτικὰ χώρου.

ιθ) Ἀποσμητικὰ χώρου.

κ) Καλλυντικὰ προϊόντα καὶ οὐσίες ποὺ χρησιμοποιοῦνται γιὰ τὸν καλλωπισμὸ καὶ τὴν περιποίηση τοῦ σώματος.

3. Μὲ Π.Δ. ποὺ ἐκδίδονται, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ἐπεκτείνονται οἱ ἁρμοδιότητες τοῦ Ε.Ο.Φ. τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ σὲ ἄλλα συναφῆ ἀντικείμενα.

4. Τὰ παραπάνω εἴδη ὑπάγονται στὴν ἁρμοδιότητα τοῦ Ε.Ο.Φ. εἴτε παράγονται εἴτε εἰσάγονται στὴν Ἑλλάδα σὰν πρῶτες ὕλες, ἡμιέτοιμα ἢ ἕτοιμα προϊόντα, εἴτε διακινοῦνται μὲ ὁποιοδήποτε τρόπο μέσα στὰ ὅρια τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπικράτειας, ἀνεξάρτητα ἂν προορίζονται γιὰ ἐσωτερικὴ κατανάλωση ἢ ἐξαγωγή.

Ἄρθρο 3.

Ἁρμοδιότητες.

Γιὰ τὴν ὑλοποίηση τῶν σκοπῶν του, ὁ Ε.Ο.Φ.:

1. Ἀποφασίζει: α) Τὴν ἔγκριση, ἀπόρριψη, ἀνανέωση, τροποποίηση, ἀναστολὴ ἢ καὶ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας τῶν εἰδῶν τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

β) Τὴ διενέργεια τῶν ἀπαιτούμενων κλινικῶν καὶ ἐργαστηριακῶν ἢ ἄλλων μελετῶν καὶ ἐφαρμογῶν στὰ παραπάνω προϊόντα.

γ) Τὴ λήψη ἄμεσων διοικητικῶν ἢ συντηρητικῶν μέτρων, ὅταν κινδυνεύει ἡ Δημόσια Ὑγεία.

δ) Τὴ χορήγηση, ἀναστολὴ ἢ ἀνάκληση ἄδειας δυνατότητας παρασκευῆς προϊόντων ἢ μορφῶν τῆς ἁρμοδιότητάς του καθὼς καὶ τὴν προσωρινὴ ἢ ὁριστικὴ διακοπὴ τῆς παραγωγῆς τους.

2. Γνωμοδοτεί σε σχέση με τα προϊόντα του άρθρου 2 του παρόντος:

α) Για τη χορήγηση ή ανάκληση άδειας ίδρυσης, εγκατάστασης, λειτουργίας, επέκτασης, μεταφοράς, μεταστέγασης, συστέγασης μονάδων που ασχολούνται με την παραγωγή ή εμπορία τους.

β) Για τον καθορισμό των τιμών των προϊόντων της αρμοδιότητάς του, καθώς και για το σύστημα κοστολόγησης και ανακοστολόγησής τους.

γ) Για κάθε θέμα που σχετίζεται με την έρευνα, παραγωγή, εισαγωγή, εξαγωγή και διακίνησή τους.

δ) Για την επιβολή των προβλεπόμενων διοικητικών κυρώσεων από το νόμο αυτόν και την υπόλοιπη Φαρμακευτική Νομοθεσία.

3.α) Ασκεί προληπτικό έλεγχο των πιστοποιητικών προέλευσης, σύνθεσης, τιμολογίων, τιμοκαταλόγων της χώρας προέλευσης, καθώς και κάθε άλλου πιστοποιητικού που συνοδεύει την εισαγωγή των προϊόντων του άρθρου 2 του παρόντος ή που καθορίζεται με απόφαση του Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας.

β) Κατά την κρίση του ελέγχει ή αναθέτει σε άλλες δημόσιες υπηρεσίες ή νομικά πρόσωπα τον έλεγχο των μεθόδων βιομηχανικής παρασκευής φαρμακευτικών ουσιών, που προστατεύονται από διπλώματα ευρεσιτεχνίας (PATENTS). Τις αξιολογεί επιστημονικά αν είναι νέες και πρωτότυπες, κατά την έννοια του Ν. 2527/1920 «περί διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας» και εισηγείται στον Υπουργό Έρευνας και Τεχνολογίας για την ανάκληση ή ακύρωσή τους. Ύστερα από σχετική αίτηση ενδιαφερόμενης εγχώριας βιομηχανίας ή κρατικού ή ημικρατικού οργανισμού, εισηγείται και γνωμοδοτεί στις αρμόδιες διοικητικές και δικαστικές αρχές για την αναγκαιότητα ή σκοπιμότητα χορήγησης υποχρεωτικής άδειας εκμετάλλευσης διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας που αφορούν μεθόδους παρασκευής φαρμακευτικών προϊόντων, σύμφωνα με την ισχύουσα «περί Διπλ. Ευρεσιτεχνίας» νομοθεσία.

γ) Διενεργεί επιθεωρήσεις και δειγματοληψίες με όργανά του κατά τα στάδια της εισαγωγής, παραγωγής, αποθήκευσης, διακίνησης και διάθεσης υλών, ημιέτοιμων και έτοιμων προϊόντων των ειδών της αρμοδιότητάς του σε κάθε χώρο που μπορεί να παράγονται, αποθηκεύονται ή διακινούνται αυτά, καθώς και σε κάθε έντυπο που συνοδεύει τις παραπάνω διαδικασίες.

4. Ιδρύει αυτοδύναμα ή σε συνεργασία με άλλες δημόσιες υπηρεσίες καθώς και με νομικά και φυσικά πρόσωπα δημοσίου και ιδιωτικού δικαίου, ημεδαπά ή ξένα, εμποροβιομηχανικές μονάδες με σκοπό την έρευνα, την ανάπτυξη και εισαγωγή τεχνολογίας, την παρασκευή, εισαγωγή, εξαγωγή και γενικά τη διακίνηση των προϊόντων του άρθρου 2 του παρόντος.

5. Εισηγείται στις αρμόδιες κρατικές αρχές τα αναγκαία νομοθετικά, διοικητικά και άλλα μέτρα που πρέπει να λαμβάνονται για την προάσπιση της δημόσιας υγείας και του δημόσιου συμφέροντος στον τομέα της παραγωγής, εισαγωγής και διακίνησης των παραπάνω προϊόντων και ενδεικτικά για:

α) Τις συνθήκες παραγωγής, αποθήκευσης και διακίνησής τους.

β) Την προστασία, ασφάλεια και τις συνθήκες εργασίας των εργαζομένων στην έρευνα, παραγωγή και διακίνησή τους.

γ) Την προστασία του περιβάλλοντος.

δ) Την προμήθειά τους από το Δημόσιο και τα Ν.Π.Δ.Δ., την τήρηση των προδιαγραφών, γνωμοδοτώντας παράλληλα και για τα αποτελέσματα.

6. Εισηγείται για τη σύνθεση του «Γενικού Συμβουλίου Ε.Ο.Φ.» και όλων των Επιτροπών που προβλέπονται από τον παρόντα νόμο.

7. Καταρτίζει τα σχέδια της Ελληνικής Φαρμακοποιίας και του Εθνικού Συνταγολόγιου και των αναγκαίων συμπληρωμάτων τους.

8. Λαμβάνει κάθε νόμιμο μέτρο για τον ομαλό εφοδιασμό της αγοράς με φαρμακευτικά και παραφαρμακευτικά προϊόντα και για την αποφυγή ελλείψεων.

9. α) Προγραμματίζει και διεξάγει αυτοδύναμα ή σε συνεργασία με φυσικά και νομικά πρόσωπα δημοσίου και ιδιωτικού δικαίου, ημεδαπά ή ξένα, έρευνες για την ανάπτυξη νέων ή τη βελτίωση των προϊόντων του άρθρου 2, αξιοποιώντας ιδιαίτερα τις πλουτοπαραγωγικές πηγές της χώρας.

β) Καταρτώνει και οργανώνει, μόνος του ή σε συνεργασία με Ανώτατα Εκπαιδευτικά Ιδρύματα και επιστημονικούς φορείς, εκπαιδευτικά προγράμματα για το προσωπικό του και το προσωπικό των μονάδων που έχουν αντικείμενο την παραγωγή και διακίνηση των προϊόντων της αρμοδιότητάς του.

10. Καθορίζει τις τεχνικές προδιαγραφές για την έγκριση, εισαγωγή, παραγωγή, αποθήκευση και διακίνηση των προϊόντων της αρμοδιότητάς του και ελέγχει την εφαρμογή τους.

11. Ενημερώνει την κοινή γνώμη και όλους τους ασχολούμενους με τη δημόσια υγεία για θέματα σχετικά με το αντικείμενό του, για τη σωστή χρήση των προϊόντων της αρμοδιότητάς του και την προάσπιση και προαγωγή της δημόσιας υγείας.

12. Ασκεί την εποπτεία και τον έλεγχο στην Εθνική Φαρμακοβιομηχανία, στην Κρατική Φαρμακαποθήκη και σε κάθε άλλη επιχείρηση που ιδρύει σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος.

Άρθρο 4.

Απαλλαγές και προνόμια.

1. Ο Ε.Ο.Φ., απαλλάσσεται από κάθε δημοτικό και κοινοτικό φόρο ή τέλος και κάθε εισφορά, κράτηση ή δικαίωμα υπέρ τρίτου, με εξαίρεση τα τέλη χαρτοσήμου.

2. Ο Ε.Ο.Φ. έχει όλες τις δικαστικές ατέλειες και τα προνόμια δικονομικού δικαίου του Δημοσίου.

3. Για την είσπραξη των εσόδων του εφαρμόζονται οι ουσιαστικές και δικονομικές διατάξεις του Κώδικα «Περί Εισπράξεως Δημοσίων Εσόδων» που ισχύουν.

Άρθρο 5.

Διοικητικό Συμβούλιο—Σύνθεση και λειτουργία.

A. Σύνθεση:

1. Ο Ε.Ο.Φ. διοικείται από 11μελές Δ.Σ. που αποτελείται από:

α) Τον πρόεδρο.

β) Έναν εκπρόσωπο των εργαζομένων που ορίζεται από την ΓΣΕΕ μεταξύ των εργαζομένων σε επιχειρήσεις αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ.

γ) Έναν εκπρόσωπο της Τοπικής Αυτοδιοίκησης που ορίζεται από την ΚΕΔΚΕ.

δ) Έναν εκπρόσωπο των επιστημονικών φορέων που εκλέγεται μεταξύ των προτεινόμενων από τους α) Πανελλήνιο Ιατρικό Σύλλογο, β) Πανελλήνιο Φαρμακευτικό Σύλλογο και Πανελλήνια Ένωση Φαρμακοποιών σε κοινή τους συνεδρίαση, γ) Ένωση Ελλήνων Χημικών, δ) Πανελλήνια Ένωση Βιολόγων, ε) Τεχνικό Επιμελητήριο Ελλάδας, στ) Πανελλήνιο Κτηνιατρικό Σύλλογο, ζ) Ελληνική Οδοντιατρική Ομοσπονδία.

Η εκλογή γίνεται κατά την εξής διαδικασία:

Ο Υπουργός καλεί τους φορείς να προτείνουν από έναν υποψήφιο εντός 10 ημερών το αργότερο. Με πρόσκληση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας γίνεται κοινή σύσκεψη όλων όσων προτάθηκαν εμπρόθεσμα και εκλέγεται μεταξύ τους με μυστική ψηφοφορία ο εκπρόσωπος.

ε) Έναν εκπρόσωπο των εργαζομένων στον Ε.Ο.Φ. που εκλέγεται από Γενική Συνέλευση του ενιαίου συνδικαλιστικού τους φορέα με μυστική ψηφοφορία στην οποία παίρνουν μέρος τουλάχιστον τα 3/5 του συνόλου των εργαζομένων στον Ε.Ο.Φ.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχει ἑνιαῖος συνδικαλιστικὸς φορέας, ὁ Ὑπουργὸς ἀναθέτει τὴ σύγκληση Γ.Σ. στὸν Πρόεδρο τοῦ μαζικότερου σωματείου καί, ἂν δὲν ὑπάρχουν σωματεῖα, σὲ πρόσωπο τῆς ἐκλογῆς του.

Σὲ κάθε περίπτωση ποὺ δὲν ὑπάρξουν δυνατότητες πρότασης ἢ προτεινόμενοι γιὰ τὶς κατηγορίες δ. γ. δ καὶ ε μέσα στὶς προθεσμίες ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ παρὸν ἄρθρο ἢ ποὺ ὁρίζει ὁ Ὑπουργὸς Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὁ Ὑπουργὸς ὁρίζει πρόσωπα δικῆς του ἐπιλογῆς ὡς ἐκπροσώπους.

στ) Ἕναν πτυχιοῦχο Νομικῆς, ἕναν πτυχιοῦχο Οἰκονομικῶν Ἐπιστημῶν Α.Ε.Ι. καὶ τέσσερις (4) πτυχιούχους Φυσικομαθηματικῆς ἢ Πολυτεχνικῆς ἢ Ἰατρικῆς ἢ Κτηνιατρικῆς Σχολῆς μὲ εἰδικὲς γνώσεις καὶ πείρα στὰ θέματα ποὺ ἔχουν ἄμεση σχέση μὲ τὸ ἀντικείμενο ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ὁρίζονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

2. Πρόεδρος ὁρίζεται μὲ πράξη τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας πτυχιοῦχος Ἀνώτατης Σχολῆς μὲ ἰδιαίτερη ἐπιστημονικὴ καὶ διοικητικὴ ἱκανότητα καὶ πείρα στὸ ἀντικείμενο τοῦ Ε.Ο.Φ. Μὲ ἴδια πράξη ὁρίζονται οἱ Α΄ καὶ Β΄ Ἀντιπρόεδροι μεταξὺ τῶν ὑπόλοιπων μελῶν τοῦ Δ.Σ. καθὼς καὶ ἡ ἀποζημίωση τοῦ Προέδρου καὶ τῶν Ἀντιπροέδρων. Στὴν τελικὴ σύνθεση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πρέπει ὁπωσδήποτε νὰ περιλαμβάνεται ἕνας τουλάχιστο γιατρός, δύο φαρμακοποιοὶ καὶ ἕνας χημικός.

3. Τὸ Δ.Σ. συγκαλεῖται σὲ σῶμα μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Ἡ ἀποζημίωση τῶν ὑπόλοιπων μελῶν τοῦ Δ.Σ. καθορίζεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Ἡ θητεία τοῦ Δ.Σ. εἶναι τριετής.

Ὁ Πρόεδρος καὶ οἱ Ἀντιπρόεδροι τοῦ ΕΟΦ παύονται ἢ ἀντικαθίστανται ὁποτεδήποτε μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ τὰ ὑπόλοιπα μέλη τοῦ Δ.Σ. μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Ἡ θητεία τῶν μελῶν ποὺ διορίζονται σὲ ἀντικατάσταση ἄλλων ποὺ ἔπαψαν γιὰ ὁποιοδήποτε λόγο νὰ εἶναι μέλη, λήγει στὸ χρόνο ποὺ θὰ ἔληγε ἡ θητεία αὐτῶν ποὺ ἀντικατέστησαν. Μέλη ποὺ ἔληξε ἡ θητεία τους ἐξακολουθοῦν νὰ ἀσκοῦν τὰ καθήκοντά τους μέχρι τὴ νόμιμη ἀναπλήρωσή τους.

Β΄. Λειτουργία:

1. Τὸ Δ.Σ. συγκαλεῖται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τουλάχιστο μιὰ φορὰ τὸ μήνα καὶ βρίσκεται σὲ ἀπαρτία ἐφόσον παρίστανται ἕξι (6) τουλάχιστο μέλη του. Μεταξὺ αὐτῶν ἀπαραίτητα πρέπει νὰ εἶναι ὁ Πρόεδρος ἢ ἕνας τῶν Ἀντιπροέδρων.

2. Στὶς συνεδριάσεις τοῦ Δ.Σ. προεδρεύει ὁ Πρόεδρος. Σὲ περίπτωση ἀπουσίας του γιὰ ὁποιοδήποτε λόγο τὸν ἀναπληρώνει κατὰ σειρὰ ὁ Α΄ ἢ Β΄ Ἀντιπρόεδρος.

3. Οἱ ἀποφάσεις παίρνονται μὲ πλειοψηφία τῶν παρόντων μελῶν.

Σὲ περίπτωση ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ἄποψη μὲ τὴν ὁποία τάχθηκε αὐτὸς ποὺ προεδρεύει.

4. Χρέη Γραμματέα τοῦ Δ.Σ. ἐκτελεῖ ὑπάλληλος τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ὁρίζεται μαζὶ μὲ τὸν ἀναπληρωτή του μὲ ἀπόφαση τοῦ Προέδρου τοῦ Δ.Σ. Ἡ ἀποζημίωσή του καθορίζεται σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Ν. 754/1978.

5. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ., μπορεῖ τὸ Δ.Σ. νὰ λειτουργεῖ σὲ ὁλομέλεια καὶ σὲ τρία (3) τμήματα, ποὺ προεδρεύονται ἡ ὁλομέλεια καὶ τὸ πρῶτο τμῆμα ἀπὸ τὸν Πρόεδρο καὶ τὰ ὑπόλοιπα δύο ἀπὸ τοὺς Α΄ καὶ Β΄ ἀντίστοιχα ἀντιπροέδρους. Ἐπίσης μὲ τὴν ἴδια διαδικασία μπορεῖ νὰ ἀνατεθοῦν κάθε φορὰ συγκεκριμένα καθήκοντα ἢ ἔργα καὶ γιὰ καθορισμένο χρονικὸ διάστημα σὲ μέλος ἢ μέλη τοῦ Δ.Σ. Μὲ τὴν ἴδια ἀπόφαση καθορίζεται καὶ ἡ ἁρμοδιότητα τῶν τμημάτων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὁ τρόπος λειτουργίας τους καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια. Ἡ ἀποζημίωση τοῦ μέλους ἢ τῶν μελῶν αὐτῶν καθορίζεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. Κάθε ἀπόφαση τμήματος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. μπορεῖ νὰ ἀνατραπεῖ μὲ ἀπόφαση τῆς ὁλομέλειας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ.

6. Ἡ τακτικὴ ἐκπλήρωση τῶν καθηκόντων ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο ἀποτελεῖ ὑπηρεσιακὸ καθῆκον τοῦ Προέδρου, τῶν Ἀντιπροέδρων καὶ τῶν λοιπῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Σὲ περίπτωση παράβασής του ἔχουν ὅλες τὶς ἀστικὲς καὶ ποινικὲς κυρώσεις τῶν δημοσίων ὑπαλλήλων. Ἀδικαιολόγητη ἀποχὴ ἀπὸ τὰ καθήκοντά τους καὶ ἰδιαίτερα ἀπὸ τὶς συνεδριάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, πέρα ἀπὸ τρεῖς μῆνες, ἀποτελεῖ λόγο ἀντικατάστασής τους.

Ἄρθρο 6.

Ἁρμοδιότητες Διοικητικοῦ Συμβουλίου — Προέδρου — Ἀντιπροέδρων.

I. Τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο ἀποφασίζει γιὰ ὅλα τὰ ζητήματα διοίκησης καὶ διαχείρισης τοῦ Ὀργανισμοῦ, ἐφόσον δὲν ὑπάγονται στὴν ἁρμοδιότητα ἄλλων ὀργάνων. Ἀσκεῖ ὅλα τὰ δικαιώματα, εἰσηγεῖται ἢ ἐπιβάλλει ὅλες τὶς κυρώσεις ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο. Εἰδικότερα:

1. Μελετᾶ, γνωμοδοτεῖ καὶ εἰσηγεῖται τὰ ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα γιὰ τὴ βελτίωση τῆς ὀργάνωσης καὶ λειτουργίας τοῦ Ὀργανισμοῦ.

2. Καταρτίζει καὶ ὑποβάλλει γιὰ ἔγκριση στὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο, ὅλους τοὺς κανονισμοὺς καὶ εἰδικότερα:

α) Κανονισμὸ γιὰ τὴ λειτουργία τοῦ Ε.Ο.Φ., τὴ σύνθεση καὶ ὀργάνωση τῶν ὑπηρεσιῶν του καὶ τὴν ὑπηρεσιακὴ κατάσταση τοῦ προσωπικοῦ του.

β) Ὅλους τοὺς κανονισμοὺς καὶ ὀργανισμοὺς τῶν ἱδρυόμενων ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ. ἐπιχειρήσεων.

γ) Κανονισμὸ εἴσπραξης καὶ διαχείρισης τῶν πόρων καθὼς καὶ τοποθέτηση τῶν κεφαλαίων.

δ) Κανονισμὸ προμήθειας ὑλικοῦ καὶ κάθε ἄλλο κανονισμὸ ποὺ θὰ κριθεῖ σκόπιμος.

3. Καταρτίζει τὸν προϋπολογισμό, ἰσολογισμὸ καὶ ἀπολογισμό.

4. Λαμβάνει γνώση τῶν ἐκθέσεων οἰκονομικοῦ ἐλέγχου τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων ποὺ ἐλέγχονται ἀπὸ αὐτόν.

5. Συγκροτεῖ τακτικὲς καὶ ἔκτακτες ἐπιτροπὲς ἀπὸ μέλη του ἢ ὑπαλλήλους τοῦ Ὀργανισμοῦ ἢ εἰδικὰ πρόσωπα γιὰ προπαρασκευή, εἰσήγηση, γνωμάτευση ἢ ἀπόφαση καὶ διαχείριση ζητημάτων ποὺ ἀνάγονται στὴν ἁρμοδιότητά του καὶ καθορίζει τὶς ἁρμοδιότητές τους. Ἡ ἀποζημίωση τῶν μελῶν τῶν ἐπιτροπῶν αὐτῶν καθορίζεται, τῶν μὲν δημοσίων ὑπαλλήλων καὶ ὑπαλλήλων Ν.Π.Δ.Δ. σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Ν. 754/1978, τῶν δὲ ἰδιωτικῶν μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

6. Ἐλέγχει τὶς πράξεις τῶν λοιπῶν ὀργάνων τοῦ Ε.Ο.Φ.

7. Ὑποβάλλει στὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ τὸ τέλος κάθε χρόνου καὶ μέσα στὸ πρῶτο τρίμηνο τοῦ ἑπόμενου λεπτομερὴ ἔκθεση πεπραγμένων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

8. Ἀναθέτει ἁρμοδιότητές του στὸν Πρόεδρο, τοὺς Ἀντιπροέδρους καὶ τὰ λοιπὰ μέλη του, καθὼς καὶ συγκεκριμένο ἔργο σὲ ἐπιτροπὲς ὑπαλλήλων τοῦ Ὀργανισμοῦ ἢ τρίτα πρόσωπα, καθορίζοντας ταυτόχρονα τὴν ἔκταση καὶ διάρκειά τους. Ἡ ἀποζημίωσή τους καθορίζεται μὲ τὴ διαδικασία τῆς παραγρ. 5 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ.

9. Ἀποφασίζει γιὰ τὴν πρόσληψη τῶν εἰδικῶν ἐπιστημόνων τοῦ ἄρθρου 39 αὐτοῦ τοῦ νόμου.

II. Ὁ Πρόεδρος ἀσκεῖ ὅλα τὰ δικαιώματα ποὺ προκύπτουν ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο καὶ εἰδικότερα:

1. Προεδρεύει τῆς Ὁλομέλειας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ Α' τμήματος αὐτοῦ.

2. Εἶναι προϊστάμενος ὅλων τῶν ὑπηρεσιῶν, τὶς ὁποῖες ἐποπτεύει καὶ ἐλέγχει. Παίρνει κάθε φορὰ τὰ κατάλληλα κατὰ τὴν κρίση του μέτρα γιὰ τὴν εὐρυθμότερη καὶ ἀποδοτικότερη λειτουργία τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν λοιπῶν ὀργάνων καὶ ἐπιτροπῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ.

3. Ἀποφασίζει τὴν πρόσληψη, τὴν προαγωγή, τὴν ἀπόσπαση, τὴ μονιμοποίηση ἢ ἀπόλυση τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ε.Ο.Φ., ἐφαρμόζοντας κάθε φορὰ τὴ νομοθεσία ποὺ ἰσχύει.

4. Ἐκπροσωπεῖ τὸν ὀργανισμὸ σὲ ὅλες του τὶς σχέσεις καὶ συναλλαγὲς μὲ κάθε τρίτο καὶ σὲ ὅλα τὰ δικαστήρια κάθε βαθμοῦ καὶ δικαιοδοσίας. Στὶς περιπτώσεις ποὺ ἀπαιτεῖται ἀπὸ τὸ νόμο ἡ προσωπικὴ ἐμφάνιση τοῦ Προέδρου σὰν ἐκπρόσωπου τοῦ Ε.Ο.Φ. στὰ Δικαστήρια, αὐτὴ γίνεται ἀπὸ τὸ νομικὸ σύμβουλο ἢ ἄλλο δικηγόρο μὲ εἰδικὴ ἐξουσιοδότηση. Ὅταν ἐπιβάλλεται στὸν Ε.Ο.Φ. ὅρκος, τότε αὐτὸς δίνεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο ἢ ἄλλο μέλος τοῦ Δ.Σ. ἢ ὑπάλληλο τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ὁρίζεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ., ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Προέδρου.

5. Ἀποφασίζει τὴν ἔγκριση δαπανῶν μέχρι τοῦ ποσοῦ πεντακοσίων χιλιάδων (500.000) δρχ. καὶ τὴν κατάρτιση ἢ λύση κάθε σύμβασης, ποὺ καλύπτει αὐτὸ τὸ ποσό.

6. Μελετᾶ κάθε ζήτημα ποὺ ἀναφέρεται στὴ διοίκηση καὶ γενικὰ στὴ λειτουργία τοῦ ὀργανισμοῦ καὶ εἰσηγεῖται στὸ Δ.Σ. τὰ κατάλληλα μέτρα.

7. Φροντίζει γιὰ ὅλα τὰ θέματα ποὺ ἀφοροῦν τὴν ἐκτέλεση συμβάσεων προμηθειῶν, ἀγορῶν ἢ μισθώσεων καὶ ἰδιαίτερα γιὰ τὸ ἂν τηρήθηκαν οἱ ὅροι καὶ οἱ προδιαγραφὲς ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τοὺς κανονισμούς.

8. Ὑπογράφει κάθε ἔγγραφο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ κάθε σύμβαση αὐτοῦ πρὸς τρίτους.

9. Σὲ ἐπείγουσες περιπτώσεις παίρνει τὰ ἀπαιτούμενα κατὰ τὴν κρίση του ἔκτακτα διοικητικὰ ἢ συντηρητικὰ μέτρα ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. γιὰ τὴν προστασία τῆς Δημόσιας Ὑγείας ἀπὸ προϊόντα τῆς ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. τῶν ὁποίων ἡ παραγωγή, εἰσαγωγή, διακίνηση καὶ γενικὰ ἡ κυκλοφορία δὲν ἀνταποκρίνονται στὶς νόμιμες προδιαγραφές. Τὰ μέτρα αὐτὰ ἐπικυρώνονται ἢ τροποποιοῦνται ἢ αἴρονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. ποὺ συγκαλεῖται τὸ ἀργότερο σὲ 15 μέρες.

10. Συντάσσει καὶ ὑποβάλλει στὸ Δ.Σ. τὸν προϋπολογισμό, τὸν ἀπολογισμὸ καὶ τὴν ἔκθεση πεπραγμένων τοῦ Δ.Σ.

11. Εἰσηγεῖται καὶ προτείνει στὸ Δ.Σ. κάθε ζήτημα τῆς ἁρμοδιότητάς του.

12. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. μπορεῖ νὰ ἀνατεθοῦν στὸν Πρόεδρο τοῦ Δ.Σ. πρόσθετα καθήκοντα, στὰ πλαίσια τῶν ἁρμοδιοτήτων τοῦ Ε.Ο.Φ.

ΙΙΙ. Οἱ Ἀντιπρόεδροι:

1. Προεδρεύουν ἀντίστοιχα τῶν τμημάτων Β' καὶ Γ' καὶ ἀναπληρώνουν κατὰ τὴν ἴδια σειρὰ τὸν Πρόεδρο στὰ καθήκοντά του ὅταν ἀπουσιάζει ἢ κωλύεται.

2. Ἀσκοῦν τὶς ἁρμοδιότητες ποὺ τοὺς ἐκχωροῦνται ἢ τοὺς ἀνατίθενται μὲ ἀπόφαση τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ Δ.Σ.

Ἄρθρο 7.
Γενικὸ Συμβούλιο.

1. Τὸ Γενικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀποτελεῖ συμβουλευτικὸ ὄργανο καὶ συγκροτεῖται ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἀπὸ ἐκπρόσωπους τῶν μαζικότερων καὶ ἀντιπροσωπευτικότερων ἐπιστημονικῶν, ἐπαγγελματικῶν καὶ ἐργασιακῶν φορέων, ποὺ ἀσχολοῦνται μὲ τὰ ἀντικείμενα ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ.

2. Ἡ πλήρης σύνθεση καὶ λειτουργία του καθορίζεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ εἰσήγηση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ συγκαλεῖται μιὰ τουλάχιστο φορὰ τὸ χρόνο ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τοῦ Ε.Ο.Φ. ὁ ὁποῖος καὶ προεδρεύει στὶς συνεδριάσεις του.

3. Τὸ Γενικὸ Συμβούλιο ἐξετάζει τὴν πορεία καὶ τὸ ἔργο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ προτείνει κάθε μέτρο ποὺ κρίνει σκόπιμο γιὰ τὴν πραγματοποίηση τοῦ σκοποῦ καὶ τῶν στόχων αὐτοῦ.

Ἄρθρο 8.
Ἐπιτροπές.

1. Στὰ πλαίσια τοῦ Ε.Ο.Φ. λειτουργοῦν οἱ ἐπιτροπές: α) Ἐγκρίσεων, β) Ἐθνικοῦ Συνταγολόγιου, γ) Ἑλληνικῆς Φαρμακοποιίας, δ) Ἀνεπιθύμητων Ἐνεργειῶν, ε) Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο καὶ ὅσες ἄλλες θὰ συγκροτηθοῦν μὲ τὴ διαδικασία τῶν ἑπόμενων παραγράφων.

2. Οἱ ἐπιτροπὲς αὐτὲς εἶναι μόνιμες καὶ συγκροτοῦνται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ἀπὸ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ ὑπάλληλους τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἐκπρόσωπους τῶν ἀντιπροσωπευτικότερων κατὰ περίπτωση μαζικῶν ὀργανώσεων ποὺ ἀσχολοῦνται μὲ τὰ ἀντικείμενα τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος, καθὼς καὶ ἀπὸ ἐπιστήμονες μὲ εἰδικὲς γνώσεις καὶ πείρα στὸν ἀντίστοιχο τομέα.

3. Ἡ σύνθεση τῶν ἐπιτροπῶν, ὁ τρόπος διορισμοῦ τῶν μελῶν τους, ἡ θητεία τους, οἱ τρόποι λειτουργίας τους καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια καθορίζονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. Ἡ ἀποζημίωση τῶν μελῶν τους ὁρίζεται μὲ τὴ διαδικασία ποὺ προβλέπεται στὴν παράγραφο Ι. 5 τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

4. Ὅλα τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν τοῦ Ε.Ο.Φ. παύονται μὲ τὴ διαδικασία τοῦ διορισμοῦ τους.

5. Ἐπιτροπὲς τοῦ Ε.Ο.Φ. εἶναι:

Α'. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐγκρίσεων:

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὐτὴ γνωμοδοτεῖ αἰτιολογημένα γιὰ τὴν ἔγκριση, ἀπόρριψη, τροποποίηση, ἀνανέωση, ἀναστολὴ ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ὅλων τῶν εἰδῶν τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος γιὰ τὰ ὁποῖα ἀπαιτεῖται σύμφωνα μὲ τὸ νόμο ἄδεια κυκλοφορίας ποὺ χορηγεῖται ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ.

Ἡ Ἐπιτροπὴ μπορεῖ νὰ χωριστεῖ σὲ περισσότερα τμήματα μὲ σύνθεση ἀνάλογη πρὸς τὸ ἀντίστοιχο ἀντικείμενό της. Κάθε τμῆμα ἀποτελεῖται ἀπὸ πέντε (5) μέλη.

Τὸ τμῆμα ἔγκρισης φαρμακευτικῶν προϊόντων ἀποτελεῖται ἀπὸ ἐπιστήμονες μὲ εἰδικότητες: στὴ Φαρμακολογία, Φαρμακευτικὴ Χημεία ἢ Φαρμακευτικὴ Τεχνολογία ἢ Φαρμακογνωσία, Τοξικολογία, κατὰ περίπτωση ἰατρικὴ ἢ ἄλλη εἰδικότητα (παθολόγος, ἰολόγος, ἐνδοκρινολόγος, χημ. τροφίμων εἰδικὸς σὲ ραδιοφάρμακα κλπ.).

Τὸ τμῆμα ἔγκρισης τῶν ὑπόλοιπων εἰδῶν ἁρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. ἀποτελεῖται ἀπὸ ἐπιστήμονες μὲ εἰδικότητα στὴν τοξικολογία, μικροβιολογία ἢ βιολογία, χημεία ὀργανικὴ ἢ τροφίμων ἢ βιοχημεία καὶ κατὰ περίπτωση εἰδικότητα. Σὲ κάθε τμῆμα συμμετέχει ὑπάλληλος τοῦ ἀντίστοιχου σχετικοῦ τμήματος τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, μπορεῖ, ἀνάλογα μὲ τὰ προϊόντα ποὺ ἐντάσσονται σὲ ἔλεγχο, νὰ δημιουργοῦνται νέα τμήματα. Σὲ ἐγκρίσεις φαρμακευτικῶν ἰδιοσκευασμάτων καὶ σκευασμάτων, ὀρρῶν, ἐμβολίων κλπ. προϊόντων γιὰ κτηνιατρικὴ χρήση καθὼς καὶ προϊόντων τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 2 ἐδάφιο ι στὴν ἐπιτροπὴ ἐγκρίσεων συμμετέχει καὶ κτηνίατρος ποὺ ὁρίζει ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. μετὰ τὴ γνωμοδότηση τῆς ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει γιὰ τὴν ἔγκριση, ἀπόρριψη, τροποποίηση, ἀνανέωση, ἀναστολὴ ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ἂν συμφωνεῖ, διαφορετικὰ παραπέμπει τὸ θέμα στὸ Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. Κατὰ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Προέδρου οἱ ἐνδιαφερόμενοι ἔχουν δικαίωμα ὑποβολῆς ἐνστάσεων στὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. τὸ ὁποῖο ἀποφασίζει μετὰ ἀπὸ γνωμοδότηση τοῦ Ἐπιστημονικοῦ Συμβουλίου. Ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας μπορεῖ ὁποτεδήποτε κατὰ τὴν κρίση του νὰ διατάζει τὴν ἀναστολὴ ἢ ἀνά-

κληση άδειας κυκλοφορίας οποιουδήποτε προϊόντος συναρμοδιότητάς του.

Β'. Επιτροπή Εθνικού Συνταγολόγιου:

Η Επιτροπή αυτή έχει την ευθύνη της σύνταξης και της συνεχούς ενημέρωσης του Εθνικού Συνταγολόγιου και της πρότασης των αναγκαίων μέτρων για τη σωστή εφαρμογή του. Ειδικότερα στα καθήκοντα και στις αρμοδιότητές της είναι να αποφαίνεται:

1. Για τις απαραίτητες φαρ/κές ουσίες ή τους συνδυασμούς ουσιών, που πρέπει να περιληφθούν στο Εθνικό Συνταγολόγιο.

2. Για τις φαρ/κές ουσίες περιορισμένης χρήσης που πιθανό όμως να είναι αποτελεσματικές.

3. Για τις ουσίες που ενδεχόμενα θα ενταχθούν στην κατηγορία 1 αλλά που ακόμα δεν έχουν τύχει ευρείας εφαρμογής.

4. Για τις ουσίες που η χρησιμοποίησή τους είναι αποδειγμένα μη αποτελεσματική ή και επικίνδυνη.

5. Για τη φαρ/κή μορφή κάθε ουσίας ή συνδυασμού ουσιών, την περιεκτικότητα, τη συσκευασία που εξυπηρετεί το θεραπευτικό σκοπό, τη δοσολογία, τις ενδείξεις, τις αντενδείξεις και ανεπιθύμητες ενέργειες, καθώς και την κοινόχρηστη ονομασία με την οποία θα είναι γνωστή η ουσία ή ο συνδυασμός των ουσιών.

Τα αποτελέσματα και οι τελικές εισηγήσεις της Ε.Ε.Σ., μετά από σχετική απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ορίζονται σαν υποχρεωτικά για όλους τους δικαιούχους αδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων.

Μέχρι τη συγκρότηση της Επιτροπής Εθνικού Συνταγολόγιου, η οριζόμενη από την παράγραφο 1 του άρθρου 14 του Ν. 1076/1980 και του άρθρου 19 παρ. 1 του Ν. 1193/1981 προθεσμία παρατείνεται από τη λήξη της και μέχρι να συγκροτηθεί η νέα Επιτροπή.

Γ'. Επιτροπή Ελληνικής Φαρμακοποιίας:

Έχει την ευθύνη και την αρμοδιότητα της έκδοσης και ενημέρωσης της Ελληνικής Φαρμακοποιίας και των συμπληρωμάτων της. Αποτελείται από 9 μέλη που είναι επιστήμονες ειδικοτήτων Φαρμακευτικής Χημείας, Οργανικής Χημείας ή Βιοχημείας, Μικροβιολογίας ή Βιολογίας, Φαρμακολογίας, Φαρμακογνωσίας, Φαρμακευτικής Τεχνολογίας, Παθολογίας, Τοξικολογίας και τέλος με ειδικότητες επιστημόνων που έχουν σχέση με ραδιοφάρμακα ή και με άλλες κατά περίπτωση ειδικότητες.

Δ'. Επιτροπή Ανεπιθύμητων Ενεργειών.

Έχει την ευθύνη και αρμοδιότητα για τη συλλογή, επεξεργασία, αξιολόγηση και καταχώριση όλων των στοιχείων και πληροφοριών που αφορούν ενδείξεις, αντενδείξεις, ανεπιθύμητες ενέργειες, προφυλάξεις και αλληλεπιδράσεις φαρμακευτικών ουσιών ή συνδυασμού αυτών.

Τα στοιχεία αυτά συγκεντρώνει από οποιαδήποτε έγκυρη και αρμόδια πηγή, ελληνική ή ξένη και εισηγείται στο Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. τα γενικά και ειδικά μέτρα που πρέπει να παίρνονται κάθε φορά για την προστασία της Δημόσιας Υγείας.

Αποτελείται από 9 μέλη με ειδικότητα στη Φαρμακολογία, Κλινική Παθολογία, Ενδοκρινολογία, Παιδιατρική, Επιδημιολογία, Τοξικολογία, Ψυχιατρική, Αναισθησιολογία, Αλλεργιολογία ή άλλης κατά περίπτωση ειδικότητας.

Ε'. Επιστημονικό Συμβούλιο.

1. Είναι μόνιμο όργανο του Ε.Ο.Φ. και συγκροτείται με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας κατά τις διατάξεις του νόμου αυτού.

2. Αποτελεί δευτεροβάθμιο γνωμοδοτικό όργανο του Ε.Ο.Φ. για κάθε θέμα της αρμοδιότητάς του, καθώς και για κάθε ζήτημα που παραπέμπεται σ' αυτό από το Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

3. Γνωμοδοτεί στο Δ. Σ. του Ε.Ο.Φ. για τις ενστάσεις που παραπέμπονται σ' αυτό, κατά τη συζήτηση των οποίων οι ενδιαφερόμενοι και οι τεχνικοί τους σύμβουλοι έχουν δικαίωμα να παρίστανται και να αναπτύσσουν προφορικά ή έγγραφα τις απόψεις τους.

Η τελική γνωμοδότηση διαμορφώνεται χωρίς την παρουσία του ενδιαφερόμενου.

Αποτελείται από 7 μέλη που είναι επιστήμονες με ειδικές γνώσεις Φαρμακολογίας, Τοξικολογίας, Φαρμακευτικής Τεχνολογίας ή Φαρμακευτικής Χημείας ή Φαρμακογνωσίας, Μικροβιολογίας ή Βιολογίας, Οργανικής Χημείας ή Χημείας Τροφίμων ή Βιοχημείας, Θεραπευτικής Κλινικής ή άλλης κατά περίπτωση ειδικότητας.

Άρθρο 9.

Κατάργηση ΚΕΕΦ - Μεταφορά θέσεων - Προσωπικό.

1. Το Νομικό Πρόσωπο Δημοσίου Δικαίου με την επωνυμία «Κρατικό Εργαστήριο Ελέγχου Φαρμάκων» (ΚΕΕΦ) καταργείται 20 μέρες μετά από το διορισμό του πρώτου Δ.Σ. του ΕΟΦ.

2. Με την κατάργηση του ΚΕΕΦ:

α) Ο ΕΟΦ υποκαθίσταται αυτοδίκαια και χωρίς καμιά άλλη διατύπωση σε όλα γενικά τα ενοχικά και εμπράγματα δικαιώματα και υποχρεώσεις του ΚΕΕΦ σαν καθολικός διάδοχός του. Οι εκκρεμείς δίκες του ΚΕΕΦ συνεχίζονται στο όνομα του ΕΟΦ που νομιμοποιείται ενεργητικά και παθητικά πρός αυτό.

β) Όλες οι οργανικές θέσεις του προσωπικού του ΚΕΕΦ μονίμου, δοκίμου, με θητεία ή με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου, μεταφέρονται επίσης αυτοδίκαια και χωρίς καμιά άλλη διατύπωση στον ΕΟΦ και αποτελούν οργανικές θέσεις αυτού, που εξακολουθούν να διέπονται προσωρινά και μέχρι την έκδοση του Οργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ από τον αντίστοιχο κανονισμό του ΚΕΕΦ (Β.Δ. 652/1972) που διατηρείται σε ισχύ σαν προσωρινός οργανισμός προσωπικού του ΕΟΦ και στον οποίο προστίθεται άρθρο 33Α ως εξής:

«Άρθρο 33Α.

Οι κενές οργανικές θέσεις του Κλάδου ΑΤ μπορούν να καλυφθούν από Διοικητικούς ή Χημικούς ή Βιοχημικούς ή Φαρμακοποιούς ή Γιατρούς ή Κτηνίατρους ή Γεωπόνους ή Φυσικούς ή Βιολόγους ή Πολιτικούς Μηχανικούς (μέλη του ΤΕΕ) ή Μηχανολόγους - Ηλεκτρολόγους Μηχανικούς (μέλη του ΤΕΕ) ή Κοστολόγους. Τα τυπικά προσόντα διορισμού των ειδικοτήτων που προβλέπονται από το Β.Δ. 652/1972 παραμένουν τα ίδια. Για τους Βιολόγους, Κοστολόγους, Πολιτικούς Μηχανικούς και Μηχανολόγους - Ηλεκτρολόγους Μηχανικούς απαιτείται πτυχίο ανώτατης σχολής ελληνικού ή αναγνωρισμένου ξένου Πανεπιστημίου των αντίστοιχων πανεπιστημιακών κλάδων.

Οι κενές οργανικές θέσεις του Κλάδου ΜΕ μπορούν να καλυφθούν από: Διοικητικούς ή Μεταφραστές ή Βιβλιοθηκάριους ή Αρχειοφύλακες ή Παρασκευαστές ή Μικροσκοπιστές ή Δειγματολήπτες ή Τηλεφωνητές ή Τεχνικούς ή Δακτυλογράφους ή Χειριστές Ηλεκτρονικών Υπολογιστών. Τα τυπικά προσόντα διορισμού και ο εισαγωγικός βαθμός των ειδικοτήτων που προβλέπονται από το Β.Δ. 652/1972 παραμένουν τα ίδια. Για τους Δακτυλογράφους ή Χειριστές Η/Υ καθορίζονται ως τυπικά προσόντα απολυτήριο παλαιού εξατάξιου Γυμνασίου ή Λυκείου και επιπλέον πτυχίο που να αποδεικνύει τη γνώση του αντικειμένου. Για όλους τους κλάδους και ειδικότητες που δεν προβλέπονται στο Β.Δ. 652/1972 εισαγωγικός βαθμός είναι ο βαθμός των αντίστοιχων κλάδων ή ειδικοτήτων του Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας και για τους κοστολόγους ο βαθμός της ίδιας ειδικότητας του Υπουργείου Εμπορίου».

γ) Όλοι οι τακτικοί υπάλληλοι του ΚΕΕΦ εντάσσονται αυτοδίκαια και χωρίς καμιά άλλη διατύπωση στον ΕΟΦ και, μέχρι την έκδοση Οργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ, διατηρούνται στις θέσεις που κατέχουν κατά την ένταξή τους. Μετά την έκδοση του Οργανισμού του ΕΟΦ και εφόσον οι θέσεις και οι βαθμοί που κατέχουν προβλέπονται απ' αυ-

τόν, τὶς καταλαμβάνουν αὐτοδίκαια. Διαφορετικὰ τοποθετοῦνται σὲ θέσεις ἀντίστοιχες ἢ παρεμφερεῖς μὲ τὶς κατεχόμενες. Ὅλο τὸ ὑπόλοιπο προσωπικὸ εἴτε εἶναι ἔκτακτο εἴτε συνδέεται μὲ τὸ ΚΕΕΦ μὲ ὁποιαδήποτε ἄλλη σχέση ἐργασίας ἐντάσσεται αὐτοδίκαια στὸν ΕΟΦ καὶ ἐξακολουθεῖ νὰ παρέχει σ' αὐτὸν τὶς ἴδιες ὑπηρεσίες, σύμφωνα μὲ τοὺς ὅρους τῶν σχετικῶν συμβάσεων. Σὲ κάθε περίπτωση ὁ χρόνος ὑπηρεσίας στὸ ΚΕΕΦ λογίζεται χρόνος ὑπηρεσίας στὸν ΕΟΦ. Τὰ μισθολογικά, συνταξιοδοτικά, ἀσφαλιστικὰ καὶ κάθε ἄλλης φύσης ἐργασιακὰ δικαιώματα τοῦ προσωπικοῦ τοῦ ΚΕΕΦ ποὺ ἰσχύουν κατὰ τὴν ψήφιση τοῦ νόμου αὐτοῦ δὲν θίγονται. Ὅλες οἱ ἀποφάσεις τοῦ ΚΕΕΦ ποὺ δημιούργησαν δικαιώματα στὸ προσωπικό, καθὼς καὶ οἱ ὅροι ὅλων τῶν ὑφιστάμενων ἐργασιακῶν συμβάσεων δεσμεύουν τὸν ΕΟΦ. Οἱ βιολόγοι καὶ φυσικοὶ ποὺ ἐργάζονται στὰ ἐργαστήρια τοῦ Ε.Ο.Φ. παίρνουν τὸ ἀνθυγιεινὸ ἐπίδομα ποὺ παίρνουν οἱ χημικοί.

3. Ὁ Ὀργανισμὸς Προσωπικοῦ τοῦ ΕΟΦ καταρτίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. αὐτοῦ καὶ ἐγκρίνεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας τῆς Κυβέρνησης, Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ποὺ δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως. Ὁ Ὀργανισμὸς Προσωπικοῦ προβλέπει τοὺς κανόνες ποὺ ρυθμίζουν τὴν ὑπηρεσιακὴ κατάσταση τοῦ προσωπικοῦ καὶ ἰδιαίτερα: Καθορίζει τὶς διακρίσεις τοῦ προσωπικοῦ, τοὺς ὅρους μὲ τοὺς ὁποίους προσλαμβάνεται, ἐντάσσεται, ἐκπαιδεύεται, μονιμοποιεῖται, προάγεται, μετατάσσεται, μετατίθεται, παίρνει ἄδειες ἀπουσίας καὶ ἀσθένειας, τὸν τρόπο ἄσκησης τῶν πειθαρχικῶν διώξεων καὶ τῆς ἐπιβολῆς ποινῶν, τὸν τρόπο ἀποχώρησης καὶ ἀπόλυσης τοῦ προσωπικοῦ καὶ τέλος καθορίζει τὰ γενικότερα καθήκοντα καὶ τὶς ὑποχρεώσεις αὐτοῦ. Ὁ Ὀργανισμὸς Προσωπικοῦ τοῦ ΕΟΦ θὰ καταρτισθεῖ μέχρι 31.12.1983. Μὲ τὸν Ὀργανισμὸ Προσωπικοῦ τοῦ ΕΟΦ μποροῦν νὰ δημιουργηθοῦν νέες θέσεις καὶ νέες εἰδικότητες ἢ ὑπηρεσίες καὶ νὰ ἀναδιαρθρωθοῦν οἱ ὑπάρχουσες. Μὲ τὴ δημοσίευση τοῦ Ὀργανισμοῦ Προσωπικοῦ τοῦ ΕΟΦ καταργοῦνται οἱ διατάξεις τοῦ Β.Δ. 652/1972 καὶ κάθε ἄλλη διάταξη ποὺ ρυθμίζει θέματα προσωπικοῦ τοῦ ΕΟΦ καὶ ἀντίκειται σ' αὐτόν.

4. Πλήρωση ὅλων τῶν κενῶν ὀργανικῶν θέσεων τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ μέχρι τοῦ ποσοστοῦ 10% γιὰ κάθε κατηγορία, κλάδο ἢ βαθμό, μπορεῖ νὰ γίνεται καὶ μὲ μετάταξη. Ἡ μετάταξη γίνεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ τοῦ ἀντίστοιχου συναρμόδιου Ὑπουργοῦ, ὕστερα ἀπὸ εἰσήγηση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ αἴτηση τῶν ἐνδιαφερομένων, οἱ ὁποῖοι πρέπει νὰ ἔχουν τὰ προβλεπόμενα ἀπὸ τὸν Ὀργανισμὸ τοῦ Ε.Ο.Φ. τυπικὰ καὶ οὐσιαστικὰ προσόντα. Κενὲς ὀργανικὲς θέσεις τοῦ Ε.Ο.Φ. καλύπτονται προσωρινὰ μὲ ἀπόσπαση ἀπὸ ἄλλες Δημόσιες Ὑπηρεσίες ἢ Ν.Π.Δ.Δ. Οἱ ἀποσπάσεις γίνονται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ τοῦ ἀντίστοιχου ἁρμόδιου Ὑπουργοῦ, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

5. Ὅλα τὰ μέλη τῶν ὀργάνων, ἐπιτροπῶν καὶ ὑπηρεσιῶν τοῦ Ε.Ο.Φ., ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὸ βαθμό τους καὶ τὴν ἐργασιακή τους σχέση μὲ αὐτόν, εἶναι ὑποχρεωμένα νὰ τηροῦν ἀπόλυτη ἐχεμύθεια γιὰ ὁτιδήποτε ἔχει σχέση μὲ τὴν ὑπηρεσία τους. Ἡ παράβαση αὐτοῦ τοῦ καθήκοντος εἶναι σοβαρὸ πειθαρχικὸ παράπτωμα ποὺ μπορεῖ νὰ ἐπιφέρει ποινὴ ἀκόμα καὶ ὁριστικῆς παύσης.

Ἄρθρο 10.

Νομικὴ Ὑπηρεσία.

Τὴ Νομικὴ Ὑπηρεσία τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀποτελοῦν τρεῖς (3) δικηγόροι μὲ ἔμμισθη ἐντολή. Ἀπὸ αὐτοὺς ὁ ἕνας εἶναι διορισμένος ὑποχρεωτικὰ στὸν Ἄρειο Πάγο. Ὁ διορισμός τους στὸν ΕΟΦ γίνεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβέρνησης. Ἡ πάγια ἀντιμισθία τους καθορίζεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

Γιὰ τὰ ὑπόλοιπα ἰσχύουν καὶ γι' αὐτοὺς οἱ διατάξεις τοῦ Κώδικα γιὰ τοὺς δικηγόρους.

Ἄρθρο 11.

Πόροι.

1. Πόροι τοῦ Ε.Ο.Φ. εἶναι:

α) Ἡ πάγια ἐπιχορήγηση ἀπὸ τὸν τακτικὸ Κρατικὸ Προϋπολογισμὸ μέσα ἀπὸ τὸν εἰδικὸ Προϋπολογισμὸ τοῦ Ὑπουργείου Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ἀπὸ τὸν Προϋπολογισμὸ Δημοσίων Ἐπενδύσεων καὶ ἀπὸ κάθε ἔκτακτη ἐπιχορήγηση.

β) Τέλος ἀπὸ δραχμ. ἑξήντα χιλιάδες (60.000) τὸ ὁποῖο ὑποχρεώνονται νὰ προκαταβάλουν ἐκεῖνοι ποὺ ζητοῦν τὴ χορήγηση, τροποποίηση δραστικῶν συστατικῶν καὶ ἀνανέωση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας τῶν φαρμακευτικῶν ἢ διαιτητικῶν σκευασμάτων ἢ ἰδιοσκευασμάτων, δρογῶν καὶ ἐκείνων ποὺ ἐξομοιώνονται πρὸς τὰ εἴδη αὐτὰ μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ μὲ σύμφωνη γνώμη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ., τῶν ὀρῶν, ἐμβολίων, χειρουργικῶν ραμμάτων, ἐπιδεσμικοῦ ὑλικοῦ, τεχνητῶν ἰαματικῶν νερῶν, κτηνιατρικῶν γενικὰ φαρμάκων, γιὰ κάθε μορφή. Τὸ ἴδιο τέλος 60.000 δρχ. γίνεται 5.000 δρχ. γιὰ τὰ προϊόντα ποὺ παρασκευάζονται στὴν Ἑλλάδα καὶ οἱ πωλήσεις τους στὸ ἐξωτερικὸ ὑπερβαίνουν τὶς πωλήσεις στὴν ἐγχώρια ἀγορὰ ἢ προορίζονται κύρια γιὰ ἐξαγωγές.

Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ., μποροῦν νὰ ἀπαλλάσσονται ἀπὸ τὸ τέλος αὐτὸ τροποποιήσεις ἀδειῶν κυκλοφορίας ποὺ ἐπιβάλλονται γιὰ τὴν προσαρμογὴ τῶν δικαιούχων στὶς ὁδηγίες ἐφαρμογῆς τοῦ Ἐθνικοῦ Συνταγολογίου.

γ) Τέλος ἀπὸ δρχ. 30.000, στὴν προκαταβολὴ τοῦ ὁποίου ὑποχρεώνεται κάθε ἕνας ποὺ θέτει σὲ κυκλοφορία καλλυντικὰ προϊόντα γιὰ κάθε μορφὴ καὶ συσκευασία τους, καθὼς καὶ ἄλλα εἴδη ἁρμοδιότητας Ε.Ο.Φ ποὺ, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις ποὺ ἰσχύουν κάθε φορά, ἐξομοιώνονται πρὸς αὐτά.

δ) Πάγιο τέλος ποὺ καταβάλλεται κάθε χρόνο ἀπὸ τὰ φαρμακευτικὰ ἐργοστάσια καὶ ἐργαστήρια παρασκευῆς ἢ ἀντιπροσώπους οἴκων ἐξωτερικοῦ γιὰ τὰ εἴδη τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ γιὰ τὰ ὁποῖα πῆραν ἄδεια κυκλοφορίας ἢ κυκλοφοροῦν στὴν Ἑλλάδα. Τὸ τέλος αὐτὸ προορίζεται γιὰ κάλυψη δαπανῶν δειγματοληψιῶν καὶ αναλύσεων καὶ ὁρίζεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. ἴσο μὲ τὸ κοστολόγιο δύο ἀναλύσεων τὸ χρόνο γιὰ κάθε φαρμακοτεχνικὴ μορφὴ καὶ εἰσπράττεται κατὰ τὴ διαδικασία τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ, στὴν ἀρχὴ κάθε οἰκονομικοῦ ἔτους. Τὸ τέλος αὐτὸ ὁρίζεται σὲ 4.000 δρχ. γιὰ τὸ 1982 καὶ ἐξακολουθεῖ νὰ ἰσχύει στὸ ἴδιο ὕψος, μέχρι νεώτερου καθορισμοῦ του ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ.

ε) Τέλος ἀπὸ δραχμ. 500 γιὰ κάθε θεώρηση τιμολογίου πρώτων ὑλῶν καὶ δρχ. 1.000 γιὰ κάθε θεώρηση τιμολογίου ἰδιοσκευασμάτων, τὸ ὁποῖο προκαταβάλλεται.

στ) Ἀπὸ 1.1.83 καὶ μετὰ τὴ διαδικασία κοστολόγησης καὶ ἀνακοστολόγησης, ὅπως προβλέπεται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ νόμου αὐτοῦ, ἐπιβάλλεται εἰσφορὰ 15% ἐπὶ τῆς χονδρικῆς τιμῆς πώλησης χωρὶς τὶς νομοθετημένες ἐπιβαρύνσεις τῶν διατιμημένων φαρμακευτικῶν σκευασμάτων καὶ ἰδιοσκευασμάτων ἀνθρώπινης χρήσης, ὅπως αὐτὴ διαμορφώνεται ἀπὸ τὴν κοστολόγηση ἢ ἀνακοστολόγηση τῶν εἰδῶν αὐτῶν σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ ἀφορᾶ αὐτὰ ποὺ κυκλοφοροῦν καὶ διατίθενται στὴν Ἑλλάδα καθὼς καὶ ὅσα εἴδη θὰ διατιμηθοῦν καὶ θὰ ἐξομοιωθοῦν μὲ αὐτὰ ὕστερα ἀπὸ γνωμοδότηση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Γιὰ ὀρούς, ἐμβόλια ἢ ἄλλα προϊόντα ἀποκλειστικὰ γιὰ νοσοκομειακὴ χρήση ἢ γιὰ κάλυψη ἀναγκῶν νοσηλείας τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων, μετὰ σύμφωνη γνώμη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ., ὁ Ὑπουργὸς Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μπορεῖ νὰ μειώσει ἢ νὰ ἀπαλείψει τὸ πιὸ πάνω ποσοστό.

Τὰ ἴδια εἴδη, σὲ ἐντελῶς ἐξαιρετικὲς περιπτώσεις, μπορεῖ μὲ τὴν ἴδια ἀπόφαση νὰ ἀπαλλάσσονται καὶ ἄλλων ὑπὲρ τρί-

των κρατήσεων. Στὴν περίπτωση αὐτή, μὲ ἐξαίρεση τὰ προϊόντα πού προορίζονται γιὰ τὶς Ἔνοπλες Δυνάμεις, γιὰ τὴν ἀπαλλαγὴ ἀπαιτεῖται κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων πού ἐκδίδεται μετὰ ἀπὸ γνώμη τῶν Διοικητικῶν Συμβουλίων τῶν Ταμείων πού ἀφορᾶ ἡ ἀπαλλαγή.

ζ) Ἀπὸ 1.1.83 γιὰ τὰ καλλυντικὰ καὶ τὰ εἴδη πού ἐξομοιώνονται μὲ αὐτὰ ὡς πρὸς τοὺς πόρους τοῦ Ε.Ο.Φ. σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία τοῦ ἄρθρου 14 παρ. 4 καταργοῦνται τὰ τέλη τῶν ἐδαφίων γ καὶ δ τῆς παραγράφου αὐτῆς καὶ ἀντικαθίστανται μὲ εἰσφορὰ 1% ἐπὶ τῆς καθαρῆς χονδρικῆς τιμῆς πώλησης τῶν παραπάνω εἰδῶν καὶ μόνο γιὰ ὅσα κυκλοφοροῦν καὶ διατίθενται στὴν Ἑλλάδα.

η) Δωρεές, Κληροδοσίες καὶ Ἐπιχορηγήσεις ἀπὸ τρίτους.

θ) Ἔσοδα ἀπὸ τὶς ἐπιχειρήσεις πού ἱδρύονται μὲ τὸ νόμο αὐτὸν ἢ ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ.

ι) Κάθε ποσὸ γιὰ κλινικὲς ἢ ἄλλες ἔρευνες, ὅπως θὰ καθορίζεται μὲ εἰδικὲς συμβάσεις.

κ) Κάθε εἴδους πρόστιμα πού ἐπιβάλλονται γιὰ παραβάσεις τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ τῆς λοιπῆς φαρμακευτικῆς νομοθεσίας.

2. Διαδικασία εἴσπραξης πόρων.

α) Οἱ πόροι πού καθορίζονται ἀπὸ τὰ ἐδάφια β, γ, δ, ε, η, θ, ι καὶ κ, τῆς παραγρ. 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ κατατίθενται σὲ εἰδικὸ λογαριασμὸ στὴν Τράπεζα τῆς Ἑλλάδας μὲ τὸν τίτλο «Λογαριασμὸς Ἐθνικοῦ Ὀργανισμοῦ Φαρμάκων», ὁ ὁποῖος τελεῖ κάτω ἀπὸ τὴ διοίκηση καὶ διαχείριση τοῦ Ε.Ο.Φ.

β 1) Οἱ πόροι πού καθορίζονται ἀπὸ τὰ ἐδάφια στ καὶ ζ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ καταβάλλονται ἀπὸ τοὺς ὑπόχρεους παραγωγούς, ἀντιπροσώπους ἢ εἰσαγωγεῖς τῶν ἀντίστοιχων εἰδῶν μὲ βάση καταστάσεις πού ἔχουν τὴν ἔννοια ὑπεύθυνων δηλώσεων.

Οἱ καταστάσεις εἶναι μηνιαῖες γιὰ τὰ εἴδη τοῦ ἐδαφίου στ΄ καὶ ἐτήσιες γιὰ τὰ εἴδη τοῦ ἐδαφίου ζ΄, καταχωροῦνται δὲ σ' αὐτὲς ἀριθμητικὰ τὰ τιμολόγια πού ἔχουν ἐκδοθεῖ καὶ ἡ συνολικὴ ἀξία τῶν προϊόντων πού περιλαμβάνονται σ' αὐτὰ καὶ πού ὑπόκεινται στὶς παραπάνω εἰσφορές. Στὴν περίπτωση ὑπόχρεων πού δὲν τηροῦν λογιστικὰ βιβλία, στὶς καταστάσεις καταχωροῦνται οἱ ἀριθμοὶ παραστατικῶν καθὼς καὶ ἡ συνολικὴ ἀξία τῶν προϊόντων πού περιλαμβάνονται σ' αὐτὰ καὶ πού ὑπόκεινται στὶς παραπάνω εἰσφορές.

2) Ἡ εἰσφορὰ τοῦ ἐδαφίου στ΄ τῆς παραγρ. 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ ὑπολογίζεται γιὰ κάθε μήνα μὲ βάση τὶς προηγούμενες (μηνιαῖες) καταστάσεις καὶ κατατίθεται, μέχρι τὸ τέλος τοῦ μεθεπόμενου μήνα στὸν εἰδικὸ λογαριασμὸ τοῦ Ε.Ο.Φ. πού τηρεῖται στὴν Τράπεζα τῆς Ἑλλάδας καὶ παράλληλα οἱ εἰδικὲς καταστάσεις μαζὶ μὲ τὴν ἀπόδειξη κατάθεσης ὑποβάλλονται στὸν Ε.Ο.Φ. Τυχὸν διαφορὲς πού προκύπτουν ἀπὸ τὸν ἔλεγχο τῶν καταστάσεων αὐτῶν ἀπὸ τὰ ἁρμόδια ὄργανα τοῦ Ε.Ο.Φ. βεβαιώνονται καὶ εἰσπράττονται κατὰ τὴ διαδικασία τῆς παραγρ. 5 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ. Μὲ αἰτιολογημένη ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ., μετὰ ἀπὸ αἴτηση τῶν ἐνδιαφερομένων, μπορεῖ κατὰ περίπτωση νὰ δοθεῖ ἀναβολὴ καταβολῆς μηνιαίας δόσης μέχρι τέσσερις μῆνες ἂν συντρέχει εἰδικὸς λόγος ὑπαιτιότητας δημοσίου πού καθιστᾶ ἀντικειμενικὰ δύσκολη τὴν ἔγκαιρη καταβολή της.

3) Ἡ εἰσφορὰ τοῦ ἐδαφίου ζ΄ τῆς παραγρ. 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ πού προκύπτει ἀπὸ τὶς παραπάνω (ἐτήσιες) καταστάσεις, κατατίθεται στὸν εἰδικὸ λογαριασμὸ τοῦ Ε.Ο.Φ. σὲ 6 διμηνιαῖες ἰσόποσες δόσεις μὲ πρώτη δόση τὸν Φεβρουάριο τοῦ 1983, ἴσες μὲ τὸ 1/6 τοῦ συνόλου τῶν ἀκαθάριστων ἐσόδων χονδρικῆς πώλησης τῶν προϊόντων αὐτῶν τοῦ προηγούμενου διαχειριστικοῦ χρόνου. Οἱ δόσεις καταβάλλονται μέσα στὸ πρῶτο δεκαήμερο, τοῦ ἑπόμενου, μετὰ τὴ λήξη τοῦ διμήνου, μήνα. Ἡ ἐκκαθάριση γίνεται κατὰ τὴ λήξη τῆς διαχειριστικῆς χρήσεως τοῦ ὑπόχρεου καὶ ἡ τυχὸν διαφορὰ πού προκύπτει ἐξοφλεῖται μαζὶ μὲ τὴν πρώτη δόση τῆς ἑπόμενης διαχειριστικῆς περιόδου ἢ σὲ περισσότερες δόσεις, μετὰ ἀπὸ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ.

3α) Ἡ καθυστέρηση καταβολῆς σύμφωνα μὲ τὶς ὁριζόμενες προθεσμίες τῶν εἰσφορῶν τῶν ἐδαφίων στ καὶ ζ συνεπάγεται τὴν ἐπιβολὴ προστίμου ἀνάλογου μὲ τὸ πρόστιμο τοῦ τιμολογικοῦ χαρτοσήμου. Ἡ εἴσπραξη τῆς ὀφειλῆς γίνεται σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Κ.Ε.Δ.Ε.

β) Ἡ κατ' ἐξακολούθηση καθυστέρηση καὶ μέχρι 3 δόσεις ἢ ἄρνηση καταβολῆς τῶν ὀφειλόμενων, μπορεῖ νὰ ἐπιφέρει τὴν ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας τῶν εἰδῶν πού ἀφορᾶ ἡ καθυστέρηση μὲ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ.

4) Κάθε ἔλεγχος βιβλίων, τιμολογίων καὶ λοιπῶν στοιχείων τῶν ὑπόχρεων σχετικὰ μὲ τὴ διασφάλιση τῆς ἀπόδοσης τῶν πόρων τοῦ Ε.Ο.Φ., διενεργεῖται ἀπὸ ὑπαλλήλους του ἢ ἐντεταλμένα ὄργανά του μὲ κάθε μορφῆς συνδρομὴ ἀπὸ τὶς κατὰ τόπους ἁρμόδιες οἰκονομικές ἐφορίες ἢ μὲ ὁρκωτοὺς λογιστές.

5) Ὅλες οἱ καθυστερούμενες ὀφειλὲς πρὸς τὸν Ε.Ο.Φ. εἶναι ἔντοκες, μὲ τὸ νόμιμο κάθε φορὰ τόκο ὑπερημερίας, βεβαιώνονται δὲ καὶ εἰσπράττονται μὲ τὴ διαδικασία εἴσπραξης Δημοσίων Ἐσόδων (Κ.Ε.Δ.Ε.).

Ἄρθρο 12.

Οἰκονομικά.

1. Προϋπολογισμός: Τὰ ἔσοδα καὶ τὰ ἔξοδα τοῦ Ε.Ο.Φ. προσδιορίζονται κατὰ οἰκονομικὸ ἔτος μὲ τὸν ἀντίστοιχο προϋπολογισμό. Ὁ προϋπολογισμὸς καταρτίζεται ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο μετὰ εἰσήγηση τοῦ Προέδρου καὶ ὑποβάλλεται στὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας δύο (2) τουλάχιστο μῆνες πρὶν ἀπὸ τὴν ἔναρξη τοῦ νέου οἰκονομικοῦ ἔτους καὶ στὴ συνέχεια στὸ Ὑπουργεῖο Οἰκονομικῶν πρὸς ἔγκριση. Ἡ διάρκεια κάθε οἰκονομικοῦ ἔτους συμπίπτει μὲ τὸ ἡμερολογιακὸ (1/1—31/12). Γιὰ κάθε πίστωση πού δὲν προβλέπεται στὸν ἀρχικὸ προϋπολογισμό, καθὼς καὶ γιὰ κάθε τροποποίηση τοῦ ἀρχικοῦ προϋπολογισμοῦ, ἀπαιτεῖται ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἔγκριση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

2. Δαπάνες: Οἱ δαπάνες τοῦ Ε.Ο.Φ., ἂν δὲν ὁρίζεται διαφορετικὰ στὸ νόμο αὐτόν, ἐνεργοῦνται σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 496/74 «Περὶ Λογιστικῶν τῶν Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου», ὅπως τοῦτο τροποποιήθηκε καὶ συμπληρώθηκε μεταγενέστερα καὶ τῆς Νομοθεσίας Ἐκτέλεσης Δημοσίων Ἔργων. Ὁδοιπορικὰ καὶ δαπάνες κίνησης τῶν Ὀργάνων καὶ ὑπαλλήλων του γιὰ ὑπηρεσιακὲς ἀνάγκες πραγματοποιοῦνται ἀπὸ τοὺς πόρους τοῦ Ε.Ο.Φ. μὲ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 65/73 «Περὶ δαπανῶν κινήσεως τῶν τακτικῶν δημοσίων ὑπαλλήλων» καὶ τῶν σχετικῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων. Τὸ ἄρθρο 5 τοῦ Ν.Δ. 65/73 ἐφαρμόζεται τόσο γιὰ τὶς ἐκτός, ὅσο καὶ τὶς ἐντὸς ἕδρας μετακινήσεις, μὲ κάθε μεταφορικὸ μέσο. Οἱ δαπάνες τοῦ Ε.Ο.Φ. ὑπόκεινται σὲ προληπτικὸ ἔλεγχο τοῦ Ἐλεγκτικοῦ Συνεδρίου. Ἐπίσης τὸ ἴδιο Συμβούλιο μπορεῖ νὰ ἀσκήσει τακτικὸ καὶ ἔκτακτο ἔλεγχο τῶν δαπανῶν.

3. Ἰσολογισμὸς—Ἀπολογισμός: Στὸ τέλος κάθε οἰκονομικοῦ ἔτους καταρτίζεται ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο μετὰ ἀπὸ εἰσήγηση τοῦ Προέδρου ὁ ἀπολογισμὸς καὶ ἰσολογισμὸς τοῦ περασμένου χρόνου καὶ ὑποβάλλεται μαζὶ μὲ τὶς σχετικὲς ἀναλυτικὲς ἐκθέσεις μέχρι τέλους Ἰουνίου τοῦ ἑπόμενου ἔτους στὰ ἁρμόδια γιὰ τὴν τελικὴ ἔγκριση τοῦ προϋπολογισμοῦ ὄργανα.

4. Κανονισμοί: Οἱ λεπτομέρειες διενέργειας τῶν δαπανῶν, τῆς σύνταξης τοῦ ἰσολογισμοῦ, ἀπολογισμοῦ καὶ προϋπολογισμοῦ, τῆς ὀργάνωσης καὶ λειτουργίας τῶν οἰκονομικῶν ὑπηρεσιῶν καθὼς καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια πού ἔχει σχέση μὲ τὶς εἰσπράξεις, πληρωμὲς καὶ γενικὰ τὴ διαχείριση τῶν οἰκονομικῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ, ρυθμίζονται μὲ κανονισμούς,

πού καταρτίζονται άπό τό Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 496/1974 «Περὶ Λογιστικῶν τῶν Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου», ὅπως τοῦτο τροποποιήθηκε καὶ συμπληρώθηκε μεταγενέστερα καὶ ἐγκρίνονται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

5. Μέχρι τὴν κατάρτιση καὶ ἔγκριση τοῦ πρώτου προϋπολογισμοῦ τοῦ Ε.Ο.Φ., θὰ ἐξακολουθήσει νὰ ἰσχύει ὁ ἐγκεκριμένος προϋπολογισμὸς τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ.

Ἄρθρο 13.

Θέσπιση Κανονισμῶν.

Ὅλοι οἱ κανονισμοὶ πού προβλέπονται ἀπὸ τὸ νόμο αὐτόν, καταρτίζονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ., ἐγκρίνονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ἐκτὸς ἂν ἀπὸ ἄλλη διάταξη ὁρίζεται διαφορετικά.

Ἄρθρο 14.

Τελικὲς διατάξεις — Ἐξουσιοδοτήσεις.

1. Μὲ τὴν κατάργηση τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ (ἄρθρο 9) ὅλες οἱ ἁρμοδιότητες αὐτοῦ, ἔστω καὶ ἂν δὲν κατονομάζονται ρητά, περιέρχονται στὸν Ε.Ο.Φ.

2. Ἐπίσης μεταβιβάζονται σ' αὐτὸν καὶ οἱ ἑξῆς ἐπὶ πλέον ἁρμοδιότητες:

α) Οἱ σύμφωνες μὲ τὶς κείμενες διατάξεις ἁρμοδιότητες τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Γεωργίας, γιὰ ἔγκριση, ἀνανέωση, τροποποίηση, ἀναστολὴ καὶ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ἢ δηλώσεων τῶν εἰδῶν τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ καθὼς καὶ οἱ ἁρμοδιότητες τοῦ Ὑπουργείου Ὑγείας καὶ Πρόνοιας γιὰ διενέργεια δειγματοληψιῶν, ἐπιθεωρήσεων καὶ κάθε ἔλεγχο πού προβλέπεται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο.

β) Οἱ γνωμοδοτικὲς ἁρμοδιότητες τοῦ Α.Υ.Σ. οἱ σχετικὲς μὲ τὰ ἀντικείμενα τοῦ Ε.Ο.Φ. Οἱ ὑποθέσεις πού ἐκκρεμοῦν σ' αὐτὸ κατὰ τὴν παραπάνω ἡμερομηνία, διαβιβάζονται ἀπὸ τὴ γραμματεία του στὸ Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ.

γ) Οἱ ἁρμοδιότητες τοῦ Ὑπουργείου Ἐργασίας πού ἀφοροῦν τὴ δημιουργία συνεταιρισμῶν φαρμακοποιῶν, ἡ ἐποπτεία καὶ ὁ ἔλεγχος τῶν συνεταιρισμῶν καθὼς καὶ ἡ προώθηση τοῦ συνεταιριστικοῦ κινήματος τῶν φαρμακοποιῶν ἐπὶ ἐθελοντικῆς βάσεως.

3. Ὅπου στὸ Ν.Δ. 96/1973 ἀπαιτεῖται ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ δὲν ὁρίζεται διαφορετικὰ στὸ νόμο αὐτόν, ἀντικαθίσταται μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. μὲ ἐξαίρεση: α) Τὴν ἐπιβολὴ τῶν κυρώσεων πού προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 19 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 β) Τὴν χορήγηση, ἀναστολὴ ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν τῆς παραγρ. 2α τοῦ ἄρθρου 3 αὐτοῦ τοῦ νόμου. Ἐπίσης, ὅπου στὸ Ν.Δ. 96/1973 ἀπαιτεῖται γνωμάτευση τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ. καὶ δὲν ὁρίζεται διαφορετικὰ στὸ νόμο αὐτόν, ἀντικαθίσταται μὲ γνωμάτευση τοῦ Ε.Ο.Φ. Τὰ ὄργανα καὶ οἱ ἐπιτροπὲς τοῦ Ε.Ο.Φ., πού εἶναι κατὰ περίπτωση ἁρμόδια νὰ γνωματεύουν, ὁρίζονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ τοῦ Ε.Ο.Φ.

4. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας πού δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καθορίζεται ἡ διαδικασία καὶ οἱ προϋποθέσεις εἰσαγωγῆς, παραγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ γενικὰ κυκλοφορίας, οἱ προδιαγραφὲς ὅλης τῆς παραγωγικῆς διαδικασίας καὶ γενικὰ κυκλοφορίας φαρμακευτικῶν καὶ λοιπῶν εἰδῶν τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ, ἡ διαδικασία διενέργειας ἐπιθεωρήσεων, δειγματοληψιῶν, ἐλέγχων, τήρησης ἀρχείων καὶ μητρώου καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια. Μέχρι τότε ἐξακολουθοῦν νὰ ἰσχύουν οἱ κείμενες διατάξεις. Μὲ τὴν ἴδια διαδικασία ὁρίζονται τὰ προϊόντα τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ γιὰ τὰ ὁποῖα στὸ ἑξῆς θὰ ἀπαιτοῦνται ἄδειες κυκλοφορίας τους, ἢ δηλώσεις πού ὑπέχουν θέση ἄδειας κυκλοφορίας, πέραν αὐτῶν γιὰ τὰ ὁποῖα ἀπαιτοῦνται ἤδη καὶ ἡ ἐξομοίωσή τους, ὡς πρὸς τοὺς πόρους τοῦ Ε.Ο.Φ. μὲ τὰ φάρμακα ἢ τὰ καλλυντικὰ ἢ ἡ ἀπαλλαγή τους ἀπὸ κάθε πόρο.

Γιὰ τὸν καθορισμὸ τῶν παραπάνω γιὰ τὰ φαρμακευτικὰ ἰδιοσκευάσματα καὶ σκευάσματα, ὀρούς, ἐμβόλια κλπ. γιὰ κτηνιατρικὴ χρήση, καθὼς καὶ γιὰ τὰ προϊόντα τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 2 ἐδάφιον ι, ἀπαιτεῖται κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Γεωργίας.

5. Οἱ ἐπιθεωρητὲς τοῦ Ε.Ο.Φ. κατὰ τὴν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων τους μποροῦν νὰ μπαίνουν σὲ ὁποιοδήποτε κατάστημα ἢ χῶρο πού παράγονται, διακινοῦνται, ἀποθηκεύονται ἢ διατίθενται προϊόντα ἁρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. ὁποιαδήποτε ὥρα τῆς μέρας ἢ νύχτας, τηρουμένων τῶν νόμιμων διατυπώσεων. Οἱ διοικητικὲς καὶ ἀστυνομικὲς ἀρχὲς ὀφείλουν νὰ παρέχουν στοὺς ἐπιθεωρητὲς κάθε ἀναγκαία συνδρομὴ γιὰ τὴν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων τους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Β'.

Ἵδρυση καὶ Ὀργάνωση Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας.

Ἄρθρο 15.

Σύσταση.

1. Ἱδρύεται μὲ τὸ νόμο αὐτὸν μὲ κεφάλαια καὶ κάτω ἀπὸ τὴν εὐθύνη τοῦ Ε.Ο.Φ. Ἀνώνυμη Ἑταιρεία μὲ τὴν ἐπωνυμία «ΕΘΝΙΚΗ ΦΑΡΜΑΚΟΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑ Α.Ε.» μὲ ἕδρα τὴν Ἀθήνα.

2. Ἡ Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία, πού στὴ συνέχεια θὰ ἀποκαλεῖται Ε.Φ., θὰ λειτουργεῖ γιὰ τὴν ἐξυπηρέτηση τῶν εὐρύτερων κοινωνικῶν συμφερόντων, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ κωδικοποιημένου νόμου 2190/1920 γιὰ τὶς ἀνώνυμες ἑταιρεῖες, πού ἔχουν ἐφαρμογὴ καὶ στὴν Ε.Φ., ἐκτὸς ἂν ὑπάρχει διαφορετικὴ ρύθμιση στὸ νόμο αὐτόν. Ὁ χρόνος διάρκειας εἶναι ἀόριστος.

3. Τὸ Μετοχικὸ Κεφάλαιο τῆς Ε.Φ. ἐκφράζεται μὲ μιὰ μετοχή, ἡ ὁποία ἀνήκει ἐξ ὁλοκλήρου στὸν Ε.Ο.Φ.

4. Ἡ ἐποπτεία καὶ ὁ ἔλεγχος τῆς Ε.Φ. ἀνήκουν στὸ Κράτος καὶ ἀσκοῦνται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μέσω τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

Ἄρθρο 16.

Σκοπός.

Σκοπὸς τῆς Ε.Φ. εἶναι:

Ἡ παραγωγή, εἰσαγωγὴ καὶ διάθεση φαρμακευτικῶν καὶ λοιπῶν εἰδῶν ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ., γιὰ τὸν ἐφοδιασμὸ τῆς ἐσωτερικῆς ἀγορᾶς καὶ ἡ ἐξαγωγὴ αὐτῶν, καθὼς καὶ ἡ ἐξασφάλιση κάθε ἄλλου ὑλικοῦ πού κρίνεται ἀναγκαῖο γιὰ ὑποβοήθηση τῶν σκοπῶν της καὶ κάλυψη τῶν ἀναγκῶν. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ε.Ο.Φ., μποροῦν νὰ ἀνατεθοῦν στὴν Ε.Φ. καὶ ἄλλα συναφῆ ἔργα.

Ἄρθρο 17.

Πόροι καὶ Κεφάλαια.

1. Πόροι τῆς Φαρμακοβιομηχανίας εἶναι:

α. Τὸ ποσὸ πού χορηγεῖται κάθε φορὰ ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ., μὲ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἐπιχορήγηση αὐτὴ δὲν ὑπόκειται σὲ κανένα φόρο ἢ τέλος.

β. Τὰ ἔσοδα ἀπὸ τὴν οἰκονομική της δραστηριότητα.

γ. Τὰ ποσὰ τῶν δανείων σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 20, παρ. 4 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

2. Τὸ Μετοχικὸ Κεφάλαιο τῆς Ε.Φ. ὁρίζεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ποσὸ πού δια-

τίθεται από πόρους τού Ε.Ο.Φ. Τό ποσό τού Κεφαλαίου κατατίθεται σέ ελεγχόμενες από τό Κράτος Τράπεζες καί σέ ειδικό λογαριασμό «Έθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε.».

Άρθρο 18.

Διοίκηση.

1. Ή Έθνική Φαρμακοβιομηχανία διοικείται από εννεαμελές Διοικητικό Συμβούλιο, πού αποτελείται από:

α. Τόν Πρόεδρο.

β. Έναν εκπρόσωπο τών εργαζομένων, τόν όποίο ορίζει ή ΓΣΕΕ από τούς εργαζόμενους σέ επιχειρήσεις πού συνεργάζονται μέ τήν Ε.Φ.

γ. Έναν εκπρόσωπο τών εργαζομένων στήν Έθνική Φαρμακοβιομηχανία.

δ. Έναν εκπρόσωπο τής Τοπικής Αυτοδιοίκησης πού ορίζεται από τήν Κ.Ε.Δ.Κ.Ε.

ε. Έναν εκπρόσωπο τών επιστημονικών οργανώσεων:

1) Πανελλήνιος Ένωσης Φαρμακοποιών. 2) Πανελληνίου Συλλόγου Χημικών Βιομηχανίας. 3) Πανελλήνιας Ένωσης Βιολόγων, 4) Τεχνικού Επιμελητηρίου Ελλάδας, 5) Πανελλήνιου Ιατρικού Συλλόγου, 6) Πανελλήνιου Κτηνιατρικού Συλλόγου.

στ. Έναν εκπρόσωπο τών συνεργαζόμενων εργοδοτών πού ορίζεται από τό Δ.Σ. τού αντιπροσωπευτικού τους σωματείου, εφόσον υπάρχει. Διαφορετικά ορίζεται απευθείας από τόν Υπουργό.

ζ. Τρεις επιστήμονες μέ ειδικές γνώσεις καί πείρα στά θέματα πού έχουν σχέση μέ τά αντικείμενα τής Ε.Φ., μέ πτυχίο Φυσικομαθηματικής ή Πολυτεχνικής ή Νομικής ή Οικονομικής Ανώτατης Σχολής, πού ορίζονται από τόν Υπουργό Υγείας καί Πρόνοιας. Γιά τόν ορισμό τών εκπροσώπων πού περιλαμβάνονται στά στοιχεία β, γ, δ, ε καί στ, ακολουθούνται διαδικασίες ανάλογες μέ εκείνες τού άρθρου 5, παρ. Α1 τού νόμου αυτού. Ώς Πρόεδρος ορίζεται από τόν Υπουργό Υγείας καί Πρόνοιας πρόσωπο μέ ειδική επιστημονική καί διοικητική πείρα καί γνώσεις. Κατά τήν πρώτη εφαρμογή τού νόμου αυτού επιλέγεται από τόν Υπουργό Υγείας καί Πρόνοιας ό εκπρόσωπος τών εργαζόμενων στήν Ε.Φ. μεταξύ τών εργαζομένων στόν Ε.Ο.Φ. Στήν τελική σύνθεση τού Διοικητικού Συμβουλίου τής Ε.Φ. πρέπει οπωσδήποτε νά περιλαμβάνεται ένας φαρμακοποιός καί ένας χημικός. Ό διορισμός τών μελών τού Διοικητικού Συμβουλίου γίνεται μέ απόφαση τού Υπουργού Υγείας καί Πρόνοιας. Στήν ίδια απόφαση ορίζεται ό Αντιπρόεδρος καί ό Διευθύνων Σύμβουλος πού επιλέγονται μεταξύ τών μελών τού Διοικητικού Συμβουλίου. Ή αποζημίωσή τους ορίζεται μέ τή διαδικασία πού προβλέπεται στήν παρ. 5 τού άρθρου 6 τού νόμου αυτού. Χρέη γραμματέα τού Διοικητικού Συμβουλίου εκτελεί υπάλληλος τής Ε.Φ. πού διορίζεται από τόν Πρόεδρο τού Διοικητικού Συμβουλίου. Ή θητεία τών μελών τού Διοικητικού Συμβουλίου είναι τριετής. Όλα τά μέλη τού Διοικητικού Συμβουλίου παύονται ή αντικαθίστανται οποτεδήποτε μέ απόφαση τού Υπουργού Υγείας καί Πρόνοιας μετά από γνωμοδότηση τού Διοικητικού Συμβουλίου τού Ε.Ο.Φ. Σέ περίπτωση πού κάποια θέση από τά μέλη τού Διοικητικού Συμβουλίου κενωθεί πρίν από τή λήξη τής θητείας τους, ή θέση συμπληρώνεται γιά τόν πόλοιπο χρόνο μέ απόφαση τού Υπουργού Υγείας καί Πρόνοιας.

2. Τό Διοικητικό Συμβούλιο τής Ε.Φ. έχει τίς παρακάτω αρμοδιότητες:

α. Διοικεί τήν Ε.Φ. καί διαχειρίζεται τούς πόρους καί τήν περιουσία της. Συντάσσει καί υποβάλλει γιά έγκριση στή Γενική Συνέλευση τόν ετήσιο ισολογισμό καί τήν έκθεση τών πεπραγμένων τής διαχείρισης. Επιμελείται τήν είσπραξη τών εσόδων καί συνάπτει τίς συμβάσεις πού είναι αναγκαίες γιά τήν υλοποίηση τών σκοπών αυτού τού νόμου. Διαθέτει τά χρηματικά ποσά πού είναι αναγκαία γιά τήν πραγματοποίηση τών σκοπών τής Ε.Φ. καί γενικά κάνει όλες τίς απαραίτητες ενέργειες γιά τήν εκπλήρωση τών σκοπών της.

β. Εγκρίνει τά προγράμματα τών δραστηριοτήτων τής Ε.Φ., παρακολουθεί τήν πορεία τού έργου της, εισηγείται στούς αρμόδιους φορείς τίς απαραίτητες τροποποιήσεις καί υποβάλλει σχετικές προτάσεις.

γ. Καταρτίζει καί εισηγείται στό Διοικητικό Συμβούλιο τού Ε.Ο.Φ τούς κανονισμούς καί τόν οργανισμό πού προβλέπει ό νόμος αυτός γιά τήν Έθνική Φαρμακοβιομηχανία.

δ. Αποφασίζει γιά τήν πρόσληψη τού αναγκαίου προσωπικού καί καθορίζει τό ύψος τών μισθών καί τών κάθε είδους αποδοχών του σύμφωνα μέ τίς ισχύουσες κάθε φορά διατάξεις τής εργατικής νομοθεσίας καί τού άρθρου 1 τού Ν. 1256/1982 «γιά τήν πολυθεσία κλπ.».

ε. Μπορεί μέ απόφασή του νά αναθέτει μερικές από τίς αρμοδιότητές του στόν Πρόεδρο, στό Διευθύνοντα Σύμβουλο ή σέ άλλο μέλος τού Δ.Σ. ή υπάλληλο ή νά τούς εξουσιοδοτεί γιά τήν ενέργεια ορισμένων πράξεων.

3. Ό Πρόεδρος τού Δ.Σ.:

α. Συγκαλεί τό Διοικητικό Συμβούλιο καί διευθύνει τίς συνεδριάσεις του.

β. Εκπροσωπεί τή Φαρμακοβιομηχανία σέ κάθε δικαστική, διοικητική ή άλλη αρχή.

γ. Διορίζει τούς πληρεξούσιους δικηγόρους.

δ. Εποπτεύει γιά τήν ομαλή λειτουργία τής Φαρμακοβιομηχανίας.

ε. Συνυπογράφει μέ τό Διευθύνοντα Σύμβουλο όλες τίς συμβάσεις τής Ε.Φ.

4. Ό Διευθύνων Σύμβουλος:

α. Είναι Προϊστάμενος τών υπηρεσιών τής Ε.Φ.

β. Ελέγχει καί συντονίζει τή λειτουργία τών υπηρεσιών.

γ. Επιμελείται γιά τήν εκτέλεση τών αποφάσεων τού Δ.Σ.

δ. Υπογράφει τά έγγραφα τής Ε.Φ., εισπράττει τίς απαιτήσεις καί αναλαμβάνει καταθέσεις, υπογράφει τίς εντολές πληρωμής γιά τίς τρέχουσες συναλλαγές καί άλλες πληρωμές γιά ποσά πού καθορίζονται κάθε φορά μέ απόφαση τού Δ.Σ.

ε. Συνυπογράφει μέ τόν Πρόεδρο τίς συμβάσεις καί τίς εντολές πληρωμής γιά ποσά μεγαλύτερου ύψους από τά ποσά τής προηγούμενης παραγράφου. Τό μέγιστο ύψος τού ποσού αυτού καθορίζεται από τό Δ.Σ. τής Ε.Φ. Μπορεί γιά τήν υπογραφή ορισμένων εγγράφων νά εξουσιοδοτήσει υπάλληλο τής Φαρμακοβιομηχανίας.

στ. Εισηγείται τά θέματα τής ημερήσιας διάταξης στό Διοικητικό Συμβούλιο.

ζ. Ασκεί τίς αρμοδιότητες πού τού αναθέτει τό Δ.Σ. τής Ε.Φ. καί εκτελεί όλες τίς πράξεις γιά τίς όποίες τόν εξουσιοδοτεί τό Δ.Σ.

Άρθρο 19.

Γενική Συνέλευση.

Οί αρμοδιότητες τής Γενικής Συνέλευσης, όπως καθορίζονται από τή Νομοθεσία γιά τίς Ανώνυμες Εταιρείες, ανήκουν στόν Ε.Ο.Φ. καί ασκούνται από τό Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ.

Άρθρο 20.

Συμβάσεις — Δάνεια.

1. Ή Ε.Φ. παρασκευάζει τά προϊόντα της σέ εργοστάσια πού ιδρύει, αγοράζει ή ενοικιάζει καί σέ εργοστάσια ελληνικά ή ξένα μέ τά όποία συνεργάζεται ύστερα από υπογραφή σχετικών συμβάσεων.

2. Ή Έθνική Φαρμακοβιομηχανία υπογράφει συμβάσεις μέ τρίτα φυσικά ή νομικά πρόσωπα γιά τήν παρασκευή φαρμακευτικών καί άλλων προϊόντων τής αρμοδιότητάς της, γιά τήν εισαγωγή, εξαγωγή καί γενικά τή διακίνηση καί διάθεση τέτοιων προϊόντων, σύμφωνα μέ τό σύστημα πού κάθε φορά ισχύει, ή γιά τήν προμήθεια παρόμοιων προϊόντων γιά

λογαριασμό τοῦ Δημοσίου, Ἀσφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Νοσηλευτικῶν Μονάδων.

3. α. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. ὕστερα ἀπὸ αἴτηση τῶν ἐνδιαφερομένων πρὸς αὐτό, ἐπιτρέπεται στὴν Ε.Φ. καὶ στὶς συνεργαζόμενες μὲ αὐτὴν ἐπιχειρήσεις τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ ὁριστικὰ ἢ κατὰ περίπτωση, ἡ μεταστέγαση ἢ συστέγαση ἐργοστασίων τους καὶ ἡ μεταβίβαση ἢ μεταφορὰ μέρους ἢ τοῦ συνόλου τῆς παραγωγῆς ἢ τοῦ ἐξοπλισμοῦ τους ἀπὸ ἐργοστάσιο σὲ ἐργοστάσιο τῆς ἴδιας ἢ ἄλλης συνεργαζόμενης ἐπίσης ἐπιχείρησης, ἂν μ' αὐτὸν τὸν τρόπο ἐπιτυγχάνεται ἡ βελτίωση τῆς ποιότητας τῶν προϊόντων, ἡ ἐξειδίκευση τῆς παραγωγῆς τῶν ἐργοστασίων ἢ ἡ διευκόλυνση πιθανῶν ἀναγκαίων ἀλλαγῶν ποὺ ἐπιβάλλονται ἀπὸ τὴν ἐφαρμογὴ τῶν ὅρων τῆς συνεργασίας. Στὴν ἄδεια καθορίζονται ἀναλυτικὰ τὰ μέτρα ποὺ πρέπει νὰ ληφθοῦν γιὰ τὴν ἐξασφάλιση τῆς ποιότητας καὶ τῆς ἀσφάλειας τῆς παραγωγῆς καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια. Σὲ ἐπιχειρήσεις ποὺ κάνουν χρήση τῶν εὐχερειῶν αὐτῶν ἀπαγορεύεται ἀπὸ τὴν ἡμέρα τῆς ὑποβολῆς τῆς σχετικῆς αἴτησης καὶ γιὰ ἕνα χρόνο ἀπὸ τὴν πραγματοποίηση τῆς μεταστέγασης ἢ συστέγασης ἢ μεταφορᾶς παραγωγῆς κλπ. ἡ μείωση τοῦ προσωπικοῦ τους.

β. Μὲ τὴν ἴδια διαδικασία χορήγησης ἄδειας ἐπιτρέπεται ὁριστικὰ ἢ κατὰ περίπτωση ἡ μεταστέγαση, ἡ συστέγαση καὶ ἡ μεταφορὰ μέρους ἢ τοῦ συνόλου τῆς παραγωγῆς ἢ τῆς παραγωγικῆς διαδικασίας τῶν μονάδων παραγωγῆς καλλυντικῶν προϊόντων.

Ἡ παραγωγὴ ἑλληνικῶν καλλυντικῶν προϊόντων μὲ σύμβαση ἔργου ὁποιασδήποτε μορφῆς δύναται νὰ ἐπιτραπεῖ μόνο μεταξὺ μονάδων παραγωγῆς τέτοιων προϊόντων.

Στὴ γνωμοδοτικὴ ἀπόφαση γιὰ τὴ χορήγηση τῆς ἄδειας, τὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. συνεκτιμᾶ τὸν ὅλο ὄγκο παραγωγῆς καὶ πωλήσεως τῶν παραπάνω προϊόντων ἔτσι ὥστε ἡ μεταφερόμενη δραστηριότητα τῆς ἐπιχείρησης νὰ μὴν ὑπερβαίνει αὐτὴ ποὺ παραμένει.

Οἱ διατάξεις τοῦ ἐδαφ. α τῆς ἴδιας παραγρ. γιὰ τὸ προσωπικὸ ἰσχύουν καὶ σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση.

4. Ἡ Ε.Φ. ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ συνάπτει δάνεια μὲ τὴν ἐγγύηση τοῦ Ε.Ο.Φ. ἢ τοῦ Δημοσίου σύμφωνα μὲ τὸ νόμο.

5. Ἡ Ε.Φ. μπορεῖ μὲ τὴν ἔγκριση τοῦ Ε.Ο.Φ. νὰ ἱδρύει μόνη της ἢ μὲ τὴ συνεργασία τῆς Τοπικῆς Αὐτοδιοίκησης ἢ συνεταιρισμῶν ἐπιστημόνων ἢ ἐπαγγελματιῶν τῶν εἰδῶν τῆς ἁρμοδιότητάς της ἢ τρίτων φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων, συνεταιρισμοὺς ἢ ἐμπορικὲς ἐπιχειρήσεις ἐκτὸς φαρμακείων ἢ κέντρα ἐρευνῶν.

Ἄρθρο 21.

Διαχείριση — Ἔλεγχος.

1. Κάθε περίσσευμα ἀπὸ τὶς οἰκονομικὲς δραστηριότητες τῆς Ε.Φ. κατατίθεται ἀμέσως σὲ Ἑλληνικὴ Τράπεζα καὶ ἀναλαμβάνεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Ε.Φ. γιὰ τὴν ἐκπλήρωση τῶν σκοπῶν της.

2. Γιὰ κάθε δαπάνη ἀποφασίζει τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τὸ ὁποῖο μπορεῖ νὰ ἐξουσιοδοτεῖ μὲ ἀπόφασή του τὸ Διευθύνοντα Σύμβουλο ἢ τὸν Πρόεδρο ἢ καὶ τοὺς δύο μαζὶ γιὰ τὴν ἔγκριση δαπανῶν μέχρι ὁρισμένο ὕψος, ἢ γιὰ δαπάνες ἀνεξάρτητες ἀπὸ τὸ ὕψος τους, γιὰ τὶς ὁποῖες ἀπαιτεῖται ἡ διενέργεια διαγωνισμοῦ.

3. Ὁ ἐτήσιος ἰσολογισμὸς τῆς Ε.Φ. ἐλέγχεται ἀπὸ Ὁρκωτοὺς Λογιστές, οἱ ὁποῖοι ἀσκοῦν συγχρόνως καὶ πλήρη τακτικὸ ἔλεγχο τῆς διαχείρισης. Στὴ διάρκεια τῆς χρήσης γίνονται ἀπὸ Ὁρκωτοὺς Λογιστὲς ἢ ἄλλα ἐλεγκτικὰ ὄργανα καὶ ἔκτακτοι ἔλεγχοι στὴ διαχείριση.

4. Μέσα σὲ τρεῖς μῆνες ἀπὸ τὴ λήξη κάθε χρήσης, ἡ Ε.Φ. ἔχει ὑποχρέωση νὰ καταρτίζει ἔκθεση πεπραγμένων σὲ ὅ,τι ἀφορᾶ τὴ διαχείριση τῶν πόρων ποὺ τῆς διατέθηκαν. Τὰ ἐλλείμματα τοῦ ἰσολογισμοῦ θὰ καλύπτονται μὲ ἐπιχορήγηση τοῦ Ε.Ο.Φ. Τὰ πλεονάσματα ἀποτελοῦν πόρους τοῦ Ε.Ο.Φ.

Ἄρθρο 22.

Συμβούλια Ἐποπτείας.

Στὶς μονάδες τῆς Ε.Φ., σὲ κάθε βιομηχανία ποὺ συνεργάζεται μαζί της καὶ γενικὰ σὲ κάθε μονάδα παραγωγῆς φαρμακευτικῶν προϊόντων γιὰ ἀνθρώπινη χρήση δημιουργεῖται Συμβούλιο ἐποπτείας τῆς παραγωγικῆς διαδικασίας. Τὸ Συμβούλιο ἐποπτείας εἶναι πενταμελὲς καὶ ἀποτελεῖται ἀπό: α) Τὸν ὑπεύθυνο παραγωγῆς, β) Τὸν ὑπεύθυνο ἐλέγχου ποιότητας, γ) Ἐκπρόσωπο τοῦ ἐργοδότη, δ) Ἐκπρόσωπο τῶν ἐργαζόμενων ποὺ ἐκλέγεται ἀπευθείας ἀπὸ γενικὴ τους συνέλευση μὲ μυστικὴ ψηφοφορία στὴν ὁποία παίρνουν μέρος τουλάχιστον τὰ 3/5 τοῦ συνόλου τῶν ἐργαζόμενων, ε) Ἐκπρόσωπο τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ προεδρεύει στὶς συνεδριάσεις. Ἔργο τοῦ Συμβουλίου ἐποπτείας εἶναι ἡ φροντίδα γιὰ τὴν τήρηση καὶ ἡ πρόταση γιὰ τὴ λήψη μέτρων ποὺ ἀφοροῦν τοὺς κανόνες καλῆς παρασκευῆς τῶν προϊόντων, τὴν ἀσφάλεια τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων, τὴν προστασία τοῦ περιβάλλοντος, τὴν αὔξηση τῆς παραγωγικότητας, τὶς ἀναγκαῖες ἐπενδύσεις καὶ τὴ βελτίωση τῶν συνθηκῶν ἐργασίας. Οἱ προτάσεις καὶ οἱ ἐκθέσεις τοῦ Συμβουλίου κοινοποιοῦνται στὸν Ε.Ο.Φ. Οἱ διαδικασίες λειτουργίας τοῦ Συμβουλίου Ἐποπτείας καθορίζονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ εἰσήγηση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Γ'.

Ἵδρυση καὶ ὀργάνωση Κρατικῆς Φαρμακαποθήκης.

Ἄρθρο 23.

Σύσταση.

1. Ἱδρύεται μὲ τὸ νόμο αὐτὸν μὲ κεφάλαια τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ τοῦ Δημοσίου καὶ κάτω ἀπὸ τὴν εὐθύνη τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀνώνυμη ἑταιρία μὲ τὴν ἐπωνυμία «ΚΡΑΤΙΚΗ ΦΑΡΜΑΚΑΠΟΘΗΚΗ Α.Ε.» μὲ ἕδρα τὴν Ἀθήνα.

2. Ἡ Κρατικὴ Φαρμακαποθήκη (Κ.Φ.) θὰ λειτουργεῖ γιὰ τὴν ἐξυπηρέτηση τῶν εὐρύτερων κοινωνικῶν συμφερόντων, μὲ τὴ μορφὴ τῆς Ἀνώνυμης Ἑταιρείας. Οἱ διατάξεις νόμων γιὰ τὶς ἀνώνυμες ἑταιρεῖες ἔχουν ἐφαρμογὴ καὶ στὴν Κρατικὴ Φαρμακαποθήκη ἐκτὸς ἂν ὑπάρχει διαφορετικὴ ἀντιμετώπιση στὸ νόμο αὐτόν. Ὁ χρόνος διάρκειας εἶναι ἀόριστος.

3. Τὸ Μετοχικὸ Κεφάλαιο τῆς Κρατικῆς Φαρμακαποθήκης ἐκφράζεται μὲ μιὰ μετοχὴ ἡ ὁποία ἀνήκει στὸν ΕΟΦ.

4. Τὴν ἐποπτεία τῆς Κρατικῆς Φαρμακαποθήκης ἔχει τὸ Κράτος καὶ ἀσκεῖται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας διὰ τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

Ἄρθρο 24.

Σκοπός.

Σκοπὸς τῆς Κρατικῆς Φαρμακαποθήκης εἶναι: ἡ εἰσαγωγή, ἐξαγωγή, ἐμπορία καὶ γενικὰ ἡ διακίνηση εἰδῶν τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ, ποὺ καθορίζονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

Ἄρθρο 25.

1. Ἡ Κρατικὴ Φαρμακαποθήκη διοικεῖται ἀπὸ ἐννεαμελὲς Διοικητικὸ Συμβούλιο ποὺ ἀποτελεῖται ἀπό:

α. Τὸν Πρόεδρο ποὺ πρέπει νὰ εἶναι φαρμακοποιός.

β. Ἕναν ἐκπρόσωπο τοῦ Πανελλήνιου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου.

γ. Ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὴν Γ.Σ.Ε.Ε. μεταξὺ τῶν ἐργαζομένων σὲ ἐπιχειρήσεις σχετικὲς μὲ τὸ ἀντικείμενο τῆς Κ.Φ.

δ. Έναν εκπρόσωπο της Τοπικής Αυτοδιοίκησης που ορίζεται από την Κ.Ε.Δ.Κ.Ε.

ε. Έναν εκπρόσωπο των συνεργαζόμενων με την Κ.Φ. Φαρμακαποθηκών που ορίζεται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας.

στ. Έναν εκπρόσωπο των εργαζόμενων στην Κ.Φ. που εκλέγεται από Γενική τους Συνέλευση με μυστική ψηφοφορία όπου παίρνουν μέρος τουλάχιστον τα 3/5 του συνόλου των εργαζομένων στην Κ.Φ.

ζ. Τρεις (3) επιστήμονες με ειδικές γνώσεις και πείρα στα θέματα που έχουν σχέση με το αντικείμενο της Κ.Φ, που ορίζονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας.

2. Οι διατάξεις των άρθρων 17, 18, 19 και 21 του νόμου αυτού για την Εθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε. εφαρμόζονται ανάλογα και στην Κρατική Φαρμακαποθήκη.

Άρθρο 26.

1. Η Κ.Φ. διακινεί τα προϊόντα της αρμοδιότητάς της και από φαρμακαποθήκες που βρίσκονται σε λειτουργία και με τις οποίες συνεργάζεται ύστερα από υπογραφή των σχετικών συμβάσεων.

2. Η Κ.Φ. έχει τη δυνατότητα να υπογράφει συμβάσεις με τρίτα φυσικά ή νομικά πρόσωπα για την εισαγωγή, εξαγωγή, εμπορία και γενικά τη διακίνηση των ειδών της αρμοδιότητάς της. Συνεργαζόμενος με την Κ.Φ. θεωρείται κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο που εντάσσεται στο συνολικό σχεδιασμό της Κ.Φ. για την εκπλήρωση των σκοπών της.

3. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του ΕΟ.Φ., ύστερα από αίτηση όλων των ενδιαφερομένων, δίνεται η άδεια στους συνεργαζόμενους με την Κ.Φ. φαρμακαποθηκάριους και φαρμακέμπορους, που την 1.10.1982 είχαν σε νόμιμη λειτουργία φαρμακαποθήκη, και φαρμακοποιούς με φαρμακείο, να ιδρύουν Συνεταιρισμούς Περιορισμένης Ευθύνης.

Απαραίτητη προϋπόθεση για τη συμμετοχή φαρμακαποθηκάριων και φαρμακέμπορων στους συνεταιρισμούς είναι να παρέχουν την προσωπική τους εργασία στο συνεταιρισμό μέχρι τη συμπλήρωση του νόμιμου χρόνου συνταξιοδότησής τους, οπότε και αποχωρούν, η δε τυχόν απόλυσή τους γίνεται μόνο μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Η δυνατότητα ίδρυσης συνεταιρισμών με συμμετοχή φαρμακαποθηκάριων και φαρμακέμπορων λήγει την 31.12.1985.

Στα εκλεγμένα όργανα της παραπάνω μορφής συνεταιρισμού οι φαρμακαποθηκάριοι και οι φαρμακέμποροι δεν μπορούν να είναι πλειοψηφία.

Το ύψος του ατομικού μεριδίου καθώς και ο ελάχιστος αριθμός φαρμακοποιών και φαρμακέμπορων που μετέχουν στους συνεταιρισμούς καθορίζεται κατά περίπτωση με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Με Προεδρικό Διάταγμα που εκδίδεται με γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και πρόταση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας καθορίζονται περιορισμοί μόνο ως προς τη συμμετοχή των συνεταίρων, τις συνεταιρικές μερίδες, που πρέπει να περιέχουν ίσο αριθμό ατομικών μεριδίων και το περιεχόμενο καταστατικού.

Ειδικότερα για φαρμακευτικούς συλλόγους με μέλη περισσότερα από 100, επιτρέπεται η ίδρυση συνεταιρισμών περισσότερων του ενός (1), ο δε αριθμός των φαρμακοποιών που μετέχουν σε καθένα δε μπορεί να είναι μικρότερος των πενήντα (50). Στις περιπτώσεις αυτές απαγορεύεται η συμμετοχή φαρμακοποιών και φαρμακέμπορων σε περισσότερους από ένα (1) συνεταιρισμούς.

4. Με σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από αίτηση των ενδιαφερομένων, επιτρέπεται στην Κ.Φ. και στις συνεργαζόμενες μ' αυτήν επιχειρήσεις της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού, οριστικά ή κατά περίπτωση, η μετεστέγαση ή συστέγαση οποιουδήποτε αριθμού αυτών.

Στις επιχειρήσεις που κάνουν χρήση των ευχερειών αυτών, καθώς και στους συνεταιρισμούς της παραγράφου 3, απαγορεύεται, από την ημέρα της υποβολής της σχετικής αίτησης και για ένα χρόνο από την πραγματοποίηση της μεταστέγασης ή συστέγασης ή ίδρυσης του συνεταιρισμού, η μείωση του προσωπικού τους.

5. Η Κ.Φ. έχει το δικαίωμα να συνάπτει δάνεια με την εγγύηση του Ε.Ο.Φ. ή του Δημοσίου, σύμφωνα με το νόμο.

6. Η Κ.Φ. μπορεί με έγκριση του Ε.Ο.Φ. να ιδρύει μόνη της ή με τη συνεργασία της τοπικής αυτοδιοίκησης ή συνεταιρισμού επιστημόνων ή συνεταιρισμού επαγγελματιών της αρμοδιότητάς της ή τρίτων φυσικών ή Νομικών Προσώπων, Συνεταιρισμούς ή εμπορικές επιχειρήσεις, εκτός από φαρμακεία και συνεταιρισμούς φαρμακοποιών, για τους οποίους ισχύουν όσα ορίζονται στην παράγραφο 3 του άρθρου αυτού.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Δ'.

Συμπλήρωση και τροποποίηση διατάξεων της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας.

Άρθρο 27.

1. Τα εργοστάσια και εργαστήρια παραγωγής των προϊόντων του άρθρου 2 του νόμου αυτού, διευθύνονται από υπεύθυνο πτυχιούχο Χημικό ή Φαρμακοποιό ή Γιατρό ή Βιολόγο ή Κτηνίατρο, απόφοιτο Πανεπιστημιακών ή Πολυτεχνικών Σχολών της Ελλάδας ή ισότιμων προς αυτές του Εξωτερικού, με πλήρη απασχόληση. Κατεξαίρεση τα εργοστάσια και εργαστήρια παραγωγής ειδών της περίπτωσης β της παραγρ. 2 του άρθρου 2 του νόμου αυτού, διαθέτουν έναν υπεύθυνο παραγωγής και έναν υπεύθυνο ποιοτικού ελέγχου, από τις ειδικότητες των επιστημόνων της προηγούμενης παραγράφου, από τους οποίους ο ένας έχει και τη γενική εποπτεία και ευθύνη λειτουργίας του εργοστασίου.

2. Ο διορισμός και η αντικατάσταση των ανωτέρω υπεύθυνων γίνεται με απόφαση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. κατά τη διαδικασία και με τις προϋποθέσεις των παραγρ. 1 και 2 του άρθρου 29 του Ν. 5607/1932 και πρέπει να έχουν:

α. Πτυχίο μιάς των ειδικοτήτων και σχολών της παρ. 1 ανωτέρω.

β. Τριετή τουλάχιστον προϋπηρεσία ή εξειδίκευση και διετή προϋπηρεσία στα αντικείμενα της υπευθυνότητάς τους, για τους υπεύθυνους εργοστασίων και εργαστηρίων παραγωγής ειδών της περιπτώσεως β' της παρ. 2 του άρθρου 2 νόμου αυτού.

γ. Τα προσόντα των εδαφίων γ και δ, της παρ. 1 του άρθρου 1 του Α.Ν. 517/1968 και

δ. Να μην έχουν τιμωρηθεί για παράβαση της φαρμακευτικής νομοθεσίας με ποινή φυλάκισης ή οριστικής ανάκλησης άδειας λειτουργίας καταστήματος ή άσκησης επαγγέλματος.

3. Κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο που ασχολείται με παραγωγή, εμπορία και γενικά διακίνηση δραστικών ουσιών για φαρμακευτικά προϊόντα, έχει υποχρέωση να τηρεί πλήρη στοιχεία παραλαβής, ελέγχου και διάθεσης αυτών. Επίσης κάθε Βιομηχανική και Εμπορική επιχείρηση φαρμακευτικών προϊόντων έχει υποχρέωση να τηρεί πλήρη στοιχεία παραλαβής, ανάλυσης και διάθεσης των δραστικών ουσιών κατά παρτίδα, καθώς και όμοια στοιχεία για τα έτοιμα προϊόντα. Τα στοιχεία αυτά είναι πάντοτε στη διάθεση του Ε.Ο.Φ. και οι παραβάτες υπόκεινται στις κυρώσεις του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/73.

4. Για τη δημιουργία μητρώου και αρχείου ελέγχου και διακίνησης των προϊόντων της αρμοδιότητάς του, ο Ε.Ο.Φ. συγκροτεί μηχανογραφικό σύστημα. Κάθε Βιομηχανική και Εμπορική επιχείρηση έχει υποχρέωση να παρέχει στον Ε.Ο.Φ. όλα τα ζητούμενα στοιχεία και τις απαιτούμενες διευκολύνσεις για την εγκατάσταση και λειτουργία του μηχανογραφικού συστήματος.

5. Σὲ περίπτωση συγχώνευσης φαρμακοβιομηχανιῶν:

α. Ἐπιτρέπεται ἡ συνέχιση τῆς παραγωγῆς στὰ ἐργοστάσια ποὺ συγχωνευτήκανε, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι καθένα ἀπὸ αὐτὰ λειτουργεῖ μὲ τὴν ἐποπτεία τῶν ἀπαραίτητων ὑπεύθυνων παραγωγῆς καὶ ἐλέγχου ποιότητας.

β. Ἐπιτρέπεται ἐπίσης ἡ μεταφορὰ παραγωγῆς προϊόντων ἀπὸ τὸ ἕνα ἐργοστάσιο στὸ ἄλλο, μετὰ ἀπὸ σχετικὴ ἔγκριση τοῦ Ε.Ο.Φ., ποὺ καθορίζει καὶ τοὺς ἀπαραίτητους ὅρους γιὰ τὴ διασφάλιση τῆς ποιότητας τῶν προϊόντων.

Ἄρθρο 28.

1. Ἀπὸ τὴν ἰσχὺ τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ μέχρι 31.12.1985 οἱ προσλήψεις καὶ ἀπολύσεις τοῦ προσωπικοῦ τῶν ἐπιχειρήσεων ποὺ ἀσχολοῦνται μὲ τὴν παραγωγή, εἰσαγωγή, ἐξαγωγὴ καὶ ἐμπορία φαρμακευτικῶν προϊόντων, ὑπόκεινται στὶς ἑξῆς ρυθμίσεις:

α. Ἀπολύσεις μὲ αἰτιολογικὸ μείωση προσωπικοῦ γίνονται μόνο μετὰ ἀπὸ ἔγγραφη ἑξάμηνη προειδοποίηση τοῦ Ε.Ο.Φ. Κάθε ἀπόλυση γιὰ ἄλλους λόγους συνεπάγεται ἄμεση συμπλήρωση τῆς κενῆς θέσης.

β. Ἐργαζόμενοι ποὺ ἀπολύθηκαν ἀπὸ 9 Φεβρουαρίου 1982 καὶ μετὰ μὲ αἰτιολογικὸ μείωση προσωπικοῦ ἐπαναπροσλαμβάνονται κατὰ προτεραιότητα ἀπὸ τὶς ἐπιχειρήσεις ποὺ ἀπολύθηκαν, ἂν ὑπάρξουν ἀνάγκες νέων προσλήψεων.

γ. Ὁποιαδήποτε ἀνάγκη σὲ προσωπικὸ τῶν παραπάνω ἐπιχειρήσεων καλύπτεται κατὰ προτεραιότητα ἀπὸ ἐκείνους ποὺ ἔχουν προϋπηρεσία σὲ ἀντίστοιχες ἐπιχειρήσεις καὶ ἀπολύθηκαν μὲ αἰτιολογικὸ μείωση προσωπικοῦ. Γιὰ κάθε πρόσληψη ποὺ δὲν ἐντάσσεται στὴν περίπτωση αὐτὴ ἀπαιτεῖται προηγούμενη ἔγγραφη ἄδεια τοῦ Ε.Ο.Φ.

δ. Οἱ ἐργαζόμενοι μὲ πλήρη ἀπασχόληση στὶς 9 Φεβρουαρίου 1982 γιὰ τὴν ἰατρικὴ ἐνημέρωση ἀπὸ τὶς παραπάνω ἐπιχειρήσεις, ποὺ δὲν ἔχουν συμπληρώσει τὶς συνταξιοδοτικὲς προϋποθέσεις, προσλαμβάνονται ἐπιπλέον, κατὰ προτεραιότητα ἀπὸ ἄλλους ὑποψηφίους, ἂν ἔχουν τὰ ζητούμενα τυπικὰ καὶ οὐσιαστικὰ προσόντα τῶν προκηρυσσομένων θέσεων, σὲ θέσεις τῶν Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν ἢ Ν.Π.Δ.Δ. ποὺ ἔχουν ἄμεση ἐξάρτηση ἀπὸ τὸ Ὑπουργεῖο Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Οἱ σχετικὲς μὲ τοὺς περιορισμοὺς τῶν ὁρίων ἡλικίας διατάξεις τοῦ νόμου δὲν ἐφαρμόζονται στὴν περίπτωση αὐτή. Ὅσοι προσλαμβάνονται σύμφωνα μὲ τὴν παροῦσα διάταξη, μποροῦν νὰ ἐπιλέξουν τὴν ἀσφαλιστικὴ κάλυψη τοῦ παλαιοῦ ἢ τοῦ νέου ἀσφαλιστικοῦ φορέα. Τὸ δικαίωμα αὐτὸ ἀσκεῖται ἐντὸς τριμήνου ἀπὸ τὴν πρόσληψή τους.

2. α) Κάθε ἀπόλυση ποὺ γίνεται μετὰ τὴν ἰσχὺ αὐτοῦ τοῦ νόμου κατὰ παράβαση τῶν παραπάνω διατάξεων, καθὼς καὶ κάθε ἀπόλυση ποὺ ἔγινε ἀπὸ 1η Μαΐου 1982 μέχρι καὶ τὴν ἰσχὺ αὐτοῦ τοῦ νόμου γιὰ ὁποιοδήποτε λόγο, εἶναι ἄκυρη, ἐκτὸς ἂν αὐτοὶ ποὺ ἀπολύθηκαν ἐργάζονται σὲ ἀντίστοιχη θέση. Ἐξαιροῦνται οἱ περιπτώσεις ἀπολύσεων ποὺ ὀφείλονται σὲ ἀποδεδειγμένη ὑπευθυνότητα ὅσων ἀπολύθηκαν καὶ ἐφ' ὅσον στὴν περίπτωση αὐτὴ ἔχει γίνει ἀναπλήρωση τῶν ἀπολυθέντων.

β) Προσλήψεις σὲ τμήματα ἰατρικῆς ἐνημέρωσης, ποὺ ἔγιναν μετὰ τὶς 9.2.1982 καθὼς καὶ κάθε πρόσληψη προσωπικοῦ χωρὶς νὰ τηρηθοῦν οἱ προηγούμενες προϋποθέσεις καὶ διατυπώσεις, ἔχουν σὰ συνέπεια νὰ μὴν περιλαμβάνονται στὰ ἔξοδα τῶν ἐπιχειρήσεων καὶ νὰ μὴν ἐπιβαρύνουν τὸ κόστος τῶν προϊόντων οἱ μισθοὶ καὶ κάθε ἄλλη δαπάνη τοῦ προσωπικοῦ αὐτοῦ κατὰ τὸ τρέχον καὶ τὸ ἑπόμενο οἰκονομικὸ ἔτος ἀπὸ τὴν πρόσληψη.

3. Οἱ παραβάτες τῶν διατάξεων αὐτοῦ τοῦ ἄρθρου τιμωροῦνται μὲ τὶς ποινὲς τῆς παραγράφου 5Α τοῦ ἄρθρου 19 τοῦ Ν.Δ. 96/1973.

4. Στὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ δὲν ὑπάγονται οἱ μικτὲς ἐπιχειρήσεις ποὺ ἀσχολοῦνται συγχρόνως μὲ φάρμακα καὶ ἄλλα προϊόντα (καλλυντικὰ κλπ.) καὶ τῶν ὁποίων ὁ κύκλος ἐργασιῶν ἢ ἡ παραγωγὴ τῶν φαρμακευτικῶν προϊόντων στὴν παραγωγικὴ μονάδα εἶναι μικρότερος τοῦ 60% τοῦ συνολικοῦ κύκλου ἐργασιῶν ἢ τῆς παραγωγῆς τους ἀντίστοιχα. Ἐξαίρεση ἀποτελοῦν οἱ ἐργαζόμενοι τῶν ἐπιχειρήσεων αὐτῶν ποὺ ἀσχολοῦνται μὲ τὸ ἀντικείμενο τοῦ φαρμάκου.

5. Σὲ κάθε περίπτωση ποὺ γιὰ ἀντικειμενικοὺς λόγους, ποὺ διαπιστώνονται ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ., δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ τήρηση τῶν παραπάνω διατάξεων καὶ μόνο γιὰ τὰ σημεῖα ποὺ ὑπερκαλύπτουν τὴν ὑπόλοιπη ἐργατικὴ νομοθεσία ἐφαρμόζονται οἱ γενικὲς διατάξεις τῆς Ἐργατικῆς Νομοθεσίας.

Ἄρθρο 29.

1. Στὴν παράγραφο 6 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται τρίτο ἐδάφιο ὡς ἑξῆς: «Στὴν ἐξωτερικὴ καὶ ἐσωτερικὴ συσκευασία, στὶς ὁδηγίες χρήσεως καὶ σὲ κάθε μορφῆς ἔγγραφη ἐνημέρωση ὅλων τῶν φαρμακευτικῶν ἰδιοσκευασμάτων ποὺ κυκλοφοροῦν στὴν Ἑλληνικὴ ἀγορά, ἀναγράφεται ὑποχρεωτικὰ ἡ κοινόχρηστη ὀνομασία τῶν δραστικῶν τους οὐσιῶν (GENERIC NAMES) δίπλα ἢ κάτω ἀπὸ τὸ ἐμπορικό τους ὄνομα (σῆμα) μὲ τὰ ἴδια ἀκριβῶς τυπογραφικὰ στοιχεῖα. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ εἰσήγηση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καθορίζονται τὰ ἰδιοσκευάσματα γιὰ τὰ ὁποῖα, ἐκτὸς ἀπὸ τὴν ἀναγραφὴ τῶν παραπάνω στοιχείων, ἀπαιτεῖται ἡ ἀναγραφὴ στὶς ἴδιες περιπτώσεις, μὲ ἐξαίρεση τὴν ἐσωτερικὴ συσκευασία καὶ μὲ τὰ ἴδια τυπογραφικὰ στοιχεῖα καὶ τῶν ἐνδείξεων: «Περιλαμβάνεται στὸ Ἐθνικὸ Συνταγολόγιο» ἢ «Δὲν περιλαμβάνεται στὸ Ἐθνικὸ Συνταγολόγιο».

2. Οἱ παράγραφοι 4, 5 καὶ 6 τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίστανται ὡς ἑξῆς: «4. Κάθε δικαιοῦχος ἄδειας κυκλοφορίας φαρμακευτικῶν προϊόντων ἔχει ὑποχρέωση νὰ ἐφοδιάζει κανονικὰ τὴν ἀγορὰ μὲ τὰ προϊόντα ποὺ εἰσάγει ἢ παράγει. Σὲ περίπτωση ἀδυναμίας του ἢ πρὶν ἀπὸ κάθε μεταβολὴ ποὺ μπορεῖ νὰ ἐπηρεάσει τὴν κυκλοφορία ἀπὸ ἄποψη ἐπάρκειας ἢ τιμῶν, ἔχει ὑποχρέωση νὰ εἰδοποιεῖ ἔγγραφα τὸν Ε.Ο.Φ. τουλάχιστον πρὶν ἀπὸ 3 μῆνες». «5. Ὁ Ε.Ο.Φ. μπορεῖ ὁποτεδήποτε νὰ προβαίνει στὴν εἰσαγωγὴ ὁποιουδήποτε προϊόντος, χωρὶς ποσοτικοὺς ἢ ἄλλους περιορισμούς, ἂν οἱ ἀνάγκες τῆς δημόσιας ὑγείας τὸ ἐπιβάλλουν ἢ ἂν ὁ δικαιοῦχος τῆς ἄδειας κυκλοφορίας δὲ συμμορφώνεται πρὸς τὶς ὑποχρεώσεις του ἀπὸ τὶς διατάξεις τοῦ παρόντος καὶ γενικὰ πρὸς τὶς κείμενες διατάξεις. Τὸ ἔργο αὐτὸ μπορεῖ νὰ ἀναθέσει καὶ σὲ φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ/κοῦ Συμβουλίου. Μὲ τὴν ἴδια ἀπόφαση καθορίζονται οἱ ὅροι τῆς ἀνάθεσης, εἰσαγωγῆς, κυκλοφορίας καὶ τιμῆς πώλησης τῶν ἀνωτέρω προϊόντων, κατὰ παρέκκλιση τῶν διατάξεων ποὺ ἰσχύουν». «6. Κατεξαίρεση ὁ Ε.Ο.Φ. μπορεῖ μὲ ἀπόφασή του νὰ ἐπιτρέπει σὲ εἰδικὲς περιπτώσεις τὴν εἰσαγωγὴ μὴ ἐγκεκριμένων ἀλλοδαπῶν φαρμάκων, σὲ περιορισμένη ποσότητα καὶ γιὰ συγκεκριμένους σκοποὺς ποὺ καθορίζονται σαφῶς στὴ σχετικὴ ἀπόφαση. Μπορεῖ ἐπίσης, σὲ περιπτώσεις μὴ κανονικῆς διακίνησης φαρμακευτικῶν προϊόντων ἀπὸ τοὺς ὑπεύθυνους φορεῖς, σύμφωνα μὲ τὴν κείμενη νομοθεσία, νὰ ἐπιτρέψει μὲ ἀπόφασή του τὸν ἐφοδιασμὸ τῶν Νοσοκομείων, Κλινικῶν, Κέντρων Ὑγείας, Ἀγροτικῶν Ἰατρείων, Δημόσιων Ταμείων κλπ. ἀπευθείας ἀπὸ φαρμακευτικὲς βιομηχανίες ἢ ἐμπορικὲς ἐπιχειρήσεις ἢ μὲ εὐθύνη τῆς Κρατικῆς Φαρμακαποθήκης».

3. Στὸ ἄρθρο 9 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 4 ὡς ἑξῆς:

«4. Κατὰ παρέκκλιση τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 7, 8 καὶ 9 τοῦ παρόντος νόμου, ἡ Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε. μπορεῖ νὰ εἶναι δικαιοῦχος ἀδειῶν κυκλοφορίας φαρμακευτικῶν προϊόντων καὶ ὅλων γενικὰ τῶν προϊόντων ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ., χωρὶς νὰ ἀπαιτεῖται νὰ ἔχει σὲ νόμιμη λειτουργία καὶ ἀντίστοιχο ἐργοστάσιο ἢ ἐργαστήριο παρασκευῆς τους».

Άρθρο 30.

Στὸ ἄρθρο 12 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 4 ὡς ἑξῆς:

«4.α) Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καταρτίζεται περιοδικὰ Πίνακας ἢ Κατάλογος τῶν φαρμακευτικῶν προϊόντων ποὺ θὰ χορηγοῦνται ἀπὸ τά: Δημόσιο, Ν.Π.Δ.Δ. (Νοσοκομεῖα Ν.Π.Δ.Δ. Ν. 2492/1953, Κέντρα Ὑγείας, Ἀγροτικὰ Ἰατρεῖα κλπ.), καθὼς καὶ ἀπὸ Ν.Π.Ι.Δ. ποὺ ἐπιχορηγοῦνται καὶ ἐποπτεύονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὅπως ὁρίζονται στὸ ἄρθρο 9 παρ. 1 τοῦ Ν. 1232/1982 ΦΕΚ 22Α ἢ ἀπὸ ἄλλον Ὑπουργό.

β) Στὸν Πίνακα μποροῦν νὰ περιληφθοῦν μέχρι τρία (3) τὸ πολὺ ὅμοια σὲ εἶδος καὶ μορφὴ φαρμακευτικὰ ἰδιοσκευάσματα ἢ σκευάσματα ἢ ἄλλα φαρμακευτικὰ προϊόντα, ποὺ ἐπιλέγονται μὲ βασικὰ κριτήρια τὴν ποιότητα, τὸ κόστος καὶ γενικὰ τὸ συμφέρον τῆς Δημόσιας Ὑγείας καὶ τῆς Ἐθνικῆς Οἰκονομίας μεταξὺ ὅλων τῶν προϊόντων ποὺ κυκλοφοροῦν ἐφ' ὅσον οἱ δικαιοῦχοι τους ἔχουν συνάψει σύμβαση μὲ τὸν Ε.Ο.Φ. ποὺ καθορίζει τοὺς ὅρους παραγωγῆς, εἰσαγωγῆς καὶ διάθεσής τους.

Μὲ τὴν ἴδια διαδικασία γίνονται οἱ συμπληρώσεις, ἀνακλήσεις καὶ γενικὰ κάθε τροποποίηση τοῦ Καταλόγου.

γ) Ἡ λιανικὴ τιμὴ ὅλων τῶν ὅμοιων φαρμάκων ποὺ θὰ περιέχονται στὸν πίνακα θὰ εἶναι ἑνιαία. Προσφορὰ τιμῆς κατώτερης τοῦ πραγματικοῦ κόστους μὲ σκοπὸ νὰ περιληφθεῖ τὸ προϊὸν στὸν πίνακα ἀπαγορεύεται καὶ δὲν ἀναγνωρίζεται σὰν ζημιὰ τοῦ προσφέροντος.

δ) Μὲ τὴ δημοσίευση τοῦ προηγούμενου πίνακα παύει νὰ ἰσχύει κάθε μερικότερος πίνακας, κατάλογος ἢ συνταγολόγιο. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ γνώμη τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καθορίζονται οἱ λεπτομέρειες καὶ ὁ τρόπος διάθεσης τῶν ὑπαρχόντων ἀποθεμάτων».

Άρθρο 31.

1. Στὸ τέλος τῆς παραγρ. 2 τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 προστίθενται τὰ ἑξῆς: «Κάθε ἔντυπο ποὺ προορίζεται γιὰ ἰατρικὴ ἐνημέρωση ἢ γενικότερα γιὰ ἐνημέρωση ποὺ ἀφορᾶ φαρμακευτικὰ προϊόντα, πρέπει νὰ περιλαμβάνει ὑποχρεωτικὰ ὅλα τὰ στοιχεῖα ποὺ περιέχονται γιὰ τὰ ἀντίστοιχα προϊόντα στὸ Ἐθνικὸ Συνταγολόγιο. Τὸ ἔντυπο αὐτὸ κατατίθεται ὑποχρεωτικὰ στὸν Ε.Ο.Φ. πρὶν ἀπὸ τὴν κυκλοφορία του».

2. Ἡ παράγρ. 5 τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«5. Ἐπιτρέπεται σὲ παραγωγοὺς καὶ εἰσαγωγεῖς ἢ ἀντιπροσώπους οἴκων ἐξωτερικοῦ ἡ χορήγηση δωρεὰν μὴ ἐγκεκριμένων φαρμακευτικῶν προϊόντων σὲ Κρατικὰ Νοσηλευτικὰ Ἱδρύματα ἢ Ἱδρύματα ποὺ ἐποπτεύονται ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ. ἢ τὸ Ὑπουργεῖο Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, μὲ ἀποκλειστικὸ σκοπὸ τὴν ἐπιστημονικὴ ἔρευνα καὶ τὸν κλινικὸ ἔλεγχο τῶν προϊόντων αὐτῶν. Γιὰ κάθε κλινικὴ ἔρευνα καὶ γιὰ κάθε δωρεὰν χορήγηση φαρμακευτικῶν προϊόντων, ἀπαιτεῖται ἔγκριση τοῦ Ε.Ο.Φ., ὕστερα ἀπὸ αἴτηση τοῦ ἐνδιαφερόμενου καὶ σύμφωνη γνώμη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Νοσηλευτικοῦ Ἱδρύματος».

3. Ἡ παράγρ. 6 τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«6. Ἀπαγορεύεται ἀπολύτως ἡ πώληση ἢ χορήγηση μὲ ἀντάλλαγμα τῶν προϊόντων ποὺ παραχωρήθηκαν δωρεάν. Ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος νόμου ἀπαγορεύεται ἡ παρασκευή, εἰσαγωγή, χορήγηση καὶ κατοχὴ δειγμάτων ἀπὸ Φαρμακευτικὲς Βιομηχανίες ἢ Ἐμπορικὲς Ἐπιχειρήσεις. Σὲ ἐξαιρετικὲς περιπτώσεις μπορεῖ νὰ ἐπιτραπεῖ ἡ χορήγηση δειγμάτων μὲ εἰδικὰ αἰτιολογημένη ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. μὲ τὴν ὁποία καθορίζονται οἱ ὅροι παραγωγῆς ἢ εἰσαγωγῆς καὶ διάθεσης τῶν δειγμάτων καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια.

Ὀργάνωση ἢ χρηματοδότηση συνεδρίων ἢ σεμιναρίων καὶ ὁποιουδήποτε ἀντίστοιχου μέσου ἐνημέρωσης πάνω σὲ θέματα ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀπὸ Φαρμακευτικὲς Βιομηχανίες ἢ Ἐμπορικὲς Ἐπιχειρήσεις ἢ μέσω ὁποιασδήποτε διαφημιστικῆς ἢ ἄλλης ἐπιχείρησης παροχῆς ὑπηρεσιῶν, μπορεῖ νὰ ἐπιτρέπεται μετὰ ἀπὸ προηγούμενη ἔγκριση τοῦ Ε.Ο.Φ. Γιὰ τὴ χορήγηση τῆς ἄδειας οἱ ἐνδιαφερόμενοι ὑποβάλλουν ἔγκαιρα στὸν Ε.Ο.Φ. ἀναλυτικὸ πρόγραμμα τῶν ἐργασιῶν τοῦ συνεδρίου. Ἡ δαπάνη γιὰ παρόμοια συνέδρια ἢ σεμινάρια δὲν ἐπιβαρύνει τὸ κόστος τῶν προϊόντων».

Άρθρο 32.

Τὸ ἄρθρο 17 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Ἄρθρο 17.

1. Οἱ ἀνώτερες τιμὲς χονδρικῆς, νοσοκομειακῆς, λιανικῆς καὶ ἄλλης εἰδικῆς πώλησης τῶν προϊόντων ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ἐλέγχονται ἀγορανομικά, καθορίζονται μὲ δελτία τιμῶν ποὺ ἐκδίδει ὁ Ὑπουργὸς Ἐμπορίου μὲ σύμφωνη γνώμη τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὕστερα ἀπὸ γνώμη τῆς ἐπιτροπῆς τιμῶν, ποὺ προβλέπεται στὴν παράγραφο 3 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ. Πρὶν ἀπὸ τὴν ἔκδοση τοῦ δελτίου τιμῶν ὁ Ε.Ο.Φ. γνωμοδοτεῖ κατὰ τὴν κρίση του στὴν ἐπιτροπὴ τιμῶν καὶ στοὺς ἁρμόδιους Ὑπουργοὺς μὲ βάση τὰ στοιχεῖα ποὺ ἔχει ἢ μπορεῖ νὰ ζητεῖ ἀπὸ τὶς ἀντίστοιχες ἐπιχειρήσεις γιὰ τὸ πιθανὸ ὕψος τιμῶν τῶν πιὸ πάνω προϊόντων. Οἱ γνωμοδοτήσεις αὐτὲς δὲν εἶναι ὑποχρεωτικὲς γιὰ τὴν ἐπιτροπὴ τιμῶν καὶ τοὺς Ὑπουργούς. Κατὰ τὸν ἴδιο τρόπο καθορίζονται οἱ τιμὲς γιὰ προϊόντα ποὺ προορίζονται γιὰ τὸ Δημόσιο ἢ ὑπηρεσίες καὶ ἱδρύματα ποὺ ἐποπτεύονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ἢ ὁποιοδήποτε ἄλλο Ὑπουργό.

2. Μὲ ἀγορανομικὲς διατάξεις ποὺ ἐκδίδονται μὲ σύμφωνη γνώμη τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ εἰσήγηση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. πρὸς αὐτὸν καθορίζονται τὰ στοιχεῖα τοῦ κόστους, τὸ ὕψος τους καὶ ὁ τρόπος διαμόρφωσης τῶν τιμῶν ὅλων τῶν προϊόντων ἁρμοδιότητας Ε.Ο.Φ.

3. Στὸ Ὑπουργεῖο Ἐμπορίου συνιστᾶται 11μελὴς Ἐπιτροπὴ τιμῶν ποὺ ἀποτελεῖται ἀπό: α) ἕναν ἐκπρόσωπο τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ἐμπορίου, β) ἕναν ἐκπρόσωπο τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. αὐτοῦ, γ) ἕναν ἐκπρόσωπο τῆς Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. αὐτῆς. Μέχρι τὴ σύσταση τῆς Ε.Φ. ὁ Ὑπουργὸς Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὁρίζει πρόσωπο τῆς ἐκλογῆς του, δ) ἕναν ἐκπρόσωπο τοῦ Πανελλήνιου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ πρόταση τοῦ Πανελλήνιου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου, ε) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργοδοτικῶν φορέων παραγωγῆς ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ἐμπορίου, ἀπὸ τοὺς προτεινόμενους ἀπὸ τοὺς ἀντίστοιχους φορεῖς, στ) ἕναν ὁρκωτὸ λογιστὴ ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ἐμπορίου, ζ) ἕναν εἰδικὸ κοστολόγο ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ἐμπορίου, η) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὴ Γ.Σ.Ε.Ε., θ) ἕναν ἐκπρόσωπο τοπικῆς αὐτοδιοίκησης ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὴν ΚΕΔΚΕ, ι) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ταμείων ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων καὶ ια) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργοδοτικῶν φορέων εἰσαγωγῆς ποὺ ὁρίζεται μὲ τὸν τρόπο ποὺ καθορίζεται στὴν περίπτωση ε΄. Μὲ τὴν ἴδια διαδικασία προτείνονται καὶ ὁρίζονται ἀνὰ ἕνας ἀναπληρωτὴς γιὰ κάθε μέλος ἐπιτροπῆς.

Χρέη γραμματέα ἐκτελεῖ ὑπάλληλος τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ἐμπορίου. Ἡ ἐπιτροπὴ συγκροτεῖται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐμπορίου καὶ ἔργο της εἶναι ἡ γνωμοδότηση γιὰ θέματα ποὺ ἀφοροῦν τὶς τιμὲς χονδρικῆς καὶ λιανικῆς πώλησης προϊόντων ἁρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. Ἡ λειτουργία τῆς ἐπιτροπῆς καθορίζεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ἐμπορίου καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Μέχρι τὴ συγκρότηση τῆς ἀνωτέρω ἐπιτροπῆς ἐξακολουθεῖ νὰ λειτουργεῖ ἡ ἐπιτροπὴ τιμῶν ποὺ ὑφίσταται κατὰ τὴν ψήφιση αὐτοῦ τοῦ νόμου.

4. Κατά την πρώτη εφαρμογή του νόμου αυτού θα γίνει ανακοστολόγηση όλων των φαρμακευτικών προϊόντων που κυκλοφορούν. Τα στοιχεία που θα ζητηθούν από τους ενδιαφερόμενους, η διαδικασία και οι λεπτομέρειες της ανακοστολόγησης θα καθοριστούν με κοινή απόφαση των Υπουργών Εμπορίου και Υγείας και Πρόνοιας. Με την ίδια απόφαση μπορούν να ανατεθούν σχετικά καθήκοντα και σε όργανα ή υπηρεσίες του Ε.Ο.Φ. Οι δικαιούχοι αδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων οφείλουν να συμπληρώνουν τα έντυπα που θα παραλάβουν με όλα τα ζητούμενα στοιχεία και να τα υποβάλουν όπου θα ορίζεται σ' αυτά, το αργότερο μέσα σ' ένα μήνα από την παραλαβή τους. Ο έλεγχος των στοιχείων αυτών θα ολοκληρωθεί το αργότερο σε δύο μήνες από την υποβολή τους και οι νέες χονδρικές και λιανικές τιμές θα ισχύουν από την επόμενη της δημοσίευσής τους στο δελτίο τιμών αλλά όχι νωρίτερα από 1.1.83.

Στη διαμόρφωση της λιανικής τιμής των προϊόντων που ανακοστολογούνται υπολογίζεται εισφορά 15% επί της χονδρικής τιμής, χωρίς τις νομοθετημένες επί της χονδρικής τιμής επιβαρύνσεις, που αποτελεί πόρο του Ε.Ο.Φ.

Η εισφορά αυτή δεν αποτελεί κερδοφόρο στοιχείο στη διαμόρφωση του κόστους και οι νομοθετημένες επιβαρύνσεις για τη διαμόρφωση της τελικής χονδρικής τιμής δεν υπολογίζονται πάνω σ' αυτή.

Για όσα προϊόντα δεν υποβληθούν από τους δικαιούχους των αδειών κυκλοφορίας εμπρόθεσμα τα ζητούμενα στοιχεία το πιο πάνω ποσοστό 15% από 1.1.83 αποδίδεται στον Ε.Ο.Φ. από τους δικαιούχους των αδειών κυκλοφορίας, χωρίς να επιβαρύνεται η λιανική τιμή των προϊόντων.

5. α) Στη διαμόρφωση των νέων τιμών καθώς και στο σύστημα κοστολόγησης δεν θα αποτελούν στοιχεία διαμόρφωσης κόστους τα χορηγούμενα χωρίς έγκριση του Ε.Ο.Φ. δείγματα, έξοδα συνεδρίων, δαπάνες πολυτελών διαφημιστικών εντύπων, προμήθειες μεσαζόντων, υπερτιμολογήσεις κλπ.

β) Κάθε σχετική επιχείρηση είναι υποχρεωμένη, αν της ζητηθεί από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας, μετά από γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. να συμπληρώσει με προσλήψεις το ποσοστό που αναγνωρίζεται από τη σχετική αγορανομική διάταξη σαν έξοδα προσωπικού. Οι παραβάτες εμπίπτουν στις κυρώσεις του άρθρου 19 παρ. 5Α του Νόμου 96/1973.

γ) Η τιμή όλων των όμοιων φαρμάκων θα είναι ενιαία και θα υπολογίζεται με βάση πρότυπο κοστολόγιο. Για κάθε δραστική ουσία θα υπάρχει ελάχιστη και μέγιστη αποδεκτή τιμή. Κερδοφόρο στοιχείο για κάθε επιχείρηση αποτελεί μόνο η ελάχιστη τιμή. Η διαφορά μέγιστης και ελάχιστης τιμής αποτελεί στοιχείο για την τελική διαμόρφωση της χονδρικής τιμής.

δ) Για τα εισαγόμενα που δεν υπάρχουν αντίστοιχά τους ελληνικά προϊόντα θα λαμβάνεται υπόψη η τιμή στη χώρα προέλευσης και οι χαμηλότερες τιμές στις χώρες της Ευρώπης.

ε) Μέχρι να εκδοθεί η απόφαση για νέο σύστημα κοστολόγησης εξακολουθεί να ισχύει η διαδικασία καθορισμού τιμών νέων προϊόντων, που ισχύει κατά τη δημοσίευση του παρόντος.

ζ) Η αποζημίωση των μελών της επιτροπής τιμών καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Εμπορίου».

Άρθρο 33.
Κυρώσεις.

1. Οι παράγραφοι 1 και 2 του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίστανται ως εξής:

«1. Παραγωγός ή Αντιπρόσωπος ή Εισαγωγέας, ο οποίος κυκλοφορεί φαρμακευτικά και λοιπά προϊόντα, που αναφέρονται στο νόμο αυτόν χωρίς άδεια ή μετά τη λήξη ή ανάκληση ή κατά τη διάρκεια αναστολής της ισχύος της, τιμωρείται με πρόστιμο μέχρι 1.000.000 δραχμές. Σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με φυλάκιση μέχρις ενός έτους και χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 2.000.000 δραχμές.

Με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε παραγωγός ή αντιπρόσωπος ή εισαγωγέας για παραγωγή, εισαγωγή, κατοχή ή διάθεση των προϊόντων αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ., που γίνεται κατά παράβαση των διατάξεων και των κανόνων καλής παρασκευής και διάθεσης.

2. Φαρμακοποιός, γιατρός, κτηνίατρος ή άλλος πωλητής, ο οποίος διαθέτει με οποιοδήποτε τρόπο προϊόντα αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ., για τα οποία απαιτείται άδεια κυκλοφορίας, χωρίς άδεια ή μετά τη λήξη ή ανάκλησή της ή κατά τη διάρκεια αναστολής της ισχύος της και εφ' όσον έχει τηρηθεί η διαδικασία ενημέρωσής του, τιμωρείται με πρόστιμο μέχρι 300.000 δραχμές και κλείσιμο του φαρμακείου, φαρμακαποθήκης ή άλλου καταστήματος μέχρι τρεις μήνες. Σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με φυλάκιση τουλάχιστον έξι (6) μηνών και χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 1.000.000 δρχ. και αφαίρεση από τρεις (3) μέχρι έξι (6) μήνες της άδειας άσκησης επαγγέλματος.

Με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε φαρμακοποιός, γιατρός, κτηνίατρος ή άλλος πωλητής για κατοχή ή διάθεση προϊόντων αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. κατά παράβαση των διατάξεων και των κανόνων καλής φύλαξης και διάθεσης.

Επίσης με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε φαρμακοποιός που αλλάζει κατά την εκτέλεσή τους συνταγές ασφαλιστικών ταμείων με άλλα προϊόντα».

2. Η παράγραφος 3 του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «3. Όσοι κατά παράβαση των διατάξεων των παραγράφων 4, 6 και 7 του άρθρου 16 προσφέρουν ή δέχονται αμοιβές ή άλλα ανταλλάγματα, καθώς και όσοι παραβαίνουν τις διατάξεις του νόμου, που απαγορεύουν τη χορήγηση ιατρικών δειγμάτων ή εμπορεύονται (πωλούν ή αγοράζουν) τα δείγματα που χορηγούνται δωρεάν, ή παραβαίνουν τις διατάξεις για διοργάνωση των συνεδρίων, τιμωρούνται με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. Όσοι από αυτούς είναι γιατροί ή φαρμακοποιοί ή κτηνίατροι τιμωρούνται, επιπλέον, σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως, με στέρηση της άδειας άσκησης επαγγέλματος από 6 μήνες μέχρι 1 χρόνο». Σε νέα επανάληψη της παραβάσεως επιβάλλεται η ποινή της οριστικής στέρησης της άδειας άσκησης επαγγέλματος. Οι δικαιούχοι αδειών κυκλοφορίας που παραβαίνουν τη νομοθεσία που καθορίζει την παραγωγή και χορήγηση δειγμάτων τιμωρούνται επιπλέον με οριστική ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας.

Σε επανάληψη της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με χρηματική ποινή 500.000 μέχρι 2.000.000 δρχ. και φυλάκιση τουλάχιστον έξι (6) μηνών».

3. Η παράγρ. 5 του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «5. Οι παραβάσεις των διατάξεων περί τυποποιημένης κυκλοφορίας και υποχρεωτικών ενδείξεων στη συσκευασία των φαρμάκων και λοιπών προϊόντων τιμωρούνται με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. και σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως με πρόστιμο μέχρι 1.000.000 δρχ. και ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας.

Με τις ίδιες κυρώσεις τιμωρείται και παραγωγός, αντιπρόσωπος ή εισαγωγέας προϊόντων, τα οποία αναφέρονται στο νόμο αυτόν και των οποίων η σύνθεση ως προς τα βασικά συστατικά τους δεν είναι η ίδια με αυτή που εγκρίθηκε, καθώς και όσοι παραβαίνουν τις διατάξεις της παραγράφου 2 του άρθρου 16 του Ν.Δ. 96/1973, όπως τροποποιήθηκε με το νόμο αυτόν».

4. Μετά την παράγρ. 5 του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται νέα παράγραφος 5Α ως εξής: «5Α Με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. και σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 1.000.000 δρχ. και φυλάκιση μέχρι 6 μήνες και ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας των σχετικών προϊόντων τιμωρούνται όσοι:

α. Εμποδίζουν ή παρακωλύουν το έργο των οργάνων ελέγχου, επιθεωρήσεων και δειγματοληψιών του Ε.Ο.Φ.

β. Δεν τηρούν καθόλου ή δεν τηρούν κανονικά ή αποκρύπτουν και δε θέτουν στη διάθεση των οργάνων του Ε.Ο.Φ. τα βιβλία και στοιχεία που αφορούν την εισαγωγή και διακί

νηση τῶν πρώτων καὶ βοηθητικῶν ὑλῶν, τῶν ὑλικῶν συσκευασίας καὶ ἕτοιμων προϊόντων.

γ. Παραβαίνουν τὶς διατάξεις τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας ποὺ ἀναφέρονται στὴν πρόσληψη ἢ ἀπόλυση τοῦ προσωπικοῦ της.

δ. Προβαίνουν σὲ καταχρηστικὴ ἀπόλυση ἢ κατάφορα ἄνιση μεταχείριση, μισθολογικὴ ἢ ἄλλη, τῶν ὑπεύθυνων παραγωγῆς καὶ ἐλέγχου ποιότητας.

ε. Παρεμποδίζουν τὸ ἔργο τοῦ Συμβουλίου Ἐποπτείας ἢ τῶν ὑπεύθυνων παραγωγῆς καὶ ἐλέγχου ποιότητας.

στ. Καθυστεροῦν ἀδικαιολόγητα τὴν καταβολὴ τῶν πόρων τοῦ Ε.Ο.Φ.

ζ. Παραβαίνουν τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 παρ. 4 τοῦ Ν.Δ. 96/1973».

5. Ἡ παράγραφος 11 τοῦ ἄρθρου 19 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«11. α) Μὲ πρόστιμο μέχρι 100.000 δρχ. καὶ σὲ περίπτωση ὑποτροπῆς μέχρι 200.000 δρχ. καὶ ἄρση τῆς ὑπευθυνότητας, τιμωροῦνται οἱ ὑπεύθυνοι παραγωγῆς καὶ ἐλέγχου ποιότητας ποὺ παραβαίνουν τοὺς κανόνες καλῆς παρασκευῆς καὶ ἀσφάλειας τῶν προϊόντων τῶν ὁποίων ἔχουν τὴν εὐθύνη. Ἐπίσης μὲ ἄρση τῆς ὑπευθυνότητας τιμωροῦνται ὅσοι ἀπὸ αὐτοὺς ἀπουσιάζουν ἀδικαιολόγητα πέρα ἀπὸ δύο συγκεντρώσεις ἢ συσκέψεις ὑπεύθυνων, ποὺ συγκαλοῦνται ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ.

β) Κυρώσεις ποὺ ἐπιβάλλονται σὲ βιομηχανικὲς ἢ ἐμπορικὲς ἐπιχειρήσεις ποὺ παράγουν ἢ διακινοῦν προϊόντα ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ., γιὰ τὰ ὁποῖα ἀποδείχτηκε, μακροσκοπικὰ ἢ μετὰ ἀπὸ ἐργαστηριακὸ ἔλεγχο, ὅτι ἡ σύνθεση ἢ ἐμφάνισή τους δὲν εἶναι σύμφωνη μὲ αὐτὴ ποὺ ἐγκρίθηκε ἢ ὅτι ἡ παρασκευή τους, ἀποθήκευση ἢ διακίνηση ἦταν πλημμελὴς ἢ ὁ χῶρος καὶ οἱ συνθῆκες παρασκευῆς τους καὶ ἐλέγχου ἀκατάλληλες, δύνανται νὰ δημοσιεύονται στὸν ἐπιστημονικὸ καὶ ἡμερήσιο τύπο ἢ τὰ ἐνημερωτικὰ ἔντυπα ποὺ ἐκδίδει ὁ Ε.Ο.Φ. καὶ νὰ ἀνακοινώνονται ἀπὸ τὰ μέσα μαζικῆς ἐνημέρωσης.

γ) Οἱ παραβάτες κάθε ἄλλης ἀπαγορευτικῆς καὶ ἐπιτακτικῆς διάταξης τοῦ παρόντος Ν.Δ. καὶ τῶν Προεδρικῶν Διαταγμάτων καὶ Ὑπουργικῶν Ἀποφάσεων ποὺ ἐκδίδονται μὲ ἐξουσιοδότησή του τιμωροῦνται μὲ τὶς ποινὲς τοῦ ἄρθρου 458 Π.Κ.».

6. Ἡ παράγραφος 8 τοῦ ἄρθρου 19 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς: «8. Φαρμακευτικὰ καὶ λοιπὰ προϊόντα ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. τὰ ὁποῖα κυκλοφοροῦν χωρὶς ἄδεια ποὺ χορηγεῖται σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ νόμου αὐτοῦ ἢ μετὰ τὴ λήξη ἢ ἀνάκληση ἢ ἀναστολή της κατάσχονται ἀπὸ τὰ ἁρμόδια ὄργανα τοῦ Ὑπουργείου Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ἢ τοῦ Ε.Ο.Φ.

Ἡ κατάσχεση αὐτὴ ὑπόκειται στὴν ἔγκριση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. Γιὰ τὴν τύχη τῶν κατασχεθέντων ἀποφασίζει ὁ Ὑπουργὸς Ὑγείας καὶ Πρόνοιας —μετὰ σύμφωνη γνώμη τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.— ποὺ μπορεῖ νὰ ἐπιβάλλει τὴν καταστροφή τους ἢ διάθεσή τους σὲ νοσηλευτικὰ ἢ ἄλλα ἱδρύματα».

7. Στὸ ἄρθρο 19 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 12 ὡς ἑξῆς:

«12. Τὰ διοικητικὰ πρόστιμα ἐπιβάλλονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ εἰσπράττονται κατὰ τὶς διατάξεις τοῦ ΚΕΔΕ. Οἱ ἀνακλήσεις τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ἐπιβάλλονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. Οἱ στερήσεις τῶν ἀδειῶν ἄσκησης ἐπαγγέλματος ἐπιβάλλονται, ἐφόσον δὲν ὁρίζεται διαφορετικὰ ἀπὸ ἄλλες διατάξεις, μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ γνωμάτευση τοῦ οἰκείου πειθαρχικοῦ συμβουλίου. Τὸ κλείσιμο φαρμακείου καὶ φαρμακαποθήκης γίνεται μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Οἱ δημοσιεύσεις καὶ ἀνακοινώσεις τῶν κυρώσεων γίνονται μὲ ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.».

Ἄρθρο 34.

Ἡ παράγρ. 3 τοῦ ἄρθρου 33 τοῦ Ν. 5607/1932, ποὺ ἀντικαταστάθηκε μὲ τὸ ἄρθρο 19 τοῦ Α.Ν. 972/1946, ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«3. Φαρμακοποιός, ποὺ διατηρεῖ νόμιμα συστημένο φαρμακεῖο, μπορεῖ νὰ λαμβάνει τὸ ἀξίωμα Βουλευτῆ, Δημάρχου, Νομάρχη, Γενικοῦ Γραμματέα Ὑπουργείου, μὲ ἐξαίρεση τὰ Ὑπουργεῖα Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων, Προέδρου ἢ Διοικητοῦ Ν.Π.Δ.Δ., μὲ ἐξαίρεση ὅσα ἐποπτεύονται ἀπὸ τὰ Ὑπουργεῖα Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων, ἐκτὸς τῶν τοπικῶν φαρμακευτικῶν συλλόγων καὶ τοῦ Πανελληνίου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι ἡ συνέχιση τῶν ἐργασιῶν τοῦ φαρμακείου του ἐπιτρέπεται μόνο μετὰ ἀπὸ διορισμὸ ἄλλου ὑπεύθυνου ἐπιστήμονα φαρμακοποιοῦ.

Οἱ Ἀντιδήμαρχοι, οἱ Δήμαρχοι Δήμων κάτω τῶν 10.000 κατοίκων καὶ οἱ Πρόεδροι Κοινοτήτων μποροῦν νὰ λαμβάνουν τὸ ἀξίωμα διατηρώντας τὸ δικαίωμα αὐτοπρόσωπης διεύθυνσης τοῦ φαρμακείου τους».

Ἄρθρο 35.

Τὸ ἄρθρο 11 τοῦ Ν. 5607/1932 «περὶ κωδικοποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας» ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Ἄρθρο 11.

1. Φαρμακεῖο ποὺ βρίσκεται σὲ λειτουργία δὲ μπορεῖ νὰ μείνει κλειστὸ χωρὶς ἄδεια τῆς ἁρμόδιας Ἀρχῆς, περισσότερο ἀπὸ τρεῖς ἡμέρες.

2. Ἄδεια γιὰ προσωρινὸ κλείσιμο τοῦ φαρμακείου χορηγεῖται:

α) Γιὰ χρονικὸ διάστημα μέχρι ἕξη μῆνες:

—Γιὰ μεταφορὰ ἢ ἀνακαίνιση τοῦ φαρμακείου.
—Γιὰ λόγους ὑγείας τοῦ φαρμακοποιοῦ.
—Γιὰ οἰκονομικοὺς ἢ ἄλλους σοβαροὺς λόγους, ἂν κατὰ τὴν κρίση τῆς ἁρμόδιας Ἀρχῆς εἶναι ἀδύνατη γιὰ τὸ φαρμακοποιὸ ἡ ἀνεύρεση ἀντικαταστάτη.

β) Γιὰ χρονικὸ διάστημα μέχρι ἕνα μήνα τὸ χρόνο, χωρὶς εἰδικὴ αἰτιολογία, μετὰ ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τοῦ ἁρμόδιου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου.

3. Σὲ τόπους ὅπου ὑπάρχει ἕνα μόνο φαρμακεῖο, ἡ ἄδεια τῆς προηγούμενης παραγράφου χορηγεῖται ὕστερα ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τοῦ Νομάρχη καὶ τοῦ τοπικοῦ φαρμακευτικοῦ συλλόγου.

4. Οἱ παραβάτες τιμωροῦνται μὲ ἀπόφαση τοῦ ἁρμόδιου Νομάρχη μὲ πρόστιμο μέχρι 100.000 δραχμὲς ποὺ εἰσπράττεται σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ νόμου ποὺ ἰσχύει γιὰ τὴν εἴσπραξη δημόσιων ἐσόδων. Σὲ περίπτωση ἀργίας τοῦ φαρμακείου περισσότερο ἀπὸ 3 μῆνες, χωρὶς τὴν ἄδεια τῆς ἁρμόδιας Ἀρχῆς ὁ παραβάτης φαρμακοποιὸς τιμωρεῖται μὲ ἀνάκληση τῆς ἄδειας ἵδρυσης τοῦ φαρμακείου του.

5. Ἄδειες ἵδρυσης καὶ λειτουργίας φαρμακείων καὶ φαρμακαποθηκῶν φαρμακοποιῶν ποὺ ἔχουν σὲ νόμιμη λειτουργία φαρμακεῖο ἢ φαρμακαποθήκη, συνεχῶς ἢ διακεκομμένα ἐπὶ 35 χρόνια καὶ ἔχουν συμπληρώσει τὸ 65ο ἔτος τῆς ἡλικίας τους, ἀνακαλοῦνται μὲ πράξη τῆς ἁρμόδιας Ἀρχῆς. Ἡ ἰσχὺς τῆς παραγράφου αὐτῆς ἀρχίζει ἀπὸ 1.1.1985.

Ἀπὸ τὴν ἡμέρα τῆς συνταξιοδότησης καὶ μετὰ ὁ ἀδειοῦχος φαρμακοποιὸς δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ μετέχει σὰν ἑταῖρος σὲ φαρμακεῖο ἢ φαρμακαποθήκη.

6. Ἂν ὁ ἀδειοῦχος φαρμακοποιὸς ἔχει συμπληρώσει τὰ 35 χρόνια μὲ φαρμακεῖο ἢ φαρμακαποθήκη καὶ τὸ 65ο ἔτος τῆς ἡλικίας του καὶ ἔχει παιδὶ ποὺ σπουδάζει στὴ φαρμακευτική, παίρνει παράταση τῆς ἄδειας, μέχρι ἑπτὰ (7) χρόνια, στὰ ὁποῖα τὸ φαρμακεῖο ἢ ἡ φαρμακαποθήκη θὰ λειτουργεῖ μὲ ἄλλο ὑπεύθυνο φαρμακοποιό, ἐφόσον πληροῦνται οἱ προδιαγραφὲς τῆς ἰσχύουσας νομοθεσίας. Ἡ ἴδια παράταση μέχρι ἑπτὰ (7) χρόνια μετὰ τὴ λήξη τῆς ἄδειας δίνεται καὶ σὲ κληρονομικὸ φαρμακεῖο, ἂν νόμιμος κληρονόμος σπουδάζει στὴ φαρμακευτική.

7. Άδεια γιά συστέγαση ή συνεταιρισμό φαρμακοποιών πού γίνεται άπό τώρα καί στό έξής, δίνεται μόνο σέ φαρμακεία πού πληρούν τίς προδιαγραφές τής ίσχύουσας νομοθεσίας.

8. Ανάπηροι πού προστατεύονται άπό τό Ν. 963/1979 καί είναι πτυχιούχοι φαρμακοποιοί, μέ άδεια άσκησης έπαγγέλματος φαρμακοποιού, παίρνουν άδεια ίδρυσης φαρμακείου εφόσον έχουν τά άπαιτούμενα τυπικά προσόντα.

Κωφάλαλοι πτυχιούχοι φαρμακοποιοί, πού έχουν άδεια άσκησης έπαγγέλματος φαρμακοποιού, μπορούν νά πάρουν τήν άδεια ίδρυσης φαρμακείου έάν έχουν ίκανοποιητική δυνατότητα χειλεανάγνωσης καί σχετική ίκανότητα όμιλίας, βεβαιούμενες άπό Κρατικό Νοσοκομείο.

Άν οί φαρμακοποιοί πού περιγράφονται στήν παράγραφο αύτή δέν έχουν τίς αύστηρές δυνατότητες γιά τήν έξυπηρέτηση τού κοινού, τότε παίρνουν τήν άδεια ίδρυσης φαρμακείου άν στό φαρμακείο συνυπηρετεί βοηθός φαρμακείου.

Άρθρο 36.

1. Ή παράγραφος 5 τού άρθρου 6 τού Ν. 813/1978 «περί έμπορικών καί έτέρων τινών κατηγοριών μισθώσεων» άντικαθίσταται ώς έξής:

«5. Ή κατά τό Ν. 328/1976 πρόσληψη συνεταίρου ή ή συστέγαση φαρμακείων καί φαρμακαποθηκών, όπως καί ή άποχώρηση συνεταίρου καί ή άποσυστέγαση, πού γίνονται στό ίδιο κατάστημα, δέν συνεπάγεται μεταβολή τής μισθωτικής σχέσης καί τού μισθώματος πού έχει συμφωνηθεί καί καταβάλλεται».

2. Στήν παράγραφο 1 τού άρθρου 1 τού Ν. 813/1978 προστίθεται περίπτωση «ε» ώς έξής:

«ε. Πρός στέγαση καί λειτουργία φαρμακείων καί φαρμακαποθηκών».

Άρθρο 37.

Α. Τό άρθρο 22 τού Ν. 3601/1928, όπως άντικαταστάθηκε μέ τό άρθρο 7 τού Α.Ν. 1384/1938 «περί τροποποιήσεως ένίων διατάξεων τού Ν. 3601/1928 «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων», άντικαθίσταται ώς έξής:

«Άρθρο 22.

1. Ή έκλογή τών μελών τών Διοικητικών καί Πειθαρχικών Συμβουλίων διεξάγεται σέ τακτική συνεδρίαση τών συλλόγων, μέ μυστική ψηφοφορία καί αύτοπρόσωπη παρουσία τών ψηφοφόρων, τό πρώτο δεκαπενθήμερο τού μήνα Νοέμβρη κάθε τριετίας σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τού άρθρου 12.

Στήν πρόσκληση ύποχρεωτικά άναφέρεται καί ό άριθμός τών συμβούλων πού έκλέγονται.

2. Οί ύποψήφιοι σύμβουλοι γιά τά Διοικητικά ή τά Πειθαρχικά Συμβούλια πρέπει νά ύποβάλουν ύποψηφιότητα στό Σύλλογο τουλάχιστον 30 ήμέρες πρίν άπό τή διεξαγωγή τών άρχαιρεσιών. Τό Δ.Σ. συνεδριάζει 20 ήμέρες πρίν άπό τίς άρχαιρεσίες καί άνακηρύσσει μέ άπόφασή του τούς ύποψήφιους γιά έκλογή.

3. Τά ψηφοδέλτια άναγράφουν στό έπάνω μέρος τήν όνομασία τού συλλόγου, τή χρονολογία διενέργειας τών έκλογών καί στή συνέχεια, μέ άλφαβητική σειρά τά όνόματα τών ύποψηφίων. Τυπώνονται άπό τούς φαρμακευτικούς συλλόγους καί παραδίδονται 10 ήμέρες πρίν άπό τίς άρχαιρεσίες στό Νομάρχη τής έδρας τού Συλλόγου πού τά σφραγίζει μέ τή σφραγίδα τής Νομαρχίας.

4. Προκειμένου περί φαρμακευτικών συλλόγων πού έχουν περισσότερα άπό 50 μέλη, οί σύμβουλοι βάζουν ύποψηφιότητα σέ συνδυασμούς πού περιλαμβάνουν άριθμό ύποψηφίων μέχρι τόν άριθμό τών συμβούλων πού πρέπει νά έκλεγούν. Κανένας άπό τούς ύποψηφίους δέν μπορεί νά μετέχει σέ περισσότερους άπό ένα συνδυασμούς.

Ό συνδυασμός καταρτίζεται μέ γραπτή δήλωση τών ύποψήφιων συμβούλων πού θά περιληφθούν σ' αύτόν, ή δέ έκτύπωση καί σφράγιση τών ψηφοδελτίων γίνεται μέ τή διαδικασία τής προηγούμενης παραγράφου.

5. Άν ό Σύλλογος δέν έχει έδρα στήν έδρα τής Νομαρχίας, τά ψηφοδέλτια τού συλλόγου ή τών συνδυασμών σφραγίζονται άπό τόν άρμόδιο είρηνοδίκη.

6. Ψηφοδέλτια πού δέν έχουν τή σφραγίδα τής Νομαρχίας ή τού είρηνοδίκη είναι άκυρα.

7. Κατά τίς άρχαιρεσίες παρίσταται ό διοικητικός ή δικαστικός άντιπρόσωπος πού όρίζεται άπό τό Νομάρχη ή τόν άρμόδιο Είρηνοδίκη καί πού μαζί μέ τόν Πρόεδρο καί τούς έκλεγόμενους άπό τή Γενική Συνέλευση τρείς ψηφολέκτες, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τού άρθρου 23 τού νόμου αύτού, άποτελούν τήν Έφορευτική Έπιτροπή.

8. Μέ άπόφαση τού άρμόδιου Νομάρχη, σέ συλλόγους πού έχουν περισσότερα άπό 300 μέλη έπιτρέπεται ή λειτουργία περισσότερων έκλογικών τμημάτων, όπότε στήν περίπτωση αύτή ή Έφορευτική Έπιτροπή κάθε τμήματος άποτελείται άπό τρία μέλη πού έκλέγονται άπό τή Γενική Συνέλευση, ένα άπό τά όποία όρίζεται Πρόεδρός της καί πού διεξάγουν τήν ψηφοφορία. Στήν περίπτωση αύτή, ό Πρόεδρος τού Συλλόγου, ό διοικητικός ή δικαστικός άντιπρόσωπος καί οί Πρόεδροι τών κατά τμήματα Έφορευτικών Έπιτροπών άποτελούν τήν Κεντρική Έφορευτική Έπιτροπή πού βγάζει τά τελικά άποτελέσματα καί άνακηρύσσει τούς έπιτυχόντες.

9. Ό ψηφοφόρος, άφού πάρει τά ψηφοδέλτια καί φάκελλο σφραγισμένο μέ σφραγίδα τού Συλλόγου, άποσύρεται στόν ίδιαίτερο χώρο πού ύπάρχει μέσα στήν αίθουσα τής ψηφοφορίας καί ψηφίζει τούς ύποψήφιους συμβούλους τού συνδυασμού τής προτίμησής του, μέ σταυρό πού σημειώνεται δίπλα στό όνομα τού ύποψηφίου.

Ψηφοδέλτια συνδυασμού χωρίς σταυρό προτίμησης στούς ύποψήφιους συμβούλους είναι έγκυρα καί ύπολογίζονται ύπέρ τού συνδυασμού. Όπου δέν ίσχύει τό σύστημα τών συνδυασμών, ό ψηφοφόρος ψηφίζει μέ σταυρό προτίμησης μέχρι τόσους ύποψηφίους, όσος ό άριθμός τών συμβούλων.

10. Μέ αίτιολογημένη άπόφαση τού άρμόδιου Νομάρχη, σέ έξαιρετικές περιπτώσεις καί όταν είδικές τοπικές καί συγκοινωνιακές συνθήκες τό έπιβάλλουν, έπιτρέπεται σέ όρισμένους Συλλόγους ή συμμετοχή στίς άρχαιρεσίες τών μελών πού βρίσκονται μακρυά άπό τήν έδρα τού Συλλόγου μέ συστημένη έπιστολή.

Στούς συγκεκριμένους ψηφοφόρους στέλνονται άπό τή διοίκηση τού συλλόγου μέ συστημένη έπιστολή σφραγισμένα ψηφοδέλτια καί φάκελλος τουλάχιστο 10 ήμέρες πρίν άπό τήν ψηφοφορία. Ό φαρμακοποιός, άφού ψηφίσει καί σφραγίσει τό φάκελλο, ξαναστέλνει μαζί μέ άποδεικτικά στοιχεία τής ταυτότητάς του θεωρημένα άπό τήν άστυνομία μέ συστημένη έπιστολή τό σφραγισμένο φάκελλο στήν έφορευτική έπιτροπή, πού έχει τήν εύθύνη τής άποσφράγισης τού έξωτερικού φακέλλου καί τήν τοποθέτηση τού έσωτερικού μέσα στήν κάλπη.

Β. Τό άρθρο 25 τού Ν. 3601/1928 όπως άντικαταστάθηκε μέ τό άρθρο 9 τού Α.Ν. 1384/1938 «περί τροποποιήσεως ένίων διατάξεων τού Ν. 3601/1928, «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων», άντικαθίσταται ώς έξής:

«Άρθρο 25.

1. Στίς συνεδριάσεις γιά έκλογή Διοικητικών καί Πειθαρχικών Συμβουλίων πρέπει νά συμμετέχουν στήν ψηφοφο-

ρία, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22 τοῦ νόμου αὐτοῦ τουλάχιστον τὰ μισὰ σὺν ἕνα μέλη τοῦ συνόλου τῶν μελῶν τοῦ συλλόγου.

2. Στοὺς Συλλόγους που δὲν ἐφαρμόζεται τὸ σύστημα τῶν συνδυασμῶν, ἐπιτυχόντες θεωροῦνται οἱ σύμβουλοι ποὺ πλειοψηφοῦν. Οἱ ὑπόλοιποι ἐπιτυχόντες μὲ τὴ σειρὰ ψήφων προτίμησης εἶναι ἐπιλαχόντες.

3. Στὶς ἀρχαιρεσίες μὲ βάση τὸ σύστημα τῶν συνδυασμῶν, οἱ θέσεις τῶν συμβούλων τοῦ Διοικητικοῦ ἢ τοῦ Πειθαρχικοῦ Συμβουλίου κατανέμονται μεταξὺ τῶν συνδυασμῶν ποὺ πῆραν μέρος στὴν ἐκλογή, ἀνάλογα μὲ τὴν ἐκλογικὴ δύναμη καθενὸς ἀπ' αὐτούς. Γιὰ τὴν κατανομὴ αὐτὴ εὑρίσκεται πρῶτα ἡ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸ ἀναλογία τῶν ἔγκυρων ψηφοδελτίων ποὺ πῆρε ὁ καθένας ἀπὸ τοὺς συνδυασμοὺς σὲ σχέση μὲ τὸ συνολικὸ ἀριθμό τους. Τὸ ποσοστὸ αὐτὸ πολλαπλασιάζεται μὲ τὸν ἀριθμὸ τῶν συμβούλων καὶ τὸ γινόμενο ποὺ προκύπτει, χωρὶς τὸ κλασματικὸ μέρος εἶναι ὁ ἀριθμὸς τῶν θέσεων ποὺ ἀνήκουν στὸν κάθε συνδυασμό. Ἂν μετὰ τὴν πρώτη αὐτὴ κατανομὴ παραμένουν ἀδιάθετες θέσεις συμβούλων, αὐτὲς κατανέμονται σὲ ὅλους τοὺς συνδυασμοὺς ἀνάλογα μὲ τὸ μέγεθος τοῦ κλασματικοῦ μέρους ποὺ παραλείφθηκε.

4. Σὲ περίπτωση ἰσοψηφίας ὑποψηφίων συμβούλων γίνεται κλήρωση ἀπὸ τὴν Ἐφορευτικὴ Ἐπιτροπή».

Γ. Τὸ ἄρθρο 27 τοῦ Ν. 3601/1928 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς :

«Ἄρθρο 27.

1. Μετὰ τὸ τέλος τῆς ψηφοφορίας γίνεται ἡ διαλογὴ τῶν ψηφοδελτίων, ποὺ ἀριθμοῦνται καὶ μονογράφονται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τῆς Ἐφορευτικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ συντάσσεται σχετικὸ Πρακτικό, στὸ ὁποῖο ἀναγράφονται τὰ ὀνόματα τῶν ὑποψηφίων καὶ ἀντίστοιχα ὁ ἀριθμὸς τῶν σταυρῶν προτίμησης, ποὺ πῆρε ὁ καθένας ἀπ' αὐτούς.

2. Στὶς περιπτώσεις διεξαγωγῆς ἀρχαιρεσιῶν μὲ τὸ σύστημα συνδυασμῶν, στὸ σχετικὸ πρακτικὸ γράφεται ὁ ἀριθμὸς τῶν ἔγκυρων ψηφοδελτίων ποὺ πῆρε ὁ καθένας ἀπ' αὐτοὺς καὶ στὴ συνέχεια ὁ ἀριθμὸς τῶν σταυρῶν προτίμησης τοῦ κάθε ὑποψηφίου.

3. Εἶναι ἄκυρα :

α) Ψηφοδέλτια ποὺ δὲ φέρουν τὰ στοιχεῖα ποὺ ὁρίζονται ἀπὸ τὸ νόμο ἢ τὴ σφραγίδα τῆς Νομαρχίας ἢ τοῦ ἁρμόδιου εἰρηνοδίκη.

β) Ψηφοδέλτια ποὺ φέρουν ἐνδείξεις μὲ τὶς ὁποῖες εἶναι ἐμφανὴς ἡ πρόθεση τῆς παραβάσεως τῆς μυστικότητας τῆς ψηφοφορίας».

Δ. Τὸ ἄρθρο 47 τοῦ Ν. 3601/1928, ὅπως ἀντικαταστάθηκε μὲ τὸ ἄρθρο 3 τοῦ Ν. 5959/1933 «περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἄρθρου 19 τοῦ Ν. 5607 καὶ τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Ν. 3601/1928», ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Ἄρθρο 47.

«1. Οἱ εἰσφορὲς καὶ τὰ πρόστιμα τοῦ συλλόγου, ὅπως καὶ κάθε ἄλλο ἔσοδο τοῦ συλλόγου, εἰσπράττεται ἀπὸ τὸν ταμία μὲ διπλότυπες ἀποδείξεις.

2. Σὲ περίπτωση ἄρνησης ἢ ἀμέλειας τῶν μελῶν τοῦ συλλόγου νὰ καταβάλουν τὶς εἰσφορές τους ἢ τὰ τελεσίδικα πρόστιμα ποὺ τοὺς ἔχουν ἐπιβληθεῖ, τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο, ἀφοῦ δώσει στὸ φαρμακοποιὸ σχετικὴ προθεσμία γιὰ νὰ ἐκπληρώσει τὶς ὑποχρεώσεις του, ἀποφασίζει γιὰ τὴν ἀναγκαστικὴ εἴσπραξη ἀπὸ τοὺς λογαριασμούς του ποὺ πρόκειται νὰ πληρωθεῖ ἀπὸ τὸ Δημόσιο, τὸ ΙΚΑ καὶ τὰ ἄλλα ἀσφαλιστικὰ ταμεῖα. Ἡ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου γιὰ ἀναγκαστικὴ εἴσπραξη τῶν εἰσφορῶν ἢ τῶν προστίμων ἀποτελεῖ ἐκτελεστὸ τίτλο καὶ ὑποχρεώνει τὸ Δημόσιο, τὸ ΙΚΑ καὶ τὰ Ἀσφαλιστικὰ Ταμεῖα νὰ κρατήσουν ἀπὸ τοὺς λογαριασμοὺς φαρμακοποιῶν ποσὰ ποὺ ὀφείλει νὰ τὰ ἀποδώσουν στὸν ἁρμόδιο σύλλογο, μὲ τὴν ἔκδοση σχετικοῦ γραμματίου πληρωμῆς.

Στοὺς τοπικοὺς φαρμακευτικοὺς συλλόγους ποὺ λειτουργοῦν λογιστικὲς ὑπηρεσίες διεκπεραίωσης λογαριασμῶν φαρμακείων καὶ ἀσφαλιστικῶν ταμείων, ἡ κράτηση τοῦ προστίμου μπορεῖ νὰ γίνει μὲ ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀπὸ τὸ σύνολο τοῦ μηνιαίου λογαριασμοῦ τοῦ φαρμακοποιοῦ.

3. Εἰσφορὲς καὶ πρόστιμα ποὺ ἐπιβάλλονται ἀπὸ τὰ Πειθαρχικὰ Συμβούλια σὲ φαρμακοποιοὺς ποὺ εἶναι συνεταιρισμένοι ἢ συστεγασμένοι καὶ ἀρνοῦνται ἢ ἀμελοῦν νὰ τὰ καταβάλουν, ὑποχρεώνεται νὰ τὰ καταβάλει τὸ νομικὸ πρόσωπο τῆς Ἑταιρείας ποὺ ἔχει συσταθεῖ γιὰ τὸ συνεταιρισμὸ ἢ τὴ συστέγαση.

4. Ἡ ἄρνηση ἢ ἡ ἀμέλεια καταβολῆς ἀπὸ τὸ φαρμακοποιὸ πρὸς τὸ σύλλογο τῶν εἰσφορῶν καὶ τῶν προστίμων ποὺ τοῦ ἔχουν ἐπιβληθεῖ, εἶναι βαρύτατο πειθαρχικὸ παράπτωμα».

Ε. 1. Τὸ ἄρθρο 64 τοῦ Ν. 3601/1928 «περὶ συστάσεως Φαρμακευτικῶν Συλλόγων», ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Ἄρθρο 64.

«α. Τὸ Δικαστικὸ μέλος προεδρεύει πάντοτε στὸ Πειθαρχικὸ Συμβούλιο.

β. Χρέη γραμματέα εκτελεί ένα απο τα μελη του Πειθαρχικοῦ Συμβουλίου, ποὺ ἐκλέγεται ἀπὸ τὴν ὁλομέλειά του, μὲ ἀπόλυτη πλειοψηφία.

γ. Τὸ Πειθαρχικὸ Συμβούλιο εὑρίσκεται σὲ ἀπαρτία ὅταν τὰ παρόντα μέλη εἶναι περισσότερα ἀπὸ τὰ ἀπόντα.

δ. Οἱ ἀποφάσεις τοῦ Πειθαρχικοῦ Συμβουλίου παίρνονται μὲ πλειοψηφία τῶν παρόντων καὶ σὲ περίπτωση ἰσοψηφίας ἡ ἀπόφαση εἶναι ὑπὲρ τοῦ πειθαρχικὰ διωκομένου».

2. Ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 13 τοῦ Α.Ν. 1384/38 «περὶ τροποποιήσεως ἐνίων διατάξεων τοῦ Ν. 3601/1928 «περὶ Φαρμακευτικῶν Συλλόγων» καταργεῖται.

ΣΤ. 1. Ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 67 τοῦ Ν. 3601/1928 «περὶ συστάσεως Φαρμακευτικῶν Συλλόγων», ὅπως ἀντικαταστάθηκε μὲ τὴν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου 9 τοῦ Ν. 4111/1960 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν περὶ Ὑγειονομικῶν Συλλόγων κλπ.» ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«3. Πρόστιμο ἀπὸ 5.000 — 50.000 δραχμές».

2. Ἡ παράγραφος 2 τοῦ ἄρθρου 9 τοῦ Ν. 4111/1960 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν περὶ Ὑγειονομικῶν Συλλόγων κλπ.» ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«2. Ἀποφάσεις Πειθαρχικῶν Συμβουλίων, μὲ τὶς ὁποῖες ἐπιβάλλεται ποινὴ προστίμων κάτω τῶν 10.000 δραχμῶν δὲν ὑπόκεινται σὲ ἔφεση».

Ζ. Ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ καταργοῦνται:

α) Ἡ παράγραφος 2 τοῦ ἄρθρου 21 τοῦ Ν. 3601/1928 «περὶ συστάσεως Φαρμακευτικῶν Συλλόγων» καὶ

β) Τὸ ἄρθρο 15 τοῦ Ν. 5607/1932 «περὶ κωδικοποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας», ὅπως ἀντικαταστάθηκε μὲ τὸ ἄρθρο 2 τοῦ Ν.Δ. 604/1970 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεων τινων τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας» καὶ τὴν παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 10 τοῦ Ν. 328/76 «περὶ τροποποιήσεως διατάξεων τινων τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας».

Η. 1. Στὸ νόμο 3601/1928 τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας «περὶ συστάσεως φαρμακευτικῶν συλλόγων» καὶ στὸ ἄρθρο 15 προστίθενται τὰ παρακάτω:

«Στὶς Γενικὲς Συνελεύσεις τῶν φαρμακευτικῶν συλλόγων τῆς Χώρας καὶ τοῦ Πανελλήνιου Φαρμακευτικοῦ Σύλλογου, προεδρεύει μέλος της, ποὺ ἐκλέγεται μὲ ἀνάταση τῶν χεριῶν τῶν μελῶν τῆς Συνέλευσης καὶ ἔχει κατὰ τὴ διάρκεια τῆς Γενικῆς Συνέλευσης ὅλα τὰ δικαιώματα καὶ τὰ καθήκοντα ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ νόμο γιὰ τὸν Πρόεδρο.

Στὶς Συνελεύσεις τῶν Φαρμακευτικῶν Συλλόγων συζητεῖται ἐκτὸς ἡμερήσιας διάταξης κάθε θέμα ποὺ προτείνεται ἔγγραφα καὶ πρὶν ἀπ' τὴν ἀρχὴ τῆς συζήτησης τῶν θεμάτων τῆς ἡμερήσιας διάταξης, ἀπὸ τὸ 1/10 τουλάχιστον τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν μελῶν τοῦ Συλλόγου».

2. Τὸ ἄρθρο 11 τοῦ Ν. 3601/1928 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Ἄρθρο 11.

Ὁ Φαρμακευτικὸς Σύλλογος συνέρχεται σὲ συνεδρίαση τακτικὰ μέν, ὅσες φορὲς ὁρίζει ὁ νόμος αὐτὸς (3601/1928), ἢ ἀναγράφει ὁ ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τοῦ Συλλόγου, ἔκτακτα δέ, ὅσες φορὲς κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖο τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο ἢ μετὰ ἀπὸ ἔγγραφη αἴτηση, στὴν ὁποία ἀναφέρεται καὶ ὁ λόγος τῆς σύγκλησης καὶ ὑπογράφεται ἀπὸ τόσα μέλη ὅσα ὁρίζει ὁ Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τοῦ Συλλόγου τους καὶ ποὺ δὲ μπορεῖ νὰ εἶναι κατώτερος τοῦ 1/10 τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν μελῶν, γιὰ φαρμακευτικοὺς συλλόγους ποὺ ἔχουν περισσότερα ἀπὸ 400 μέλη ἢ κατώτερος τοῦ 1/5 γιὰ φαρμακευτικοὺς συλλόγους ποὺ ἔχουν λιγότερα ἀπὸ 400 μέλη ἢ κατώτερος τῶν 5 γιὰ φαρμακευτικοὺς συλλόγους ποὺ ἔχουν λιγότερα ἀπὸ 60 μέλη καὶ περισσότερα ἀπὸ 15 ἢ κατώτερος ἀπὸ 2 μέλη γιὰ φαρμακευτικοὺς συλλόγους ποὺ ἔχουν λιγότερα ἀπὸ 15 μέλη».

3. Στὸ ἄρθρο 36 τοῦ Ν. 3601/1928 προστίθενται τὰ παρακάτω:

«Οἱ συνεδριάσεις τῶν Διοικητικῶν Συμβουλίων τῶν φαρμακευτικῶν συλλόγων τῆς χώρας καὶ τοῦ Πανελλήνιου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου εἶναι δημόσιες γιὰ τὰ μέλη τους. Μπορεῖ ὅμως τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου νὰ ἀποφασίσουν μὲ πλειοψηφία τῶν παρόντων νὰ συνεδριάσουν μυστικά, ἀλλὰ στὴν περίπτωση αὐτὴ οἱ ἀποφάσεις ποὺ θὰ παρθοῦν ἀνακοινώνονται δημόσια. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου μπορεῖ νὰ διατάξει τὴν ἀποβολὴ ἀπὸ τὸ ἀκροατήριο κάθε μέλους τοῦ Συλλόγου ποὺ διαταράσσει τὴν τάξη».

4. Στὸ ἄρθρο 44 τοῦ Ν. 3601/1928 ἡ τελευταία παράγραφος ἀλλάζει καὶ γίνεται ὡς ἑξῆς:

«Ὁ ταμίας τοῦ φαρμακευτικοῦ συλλόγου καταθέτει ὑποχρεωτικὰ σὲ ἐλεγχόμενη ἀπὸ τὸ κράτος Τράπεζα, ποὺ ὁρίζεται ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο, κάθε ποσὸ ποὺ ὑπερβαίνει τὶς 20.000 δραχμές. Τὸ ποσὸ αὐτὸ μπορεῖ νὰ αὐξηθεῖ μέχρι τὶς 50.000 δραχμὲς μετὰ ἀπὸ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας».

Ἄρθρο 38.

1. Οἱ διατάξεις τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Ν. 1287/1982 τροποποιοῦνται ὡς ἑξῆς :

«1. Οἱ ἀσφαλισμένοι καὶ συνταξιοῦχοι τοῦ ΟΓΑ καθὼς καὶ τὰ μέλη οἰκογενείας τους δικαιοῦνται φαρμακευτικῆς περίθαλψης».

2. Στὸ τέλος τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ ἴδιου νόμου προστίθεται περίπτωση ποὺ ἔχει ὡς ἑξῆς :

«Ἐπίσης μὲ κανονισμὸ ποὺ θὰ ἐκδίδεται σύμφωνα μὲ τὴν προηγούμενη διάταξη θὰ καθορίζονται τὰ φάρμακα ποὺ μπορεῖ νὰ χορηγοῦνται δωρεὰν σὲ ἀσφαλισμένους ποὺ πάσχουν ἀπὸ χρόνια πάθηση, πέραν αὐτῶν ποὺ ἤδη χορηγοῦνται καθὼς καὶ τὸ ποσοστὸ συμμετοχῆς τῶν δικαιούχων στὴ δαπάνη ἀγορᾶς τῶν λοιπῶν φαρμάκων, ποὺ σὲ καμιὰ περίπτωση δὲν θὰ εἶναι ἀνώτερο τοῦ 25%. Ἡ ἔναρξη παροχῆς τῆς φαρμακευτικῆς περίθαλψης θὰ γίνει ἐντὸς 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς δημοσίευσης αὐτοῦ τοῦ νόμου, ἡ ἀκριβὴς ἡμερομηνία τῆς ὁποίας θὰ καθορισθεῖ μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων, ὕστερα ἀπὸ γνώμη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ο.Γ.Α.».

Ἄρθρο 39.

1. Ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ οἱ προβλεπόμενες ἀπὸ τὸ ἄρθρο 17 τοῦ Ν.Δ. 97/1973 δέκα ὀργανικὲς θέσεις Εἰδικῶν Ἐπιστημονικῶν Συνεργατῶν τοῦ ΚΕΕΦ αὐξάνονται σὲ εἴκοσι πέντε (25). Οἱ Εἰδικοὶ αὐτοὶ Ἐπιστημονικοὶ Συνεργάτες πρέπει νὰ εἶναι πτυχιοῦχοι Ἀνώτατων Σχολῶν τοῦ ἐσωτερικοῦ ἢ ἰσότιμων καὶ ἀναγνωρισμένων τοῦ ἐξωτερικοῦ μὲ εἰδικὲς γνώσεις ἢ πεῖρα στὰ ἀντικείμενα τῆς ἁρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. Οἱ ἀμοιβὲς τῶν ἐπιστημονικῶν συνεργατῶν δὲ μπορεῖ σὲ περίπτωση πλήρους ἀπασχόλησης νὰ εἶναι κατώτερες ἀπὸ τὶς προβλεπόμενες ἀπὸ τὶς ἀντίστοιχες κλαδικὲς συλλογικές τους συμβάσεις. Κατὰ τὰ λοιπὰ ἐφαρμόζονται γι' αὐτοὺς οἱ διατάξεις τοῦ Ν. 993/1979.

2. Ἀπὸ τὴν ἔναρξη ἰσχύος τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ μέχρι 30 Ἰουνίου 1983 μποροῦν γιὰ τὶς φαρμακευτικὲς ἐπιχειρήσεις νὰ ἀνασταλοῦν μὲ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Οἰκονομικῶν καὶ τῶν κατὰ περίπτωση συναρμόδιων Ὑπουργῶν τὰ ἀναγκαστικὰ μέτρα λόγω ὀφειλῶν στὸ Δημόσιο, Ἀσφαλιστικοὺς Ὀργανισμοὺς καὶ Ν.Π.Δ.Δ.

3. Ἀπὸ τὴ δημοσίευση ἐπίσης τοῦ νόμου αὐτοῦ καταργεῖται τὸ Ν.Δ. 97/1973, μὲ ἐξαίρεση: α) Τὶς διατάξεις τῶν ἄρθρων 3, 4, 5, 6 καὶ 7, οἱ ὁποῖες διατηροῦνται σὲ ἰσχὺ μέχρι τὴν ἔκδοση τῆς ἀπόφασης τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὴν παράγρ. 4 τοῦ ἄρθρου 14 τοῦ νόμου αὐτοῦ. β) Τὴ διάταξη τοῦ ἄρθρου 17, ὅπως παραπάνω συμπληρώνεται. γ) Τὴ διάταξη τοῦ ἄρθρου 30 περὶ Ὑγειονομικοῦ Ἐργαστηρίου Ἀθηνῶν. δ) Τὴ διάταξη τοῦ ἄρθρου 29 περὶ προσωρινῶν μισθωτικῶν συμβάσεων καὶ ε) Τὴ διάταξη τοῦ ἄρθρου 31 περὶ εἰδικῶν ἐπιδομάτων.

Ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ καταργοῦνται ἐπίσης οἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 22, 23 τοῦ Α.Ν. 1384/1938 καὶ τὸ ἄρθρο 2 τοῦ Ν.Δ. 171/1946.

4. Ἀπὸ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ καταργεῖται κάθε ἄλλη γενικὴ ἢ εἰδικὴ διάταξη νόμου ποὺ ἀντιβαίνει στὸ νόμο αὐτόν.

Ἄρθρο 40.

1. Σὲ ἐξαιρετικὰ σοβαρὲς παθήσεις ἀσφαλισμένων τοῦ Δημοσίου καὶ τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ὀργανισμῶν ἁρμοδιότητας τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων καὶ ἐφόσον ἡ διάγνωση ἢ ἡ θεραπεία τῆς ἀσθένειας αὐτῆς δὲν εἶναι δυνατὴ στὴν Ἑλλάδα, ἀλλὰ σὲ Κέντρο τοῦ ἐξωτερικοῦ, ἐπιτρέπεται ὕστερα ἀπὸ ἔγκριση τοῦ ἁρμόδιου φορέα ἡ νοσηλεία στὸ ἐξωτερικό.

2. Γιὰ τὴν ἀνάγκη νοσηλείας ἀσφαλισμένου στὸ ἐξωτερικὸ γνωματεύουν ὑγειονομικὰ ὄργανα ποὺ ὁρίζονται μὲ κοινὲς ἀποφάσεις τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Κοινων. Ἀσφαλίσεων.

3. Ὁ τρόπος καὶ ἡ διαδικασία ἔγκρισης μετάβασης στὸ ἐξωτερικὸ τῶν προσώπων ποὺ ἀναφέρονται στὴν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ εἶδος τῆς παροχῆς, τὸ ὕψος τῆς δαπά-

νης, ἡ τυχὸν συμμετοχὴ τοῦ ἀσφαλισμένου στὶς δαπάνες καθὼς καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια ἀναγκαία γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς διατάξεως τοῦ παρόντος ἄρθρου καθορίζονται μὲ κοινὲς ἀποφάσεις τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων.

Οἱ κοινὲς ἀποφάσεις ποὺ ρυθμίζουν θέματα ποὺ ἐπιβαρύνουν τὸν Κρατικὸ Προϋπολογισμό, συνυπογράφονται καὶ ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Οἰκονομικῶν.

4. Μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Κοινων. Ἀσφαλίσεων καὶ τοῦ κατὰ περίπτωση ἁρμόδιου Ὑπουργοῦ εἶναι δυνατὴ ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ σ' ἄλλους φορεῖς ποὺ παρέχουν ὑγειονομικὴ περίθαλψη.

5. Ἡ ἰσχὺς τῶν διατάξεων τῶν προηγούμενων παραγράφων τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ ἀρχίζει 6 μῆνες μετὰ τὴ δημοσίευση τοῦ νόμου αὐτοῦ.

Ἄρθρο 41.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ἂν δὲν ὁρίζεται διαφορετικὰ ἀπὸ τὶς ἐπιμέρους διατάξεις του.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ **ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ**	ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ **ΓΕΡΑΣ. ΑΡΣΕΝΗΣ**
ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ **ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ**	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ **ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ**
ΓΕΩΡΓΙΑΣ **ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ**	ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ **ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΛΙΑΝΗΣ**
ΕΜΠΟΡΙΟΥ **ΓΕΩΡΓ. ΜΩΡΑΪΤΗΣ**	ΕΡΓΑΣΙΑΣ **ΕΥΑΓΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**
ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ **ΠΑΡ. ΑΥΓΕΡΙΝΟΣ**	ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ **ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 11 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ
ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως:

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	2.500
2. » » » Β'	»	4.000
3. » » » ΤΑΠΣ	»	3.000
4. » » » Γ'	»	1.500
5. » » » Δ'	»	3.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κτλ.	»	1.500
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	300
8. » » » Παράρτημα	»	800
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	»	10.000
10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	800
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	»	20.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά:

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	125
2. » » » Β'	»	200
3. » » » ΤΑΠΣ	»	150
4. » » » Γ'	»	75
5. » » » Δ'	»	175
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	75
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	15
8. » » » Παράρτημα	»	40
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ.	»	500
10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	40
11. Για όλα τα τεύχη	»	1000

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δρχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δρχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δρχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δρχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαθέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

Α'. Ανωνύμων Εταιρειών:

1. Των καταστατικών	Δραχ.	25.000
2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών	»	25.000
3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	»	15.000
4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών	»	8.000
5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	10.500
6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού	»	9.000
7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσώπευσης στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70	»	6.000
8. Των ανακοινώσεων γιά κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ – ΗΣΑΠ – ΟΣΕ	»	2.800
9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	»	2.800
10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967	Δραχ.	2.800
11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α. Ν. 148/67	»	2.800
12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	2.000

Β'. Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

1. Των καταστατικών	»	2.800
2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών	»	2.800
3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	3.200
4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων	»	2.800
5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	»	1.200
6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	»	1.200
7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ.	»	1.000
8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	»	1.000

Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών – Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων:

1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών – Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	»	2.800
2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	3.200

Δ'. Των δικαστικών πράξεων:

ΙΙ. Στο Τέταρτο τεύχος:

Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως	»	1.200

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού είσπραξης, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχειρίσεως του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεως καταβάλλεται ως εξής:

α) στην Αθήνα: στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους: στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (RONEO 185) και 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.

γ) στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού: όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ